

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE PARIS

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 24 Novembre 1944

par

JEAN CUNY-GEYER

Ingénieur Commercial de l'Université de Nancy

JURY :

Président : M. JAMES, Professeur.

Suffragants : M. MARCHAL, Professeur.

M. LHOMME, Professeur.

PARIS

PRESSE ET ÉDITIONS FINANCIÈRES

32, Rue Notre-Dame-des-Victoires, 32

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE PARIS

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 24 Novembre 1944

par

JEAN CUNY-GEYER

Ingénieur Commercial de l'Université de Nancy

JURY :

Président : M. JAMES, Professeur.

Suffragants : M. MARCHAL, Professeur.

M. LHOMME, Professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DE LA
CENTRALISATION DES RENSEIGNEMENTS
SUR LES RISQUES BANCAIRES

INTRODUCTION

L'un des principaux rôles du banquier est d'accorder le crédit indispensable pour le développement des affaires. Ce crédit se présente sous différentes formes : escomptes, avances garanties soit par des marchandises, soit par des titres, avances non garanties (découverts en blanc), etc.

Toute affaire industrielle ou commerciale comporte une part de risque, mais cela est particulièrement net chez le banquier, dans son rôle de dispensateur de crédit.

Plusieurs définitions du risque bancaire ont été données. M. FONTALIRAND (1) a écrit que ce risque est « le danger qui résulte pour le banquier prêteur de la défaillance éventuelle de son débiteur ». Mais cet auteur reconnaît qu'il est difficile de donner une définition précise du risque. Celui-ci est évidemment dû à la défaillance du débiteur, mais cette défaillance peut être la conséquence de causes directes, par exemple l'incapacité du client emprunteur de gérer convenablement son affaire et aussi de causes indirectes, par exemple les difficultés rencontrées par la corporation à laquelle appartient l'emprunteur ou la mauvaise situation économique générale.

Il est certain que les banquiers, en mettant à la disposition des entreprises les capitaux qui leur sont confiés, sont susceptibles de courir des risques importants. Rappelons la classification que donne, à ce sujet, M. Pierre CAUBOUÉ, actuellement Directeur de la Société Parisienne de Banque (2) : « Le risque général est afférent à une « catégorie déterminée d'opérations; ainsi, il y a le risque général créé par le chiffre total des débiteurs, des

(1) M. FONTALIRAND. — *Banque et Bourse*, janvier 1938.

(2) M. CAUBOUÉ. — *Banque et problèmes bancaires du temps présent* (1942), p. 94.

« escomptes, etc... Le risque global de la banque repré-
« sente la somme de ces risques.

« Le risque corporatif comprend tous les risques que
« peut courir la banque pour n'importe quelle opération,
« classés par branches de métiers.

« Le risque particulier est celui qu'entraîne chaque
« opération. Il est fonction de la solvabilité de chaque
« client et c'est cette solvabilité que le banquier cherche
« à connaître aussi exactement que possible. »

Retenons cette classification qui pourra nous aider
au cours de notre travail, classification montrant com-
bien est complexe le problème des risques.

Plusieurs éléments essentiels expliquent la complexité
de ce problème. Ce sont :

- 1° Ce que nous appellerons « le cumul des crédits » ;
- 2° L'insolvabilité des emprunteurs ;
- 3° La situation économique générale.

1° *En quoi consiste le cumul des crédits ?*

Pour des raisons diverses, un client ne peut souvent
obtenir à la même banque tout le crédit dont il a besoin :
le montant du crédit qu'il sollicite est supérieur au
maximum de sécurité que le banquier s'est fixé ; dans
ce cas, le client est obligé de frapper à d'autres portes.
Un autre client, pour des raisons personnelles, par suite
de ses relations anciennes ou présentes, peut répartir sa
demande totale de crédit entre plusieurs établissements
pour avoir ainsi plus de chances d'obtenir les sommes
nécessaires à son exploitation. Pour de simples raisons
psychologiques, un troisième client peut solliciter du
crédit chez plusieurs banquiers, parce que, vis-à-vis de
sa clientèle et de ses concurrents, cela flatte son amour-
propre d'avoir différents comptes de banque.

Dans chacun de ces cas, il résulte un cumul des cré-
dits accordés par différentes banques à un même client ;
on conçoit tout le risque couru par un banquier ignorant
le total des engagements de son propre client envers
d'autres établissements. Cette ignorance peut avoir, en
effet, des conséquences désastreuses : mettre en difficul-
tés l'un de ces établissements prêteurs et même engen-
drer, par répercussions, un krach financier.

Citons l'exemple typique suivant, que rappelle M. DAUPHIN-MEUNIER, au cours d'une étude sur la réglementation des opérations de crédit en Allemagne (3) :

« Or, il advenait fréquemment que, faute d'entente
« entre elles, plusieurs banques accordassent sur même
« garantie d'importants crédits à une firme qui obtenait
« de la sorte un ensemble de facilités disproportionnées
« à son standing; venait-elle à tomber en difficultés, les
« banques créancières, mises soudain en présence, se
« trouvaient dans l'impossibilité d'obtenir un rembour-
« sement intégral; elles entraient en conflit quant au
« sort de leur gage commun et rencontraient à leur tour
« de sérieux embarras. La Danat, la Dresdner Bank et la
« Schroeder Bank qui avaient *simultanément mais sans*
« *le savoir*, consenti à la Nordwolfe de Brême des avan-
« ces considérables, furent ainsi prises dans le krach de
« leur débitrice et durent fermer leurs guichets. Leur
« mésaventure, on s'en souvient, fut le prélude de la
« catastrophe financière de 1931. »

Dans le but de pallier cette grave lacune, les banques ne pourraient-elles s'entendre pour créer un organisme commun, dont le fonctionnement leur permettrait de connaître le total des engagements d'un même client envers elles ?

2° *L'insolvabilité des emprunteurs.*

Cette insolvabilité constitue le principal élément du risque bancaire. Aussi, le banquier s'est-il toujours efforcé d'apprécier aussi exactement que possible la situation de son client.

Aux Etats-Unis, on se base pour l'appréciation des risques sur l'importance de différents facteurs : le facteur personnel, le facteur financier et le facteur cyclique.

Les personnes spécialisées dans les études du crédit aux Etats-Unis, qu'on appelle les « creditmen », attribuent à chacun de ces facteurs un coefficient, à savoir :

40 % au facteur personnel, comportant la compétence et l'honnêteté des dirigeants d'une entreprise;

(3) M. DAUPHIN-MEUNIER. — La Banque, 1919-1935, p. 270.

40 % au facteur financier, c'est-à-dire à la situation financière de l'entreprise;

20 % au facteur cyclique, c'est-à-dire à la situation économique générale et à celle de l'industrie examinée.

Comme on le constate, les experts en crédit américains attribuent une grande importance au standing des entreprises. Sans vouloir discuter l'exactitude de ces trois facteurs, il est certain que les banquiers doivent aussi les prendre en considération, en vue de la surveillance efficace de leurs risques. Ils ne sauraient considérer l'un de ces facteurs en faisant abstraction des autres; ils doivent au contraire porter leur étude à la fois sur le chef d'entreprise, sur l'exploitation elle-même, sur le milieu dans lequel celle-ci se développe.

Il en va de même pour une affaire à créer : le banquier doit se renseigner sur la valeur de celui qui est appelé à la diriger, sur les bases financières constituant le tremplin de l'exploitation, sur les perspectives d'avenir de cette dernière. Le risqué est encore plus grand pour une affaire à créer que pour une affaire créée; c'est surtout lorsqu'il a apporté son concours en vue de la constitution de Sociétés que le banquier doit faire preuve de la plus grande prudence et s'efforcer de connaître la valeur des entreprises.

Chaque grand établissement de crédit dispose bien de services spéciaux chargés de le fixer sur la situation des exploitations industrielles ou commerciales (par exemple, le service d'Etudes financières). Mais les banques ne pourraient-elles, dans leur intérêt, organiser à frais communs un service spécial chargé de se documenter sur les principales affaires ?

3° *La situation économique générale.*

La productivité des prêts bancaires, qui est en partie garante de leur sécurité, dépend de la conjoncture économique. Si le banquier doit se préoccuper de facteurs internes ou particuliers, propres à une opération déterminée, à une branche d'activité donnée, il doit aussi se préoccuper de facteurs externes, touchant l'état général de la production et de la circulation des richesses.

Il doit s'évertuer à connaître ces facteurs externes

et à prévoir, si possible, les événements qui pourraient les modifier.

Il est nécessaire que les banquiers, pour la surveillance de leurs risques, soient mieux au courant de l'activité économique. De nombreux facteurs externes ont une influence indirecte mais très grande sur ces risques : augmentations des impôts, crise de sous-consommation, politique douanière brutale adoptée par certains Etats pour défendre leur industrie et leur commerce, etc...

M. Christian PINEAU, dans un article intitulé « Un système d'organisation de crédit » (4), avait envisagé, comme services de renseignements généraux pour notre pays, la création d'un Institut de Conjoncture et d'un Office Central de Distribution de Crédit, département spécial de la Banque de France. Selon M. PINEAU, l'Institut de Conjoncture (qui a été créé) devait avoir pour but de renseigner cet Office Central sur les nécessités d'augmenter ou de diminuer les crédits accordés à telle ou telle branche d'industrie. Cet auteur avait donc compris l'utilité pour les banques, au point de vue de leurs risques corporatifs, à être documentées sur la situation des différentes branches d'industrie et à dispenser leurs crédits en fonction de cette situation.

Les banquiers ne pourraient-ils songer à disposer, à frais communs, d'un service spécial qui serait chargé de servir de trait d'union en quelque sorte entre eux et l'Institut de Conjoncture ou d'autres Centres de documentation économique pour la prévision des événements susceptibles de modifier les facteurs externes qui influent sur leurs risques ?

Comment un organisme centralisateur permettrait de mieux apprécier ces éléments du risque. - Les deux sections de cet organisme :

- A. - CENTRALE DES RISQUES.
- B. - CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS.

Nous estimons qu'il serait fort intéressant pour les banques de créer, par une entente entre elles, un orga-

(4) M. PINEAU Ch. — *Banque et Bourse*, octobre 1938, p. 107.

nisme centralisant des renseignements qui les aiderait à mieux connaître les éléments du risque que nous avons énumérés :

- le cumul des crédits,
- l'insolvabilité des emprunteurs,
- la situation économique générale.

Cet organisme pourrait comporter deux sections :

A. - Une première section que nous dénommerons « Centrale des Risques », à laquelle seraient transmises par les banques des indications relatives aux crédits demandés et aux utilisations de ces crédits. Elle fera l'objet de la première partie de cette étude et donnera lieu à l'examen des questions suivantes :

- 1° La pratique bancaire : ses insuffisances.
- 2° Essais de centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés.
- 3° Organisation de cette Centrale.
- 4° Appréciation critique de cette centralisation.

B. - Une deuxième section que nous dénommerons « Centrale de Renseignements », qui aurait pour tâche de communiquer à la « Centrale des Risques » des renseignements sur le compte des clients.

La première section, tout en évitant le cumul des crédits bancaires, permettrait de connaître le total des crédits autorisés et utilisés en ce qui concerne un même client. Mais ce résultat, si intéressant soit-il, ne serait pas suffisant.

Il est en effet possible que le total des crédits accordés par les banques à un même client ne corresponde pas au standing de son affaire. Parmi les crédits signalés à la Centrale des Risques pour un même emprunteur, certains pourraient être accordés par les banquiers, non pas en considération de la valeur de l'affaire, mais plutôt en raison de leurs relations personnelles avec cet emprunteur. Or, la vraie garantie consiste à savoir si le total des crédits accordés par l'ensemble des banques est normal par rapport au standing du client.

En un mot, deux facteurs qu'il serait intéressant de connaître pour chaque client important : total des crédits accordés et utilisés d'une part, standing de l'entre-

prise correspondante d'autre part; la Centrale des Risques ferait connaître le premier facteur, la Centrale de Renseignements le second.

La Centrale de Renseignements aurait aussi pour rôle de servir d'intermédiaire entre les Centres de documentation économique et les banques pour l'obtention de renseignements généraux; elle remédierait ainsi à l'étanchéité du domaine bancaire et du domaine économique.

Elle fera l'objet de la seconde partie de ce travail, donnant lieu à l'examen des questions suivantes :

1° Renseignements relatifs à la valeur des entreprises.

2° Organisation relative à la centralisation de ces renseignements.

3° Appréciation critique de cette centralisation.

4° Renseignements concernant la situation économique.

N.-B. — Nous avons constaté, au cours de nos recherches, que les banquiers utilisaient l'expression « Centralisation des risques » chaque fois qu'il s'agissait seulement de grouper des renseignements relatifs aux crédits.

Nous pensons que cette expression est mal choisie : elle laisse, en effet, supposer que les banquiers pourraient créer un Office Central où ils transmettraient le plus d'indications possibles relatives aux risques (généraux, corporatifs et particuliers) dans le but de réaliser en commun la couverture de ces risques par des procédés spéciaux tels que : assurances, versements de cotisations, etc...

Or, ce que nous envisageons, pour remédier au cumul des crédits, a trait uniquement au groupement de renseignements relatifs aux crédits. Nous respecterons néanmoins l'expression « Centralisation des Risques » et l'utiliserons pour désigner la centralisation de renseignements relatifs aux crédits.

PREMIÈRE PARTIE

CENTRALE DES RISQUES

Centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés

CHAPITRE I

La pratique bancaire : ses insuffisances

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous pensons qu'il convient de rappeler d'une part quels sont les procédés qu'utilise le banquier pour surveiller ses risques, d'autre part l'insuffisance que présentent ces procédés dans certains cas, en particulier en ce qui concerne le cumul des crédits.

Le crédit bancaire doit être dispensé avec beaucoup de précautions; un crédit imprudemment accordé donne souvent lieu à une nouvelle demande de la part d'un client, tenté de s'adresser à plusieurs reprises, exagérément, à son banquier pour tirer d'embarras son affaire.

Aussi, le banquier doit-il rechercher à connaître le standing de son emprunteur; pour obtenir ce résultat, il dispose de deux méthodes : la recherche de renseignements et l'étude des bilans.

Afin d'obtenir des renseignements sur le compte d'un client, le banquier peut utiliser deux sources :

1° Les informations fournies par l'emprunteur lui-même, auquel le banquier a adressé un formulaire comportant des questions précises. Cette façon de procéder a été largement utilisée par les banques américaines. Aux Etats-Unis, ces formulaires demandent à l'emprunteur de nombreux renseignements : situation financière avec le détail de l'actif et du passif, compte de Profits et Pertes, situation des propriétés, actions et obligations possédées par l'emprunteur, des informations dont cer-

taines dénotent un caractère inquisitorial (exemple : estimation de la fortune des directeurs ou associés en dehors de l'affaire); il est à noter qu'en Suisse les déclarations d'impôt sont communiquées aux banques sur leur demande.

2° Les rapports d'agences de renseignements.

3° Les renseignements obtenus des fournisseurs de l'emprunteur et des clients de cet emprunteur.

4° Les informations obtenues par un service spécial d'enquêtes à domicile.

5° Les informations provenant des banques ayant été en rapports avec le demandeur de crédit.

6° Les renseignements donnés par divers documents, tels que jugements déclaratifs de faillites, protêts, ainsi que ceux en provenance des services du Cadastre, des Hypothèques, de l'Enregistrement, du Registre du Commerce, etc...

Reprenons ces diverses sources de renseignements.

Les informations fournies par l'emprunteur lui-même, à la suite de questionnaires adressés par le banquier, n'ont une valeur que si le client veut bien répondre honnêtement à toutes les questions posées.

Les indications fournies par des rapports d'agences spécialisées dans la recherche des renseignements n'ont qu'une valeur relative, variant suivant la valeur des agences. Certaines de ces agences peuvent demander des prix très élevés au banquier pour lui communiquer en contre-partie des renseignements médiocres.

Les renseignements transmis par les fournisseurs ou les clients du solliciteur de crédit sont sujets à caution, un fournisseur pouvant avoir intérêt à ne pas donner des renseignements exacts sur le compte de son client et inversement.

Le banquier peut utiliser un service spécial d'enquêteurs à domicile, méthode susceptible de donner de bons résultats, mais coûteuse.

Il peut également demander des renseignements à un de ses collègues sur le compte d'un solliciteur de crédit. Mais le jeu de la concurrence entre banquiers ne va-t-il

pas nuire à une transmission sincère des renseignements entre elles ?

Les renseignements variés donnés par les jugements déclaratifs de faillites, protêts, etc... parviendront-ils à temps au banquier ? Ceux provenant de la consultation des registres publics peuvent ne pas correspondre à la situation actuelle du client.

Un autre procédé utilisé pour la surveillance des risques est d'ordre comptable : l'examen des bilans à domicile et l'utilisation des ratios ou rapports exprimant, sous forme de coefficients, les relations existant entre les divers postes d'un bilan. Mais pour que la méthode des bilans et de l'application des ratios donne des renseignements utiles au banquier, cela suppose que la comptabilité étudiée soit sincère, que le bilan ne soit pas truqué. Un client peu scrupuleux peut faire examiner par son banquier des documents erronés, dans le but d'obtenir des avances.

Ces divers procédés n'ont qu'une valeur relative, car leur efficacité est fonction de la sincérité des personnes auxquelles le banquier s'adresse pour l'obtention des renseignements et de l'exactitude des documents qui lui sont remis pour examen.

Il n'est pas dans notre programme d'étudier ces méthodes — cela a déjà été fait — mais il n'était pas superflu de les rappeler ; car, tout en montrant la complexité du problème de la surveillance des risques, ce rappel permet de faire la constatation suivante :

Tous ces procédés, même combinés, ne peuvent suppléer à une centralisation des risques. Ils ont chacun leur valeur propre et, en raison de cette valeur, relative parfois, sont utilisés par le banquier. Mais quelle que soit leur efficacité, quelle que soit leur combinaison — nous insistons tout particulièrement sur cette observation — *ils ne peuvent faire connaître exactement le montant total des engagements d'un client envers les banques, total résultant du cumul des crédits.*

En effet, prenons un exemple et supposons un industriel ou commerçant qui désire un crédit total de 500.000 francs pour ses affaires. Soit pour obtenir plus facilement cette somme, soit en raison de ses relations

avec différents banquiers, il fractionne sa demande et sollicite 100.000 francs du banquier A, 200.000 francs du banquier B et 200.000 francs du banquier C.

Chacune de ces banques utilisera pour son propre compte les procédés précédemment rappelés pour connaître la solvabilité du client; mais si le banquier A ne peut savoir le montant exact des engagements de ce client envers les deux autres banquiers B et C, il risque de fâcheuses surprises résultant du fait que le standing de l'affaire emprunteuse peut comporter une avance de 100.000 francs, mais non une avance supérieure à cette somme.

Or, le client en question, en fractionnant sa demande, n'obtiendra peut-être pas la somme totale qu'il désire, mais il réussira très probablement à obtenir plus de 100.000 francs de crédit, donc une somme supérieure à celle correspondant au standing de son entreprise, à ses possibilités de remboursement.

La situation se présente de manière analogue pour le banquier B par rapport à ses confrères A et C et pour le banquier C envers ses confrères A et B.

Les principaux établissements de crédit, par de fréquents contacts entre eux, peuvent essayer, en se communiquant des renseignements, de connaître le montant total des crédits accordés par eux à un même client; mais cette solution risque de n'être qu'incomplète parce qu'elle ne résulte pas d'une centralisation systématique et organisée de renseignements, seule capable de résoudre efficacement ce problème du cumul des crédits.

CHAPITRE II

Les essais de centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés

I. — LA DOCTRINE

La recherche de l'atténuation des risques a toujours préoccupé les banquiers, mais la question d'une centralisation de renseignements contribuant à cette atténuation ne semble avoir été envisagée, par plusieurs auteurs et directeurs de banques, que depuis une quinzaine d'années environ.

Certains auteurs se sont montrés hostiles à une centralisation des risques ; c'est ainsi que M. Roger PICARD (5) estimait qu'une telle centralisation ne s'impose pas si le banquier sait pratiquer habilement la division des risques, s'il sait s'entourer de renseignements utiles ; auparavant, M. Roger PICARD s'était déclaré partisan de la centralisation des risques, en ayant reconnu les avantages ; son changement d'attitude s'expliquerait en raison des objections soulevées par certaines banques.

Quelques années avant cette guerre, l'Union Syndicale des Banquiers avait répondu en ces termes à une question posée par la sous-commission chargée de l'étude de la réforme du crédit :

« En outre — et nous insistons sur cette observation générale — dans la présente question sont posés deux principes (*organisme centralisant les informations et les renseignements*, prescriptions législatives spéciales aux banques) à la nécessité desquels nous ne croyons pas et qui nous paraissent au contraire soulever de graves objections. Nous espérons que la

(5) M. R. PICARD. — *Revue Politique et Parlementaire*, avril-juin 1937, p. 225.

« sous-commission, éclairée par la présente enquête, partagera notre avis. »

L'Union Syndicale des Banquiers était donc alors hostile à la mise sur pied d'un organisme centralisant des informations et des renseignements.

Dans sa thèse sur l'Assurance des Crédits en France (6), M. Michel JOMIER s'est exprimé ainsi : « Il serait « essentiel qu'il existât entre les banquiers, sinon une « entente étroite qu'il est difficile d'envisager dans l'état « actuel de leur organisation, du moins une convention « amicale, permettant entre elles des échanges de renseignements de la plus haute importance. » M. JOMIER a envisagé ces relations interbancaires, lorsqu'il a étudié l'assurance proprement dite du banquier par lui-même, mais il n'est pas allé jusqu'à préconiser une centralisation organisée des risques.

M. Max CLUSEAU (7) estimait que les procédés utilisés pour atténuer les risques, à savoir vérification des bilans, enquêtes à domicile, expertises, etc., sont insuffisants du fait que les renseignements obtenus par ces procédés « laissent très souvent dans l'ombre l'endettement de l'emprunteur ». M. Max CLUSEAU a rappelé à ce sujet cette phrase de M. Louis ALIBERT : « En fait, dans la « majorité des cas, chacun peut isolément accorder son « concours aux affaires sans connaître rien de l'importance parfois considérable des appuis simultanés accordés par d'autres établissements. Si l'établissement « de crédit ignore le montant exact de l'endettement, à « quoi peut lui servir alors de connaître, même de façon « minutieuse, l'estimation approximative de la solvabilité de l'établissement. »

M. Louis ALIBERT, qui a écrit ces lignes dans un article intéressant sur « La solidarité des banques dans la distribution du crédit » (8), reconnaissait donc l'utilité d'un organisme spécial faisant connaître le montant du crédit total ouvert à un même client par les différentes

(6) M. M. JOMIER. — L'assurance des crédits en France, Thèse 1930, p. 111.

(7) M. M. CLUSEAU. — La réglementation des banques. Thèse 1938, p. 378.

(8) *Journal des Economistes*, janvier-mars 1930, p. 157.

banques. L'auteur allait même plus loin et reconnaissait à l'Union Syndicale des Banquiers, comme l'une des manifestations de la solidarité qu'il recommandait, la possibilité « d'assurer un service de renseignements à « grand rayon sur toutes les affaires sollicitant l'appui « de ses membres. » Il estimait que cette Union Syndicale pourrait créer, au profit des banques françaises affiliées, un foyer d'information de premier ordre, par la centralisation et le recoupement des renseignements.

Au 5^{me} Congrès d'Organisation bancaire, le 26 octobre 1932, M. Pierre CAUBOUÉ a préconisé la création d'une Centrale des Risques, dont l'organisation aurait pu être confiée à l'Union Syndicale des Banquiers. M. CAUBOUÉ a insisté sur les avantages que présenterait cette création, et dans son livre « Banque et problèmes bancaires du temps présent », paru en 1942, a regretté que cet organisme centralisateur n'ait pas encore été créé.

Des économistes et des banquiers se sont donc préoccupés, quelque temps avant cette guerre, de la centralisation des risques; mais celle-ci n'a pas été réalisée jusqu'à présent en France. Il est donc à présumer que des inconvénients s'opposent à cette réalisation; il y aura lieu de se rendre compte si les avantages en découlant ne l'emporteraient pas sur les inconvénients. Cette question paraît d'autant plus à l'ordre du jour que, dès la période de reconstruction d'après-guerre, les banques auront un rôle éminent à jouer dans la dispensation du crédit.

II. — LES ESSAIS DE CENTRALISATION

Les banques ont-elles tenté de réaliser, soit à l'étranger, soit en France, une centralisation des risques, c'est-à-dire une transmission à un organisme commun des indications relatives aux crédits accordés par les banques à un même client.

I. - ESSAIS A L'ÉTRANGER.

A l'étranger, les deux constatations suivantes peuvent être faites :

A. - D'une part, certains organismes ont pour rôle

d'aider les banques dans la surveillance de leurs risques, mais en réalité n'opèrent pas la centralisation de ces risques.

B. - D'autre part, des mesures de contrôle du crédit ont abouti, dans certains pays, à une centralisation obligatoire des risques.

A. — *Organismes ayant pour but d'aider les banques à surveiller leurs risques.*

En Amérique, pays du crédit par excellence, les banquiers ont dû chercher à limiter et à réduire leurs risques et ont créé des associations pour surveiller étroitement le client demandeur de crédit.

Le banquier, membre d'une semblable association (exemple : les Associés Robert Morris de Landsdowne en Pensylvanie) transmet au groupement, pour examen, le bilan qu'il a reçu de son client. L'association fait l'étude de ce bilan en appliquant la méthode des ratios et le retourne au banquier en y joignant un rapport motivé.

De plus, des réunions, où ont lieu des échanges de vues, sont tenues par les membres de ces associations; assistent à ces réunions les délégués de toutes les banques.

Par le rapport motivé que l'association renvoie au banquier, elle rend un appréciable service à ce dernier en le mettant en garde contre le danger que peut présenter pour lui la situation financière de son client.

L'association du type « Associés Robert Morris » de Landsdowne présente une certaine analogie avec une Centrale des Risques du fait qu'elle groupe des banques comme la Centrale grouperait des banquiers membres adhérents et qu'elle contribue, comme le ferait la Centrale, à la surveillance des risques; mais, en réalité, cette association ne pratique pas un travail de centralisation.

Elle transmet, en effet, à ses membres des renseignements sur le crédit d'un client, au moyen d'un rapport motivé, tandis que la Centrale des Risques grouperait des renseignements relatifs aux crédits consentis par l'ensemble des banques.

En Allemagne, nous trouvons aussi un organisme auquel s'adressaient les banques dans le but de limiter leurs risques. Il s'agit de la « Deutsche Amerikanische Treuhandgesellschaft ». Cet organisme, fondé en 1890 par Von SIEMENS, avait primitivement pour but de surveiller étroitement les intérêts des propriétaires et capitalistes allemands dans les entreprises avec les pays nord-américains. Mais cette institution perdit le caractère privé qu'elle avait au début pour revêtir un caractère public; après 1901, l'organisme eut pour fonction d'examiner et d'étudier les bilans de sociétés industrielles et commerciales pour le compte des grandes banques berlinoises. La Deutsche Bank l'imposa régulièrement à tous ses sollicitateurs de crédit; les autres banques pratiquèrent de même.

Le *Deutsche Oekonomist* s'est ainsi exprimé sur ce groupement : « Celui qui veut obtenir un grand crédit « doit consentir à présenter ses livres, de façon que le « créancier puisse s'assurer de la marche régulière de « l'affaire. A cet effet, il y a un certain nombre de Treu-
« hand-und- Revisionsgesellschaften. Celui qui ne veut
« pas se soumettre à un tel contrôle doit renoncer à un
« plus grand crédit et une banque ne doit pas lui faire
« confiance. »

La Treuhandgesellschaft est donc une association d'experts comptables ayant pour fonction l'étude des bilans et documents comptables des clients ayant sollicité des crédits. Cette association ne centralise pas des renseignements relatifs aux risques, mais contribue à leur surveillance pour le compte des grandes banques, jouant un rôle comparable à celui des associations de creditmen en Amérique.

On peut citer comme groupements analogues à l'étranger : la « Schweizerische Revisionsgesellschaft », fondée en 1912 en Suisse par divers Etablissements de crédit, et la Société Fiduciaire de Belgique, créée en 1921, sous l'inspiration de la Société Générale de Belgique.

Mais ce sont là des groupements ou associations d'experts ayant pour rôle d'aider les banquiers dans la surveillance de leurs risques. Cette aide est le point commun qu'il peut y avoir avec une centralisation des risques,

mais il n'y a pas de centralisation de risques de la part des banques, dans le but d'éviter le cumul des crédits.

Toutefois, aux Etats-Unis, s'il n'existe pas d'organisme centralisateur des risques, la pratique des banques permet de remédier en fait à l'absence de cet organisme. Il est en effet d'usage que les principales banques se communiquent entre elles très libéralement les renseignements, même les bilans, qu'elles possèdent sur leurs clients et la nature des ouvertures de crédit qu'elles leur consentent. Les « credit-managers » ou chefs des services de renseignements de chaque banque échangent leurs informations sur leurs clients au cours de réunions à dates fixes; ils se communiquent les bilans et vérifient ainsi la cote de crédit de la clientèle.

Il est ainsi facile à une banque, aux Etats-Unis, en faisant le tour des banquiers de la place, de connaître d'une façon à peu près complète le montant global des crédits bancaires dont un client peut disposer.

En Angleterre, il n'existe pas à notre connaissance d'organisme centralisateur; il semble que les banques ne se communiqueraient pas entre elles si libéralement les renseignements qu'elles possèdent sur leurs clients; leurs méthodes de travail se rapprochent ainsi davantage des banques françaises; les banques anglaises s'interpellent bien de temps à autre au sujet d'une affaire déterminée, mais ces consultations n'ont jamais eu de caractère général.

Il y a lieu de noter que la notion du banquier unique est bien plus poussée en Angleterre qu'en France. Dans notre pays, les industriels et commerçants s'adressent, pour leurs affaires, à plusieurs banquiers; il peut en résulter un cumul des crédits, ce qui accroît les risques des banquiers prêteurs. Outre-Manche, par contre, l'industriel ou le commerçant a fréquemment recours à un seul banquier, ce qui réduit considérablement l'intérêt d'une centralisation des engagements.

B. — *Mesures de contrôle du crédit ayant pour conséquence une centralisation obligatoire des risques.*

Dans certains pays d'Europe, s'il n'a pas été créé d'organisme ayant pour objet la Centralisation des Risques,

certaines mesures de contrôle du crédit ont abouti obligatoirement à une telle centralisation.

En Tchécoslovaquie, une loi du 14 avril 1920 a prévu et une ordonnance du 24 avril 1936 a organisé le contrôle des crédits commerciaux. Il n'y a pas d'organisme centralisateur des risques bancaires librement créé par une entente entre les banques. Il n'y a pas surveillance du crédit par un organisme corporatif, mais contrôle du crédit par un département spécial de la banque d'émission. Ce contrôle porte sur les crédits commerciaux d'au moins 100.000 couronnes ouverts par les banques et autres établissements financiers (coopératives de crédit, caisses d'épargne, etc.).

On peut dire que ce contrôle aboutit à une sorte de centralisation obligatoire des risques, puisque toute banque doit déclarer le nombre de ses débiteurs et fournir au département spécial d'émission le relevé des crédits ouverts à ceux de ces débiteurs qui bénéficient de crédits auprès d'autres établissements financiers.

En Italie, tout emprunteur demandant un crédit à découvert atteignant 250.000 lires doit, depuis le 1^{er} octobre 1936, adresser à la banque sollicitée une déclaration détaillée sur sa situation financière. Suivant l'article 32 de la loi du 12 mars 1936, la banque italienne doit observer les règles imposées par l'Inspectorat en vue « d'éviter les aggravations de risques résultant de l'accumulation des crédits ».

A notre connaissance, il n'y a pas, en Italie, de centralisation des risques; les banques italiennes seraient particulièrement discrètes au sujet des renseignements que chacune d'elles obtient, pour son propre compte, sur la situation de ses clients. Les renseignements que doit transmettre, suivant la loi de 1936, tout emprunteur d'au moins 250.000 lires, ne sont pas centralisés mais destinés uniquement à la banque sollicitée.

Cela n'empêche que, comme l'explique M. CLUSEAU (9), l'article 32 de la loi du 12 mars 1936 « peut légitimer toutes interventions ». Les mesures de contrôle, prises en corrélation avec les autres mesures dues à un régime

(9) M. CLUSEAU. — Thèse citée, p. 285.

autoritaire, pourraient engendrer une centralisation obligatoire des risques.

En Allemagne, les dispositions de la loi du 5 décembre 1934 (révisée le 25 septembre 1939), relatives au contrôle du crédit, ont produit certaines mesures, imposées aux banques, mesures de centralisation obligatoire des risques. Par ces mesures, le législateur du Reich a cherché à limiter le volume des crédits ouverts à un seul débiteur et en même temps à « opérer une répartition » aussi large que possible des crédits consentis par une « banque entre les différentes branches de l'économie » (rapport de la Commission d'enquête de 1933-1934).

De sérieux abus de crédit avaient été commis en Allemagne; c'est ainsi qu'en 1930-1931, nous l'avons dit, le trust de la laine, la Nordwolle, avait pu obtenir de la Danat, de la Schroeder Bank et de la Dresdner Bank des avances dont le montant total était de beaucoup supérieur à sa puissance économique et à ses possibilités de remboursement; cette disproportion était due à ce que chacun des établissements prêteurs ignorait le montant des crédits accordés par les deux autres.

La Commission Schacht (1934-1935) avait bien recommandé la création d'une « Evidenz-Zentrale » ou Centrale des Risques : « Depuis longtemps déjà, il était « question dans les milieux bancaires allemands de créer « une Evidenz-Zentrale à laquelle les banques adhérentes communiqueraient les noms de leurs débiteurs ou « du moins certaines catégories d'entre eux. » (10).

Cette recommandation de la Commission Schacht ne fut pas, semble-t-il, mise à exécution, mais ce fut l'Office de Surveillance du Reich qui joua le rôle d'organisme centralisateur : Les banques doivent y déclarer tous les deux mois les noms de leurs débiteurs de plus d'un million de Reichmarks, ainsi que le montant des crédits utilisés à la fin du mois précédent. Afin d'éviter les surprises dues au cumul des crédits, l'Office de Surveillance du Reich a la faculté d'informer les banques du nombre des établissements prêteurs et de l'endettement global du débiteur auprès de ces établissements.

(10) *Revue Economique Internationale*, 15 mars 1935, p. 47.

D'autre part, les banques sont tenues de déclarer également à l'Office de Surveillance du Reich les crédits à un même débiteur lorsqu'ils dépassent par rapport aux fonds propres de ces banques (11) un pourcentage fixé par le ministre de l'Economie du Reich. Ce pourcentage est actuellement de 10 %, mais la loi a prévu que cette proportion entre la valeur des fonds propres de la banque et le volume des engagements pourrait varier entre 1 et 15. Il y a d'autres mesures de contrôle du crédit, mais elles n'engendrent pas une centralisation de renseignements comme celles que nous venons d'indiquer — par exemple celle interdisant aux banques d'accorder des crédits à découvert supérieurs à 5.000 marks sans se préoccuper de la situation de l'emprunteur, la banque prêteuse ayant le droit de faire dans la comptabilité de ce client toutes les recherches qui lui semblent indispensables.

On trouve donc en Allemagne certaines mesures de centralisation des risques, mais elles font partie d'un ensemble prévu par l'Economie du Reich dans le but de contrôler et de diriger le crédit. Elles n'ont pas pour but l'intérêt des banques, mais celui de l'Etat.

En Hollande, le *Pariser Zeitung* du 16 janvier 1944 nous apprend « que les banques commerciales ont été « tenues de fournir tous les détails relatifs aux crédits « qu'elles accordent, dans la mesure où ces crédits excèdent soit 5 % de leur capital, soit un montant d'un million de florins. »

Il s'agit là, non pas d'une initiative de banques pour centraliser leurs renseignements sur les crédits, mais d'une mesure d'économie dirigée imposant, pour le contrôle du crédit, la remise de tous les détails relatifs aux crédits importants susceptibles de mettre en péril la liquidité des banques.

En Hongrie, les banques de province doivent faire remplir un questionnaire à faire parvenir à la Banque Nationale Hongroise pour toute demande de crédit dépassant 15.000 pengoes ou supérieur à 30.000 pengoes lorsqu'il s'agit d'une banque de Budapest.

(11) La Danat n'hésita pas à consentir à un seul client une ouverture de crédit égale à son capital.

Nous constatons aussi pour ce pays une ébauche de centralisation de renseignements, mais qui découle d'une réglementation relative au contrôle du crédit et non d'une entente librement consentie par les banques, ainsi que nous le concevons pour la centralisation des risques bancaires.

III. — ESSAIS EN FRANCE.

Nous avons maintenant à examiner s'il y a eu jusqu'à présent en France des essais de centralisation des risques.

A, - *Métropole*. — Dans la métropole, il n'existe pas d'organisme centralisateur. La Direction Générale de l'Escompte à la Banque de France avait, avant la guerre, connaissance des crédits importants et de leurs variations, grâce à des contacts librement établis avec les banques de la place; elle possède une documentation assez étendue, au moins sur les principales firmes commerciales, mais il est très difficile aux autres banques de profiter de cette documentation, qui est surtout pour son usage personnel.

D'autre part, les grandes banques ont également leur documentation propre, mais elles ne se communiquent entre elles qu'avec une extrême discrétion les renseignements qu'elles possèdent sur leurs clients.

Toutefois, avant 1938, un accord verbal avait été réalisé entre seulement quatre établissements de crédit : la Société Générale, le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte de Paris et le Crédit Commercial de France.

En vertu de cet accord, ces établissements se communiquaient périodiquement le montant, chez chacun d'eux, des autorisations et des utilisations de crédit. Ces quatre banques se faisaient connaître éventuellement les garanties données par leurs clients, dont les principaux étaient d'importantes maisons d'importation de la place du Havre.

On ne peut dire qu'il y avait là une centralisation des risques, puisque seulement quatre banques participaient à cette entente pour l'échange de renseignements relatifs

aux crédits accordés et utilisés. Ce n'était qu'un embryon de centralisation, sans organisation véritable.

Les communications entre ces quatre banques, primitivement hebdomadaires, puis mensuelles, cessèrent finalement dans le courant de 1938, par suite de la réduction des engagements.

B. - *Colonies*. — Sous l'égide de la banque d'émission, des banques de l'Afrique Occidentale française tenaient, dès 1933, des réunions au début de chaque campagne. Elles en profitaient pour se communiquer le chiffre des crédits ouverts à leurs clients. Mais il s'agissait là de réunions ayant pour but de simples échanges de renseignements.

Par contre, la Banque de l'Algérie a tenté un essai de centralisation des risques qu'il convient maintenant d'examiner.

Algérie. — Le 2 mars 1936, entre les établissements ci-dessous énumérés :

Banque de l'Algérie,
Banque Industrielle de l'Afrique du Nord,
Barclays Bank,
Compagnie Algérienne,
Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie,
Crédit Lyonnais,
Société Générale,
Société Marseillaise,
Comptoir National d'Escompte de Paris,
Banque Italo-Française de Crédit,
Banca Italiana del Credito,
Banque de Tunisie,

un « service d'échanges de renseignements » a été créé, service géré par la Banque de l'Algérie à Paris.

Ce fut un essai de centralisation des risques, essai dû à l'initiative de ces différentes banques qui conclurent cette entente du 2 mars 1936.

L'Algérie se prêtait comme milieu pour tenter cet essai, du fait que, dans cette colonie, la moralité commerciale était faible, en tout cas d'un niveau bien inférieur à celle constatée dans la métropole; les risques bancaires y étaient donc plus importants qu'en France.

Les travaux relatifs à cette tentative ont été signalés à la Commission du Parlement; les pouvoirs publics étaient donc au courant. En 1937, M. BRUNET, rapporteur à la Commission des Finances, a demandé un rapport sur l'organisation créée; cela pouvait laisser supposer que la création d'une Centrale des Risques serait peut-être envisagée dans la métropole.

Cette création devait être étendue, en cas de réussite, aux protectorats voisins. Il avait été prévu que les petites banques seraient, au début, exclues du fonctionnement de l'organisation, cette mesure ne devant pas subsister par la suite; car le principe était l'adhésion de toutes les banques, quelle que fût leur importance.

Admettre ces petites banques à participer à cette organisation dès le début, cela aurait eu pour fâcheuse conséquence de surcharger le travail de la Centrale pour la période de mise en route.

Quelques idées principales ont présidé à cette tentative :

1° Idée de discrétion envers les clients : le secret professionnel s'imposait pour la raison bien simple qu'un client ne tient pas à ce que chaque banque prêteuse sache ce qu'il a pu emprunter aux autres établissements de crédit.

2° Idée de collaboration entre banques : l'organisme envisagé devait créer une collaboration plus étroite entre les membres adhérents; jusqu'alors, il y avait eu malheureusement trop de concurrence entre eux; il ne fallait donc pas que la création de cette Centrale accrût cette concurrence, mais il importait au contraire qu'elle eût pour résultat d'améliorer les relations interbancaires.

Caractères. — De ces idées principales découlaient les caractères suivants de l'organisme :

1° Cet organisme était le résultat d'une entente entre les différentes banques, entente qui aboutit à l'accord du 2 mars 1936.

2° Caractère secret de l'organisme; pour cette raison, le siège de la Centrale était fixé à Paris, loin du champ d'application des renseignements et du champ de la con-

currence, c'est-à-dire loin des clients emprunteurs et des banques prêteuses.

L'accord du 2 mars 1936 était relatif à la création d'un « Service de renseignements bancaires », ce qui montre bien le caractère discret, non officiel de l'institution, institution qui était d'ordre professionnel et corporatif, n'ayant de rapports qu'avec les banquiers ayant adhéré à l'accord; le fonctionnement de la Centrale n'avait donc pas à être connu des clients de ces banques.

Le secret professionnel avait peu d'importance pour les gros clients, pouvant estimer qu'en raison de leur surface la divulgation d'un renseignement sur les crédits accordés par les banques n'aurait pas de conséquences fâcheuses sur la marche de leurs affaires; mais ce secret professionnel présentait beaucoup d'intérêt pour les moyens et petits clients, pour lesquels le total des crédits consentis formait une masse importante et utile à connaître.

3° La Centrale devait donner des renseignements aussi généraux que possible aux membres adhérents, afin d'éviter la concurrence entre eux et la violation du secret professionnel.

Fonctionnement. — La Centrale était en relations avec les Directions centrales des établissements à Paris.

Si les succursales s'étaient adressées directement à la Centrale, le fonctionnement de celle-ci eût été surchargé; les succursales devaient donc mettre à profit ce fonctionnement par l'intermédiaire de leur Direction centrale à Paris.

La période de mise en route fut assez rapide, puisqu'un seul agent mit un mois et demi environ pour établir 2.000 fiches environ. Il importait que la Centrale reçut aussi vite que possible les renseignements de ses membres; or, l'accord eut lieu le 2 mars 1936 et la Centrale put fonctionner dès le 15 avril 1936, soit six semaines environ après l'entente.

Le service avait pour objet de documenter ses adhérents à l'aide des renseignements fournis par eux sur les crédits de leurs clients actuels ou éventuels d'Algérie et de Tunisie. Il groupait donc les renseignements trans-

mis, uniquement relatifs aux ouvertures de crédit et aux modifications de ces crédits par augmentation, diminution ou radiation. Il ne prenait pas l'initiative de renseigner ses adhérents, mais il répondait en principe le jour même et au plus tard dans les quarante-huit heures à toute demande de l'un d'eux. Les demandes de renseignements concernaient les crédits ouverts, d'une certaine nature et d'un certain montant :

— Crédits directs à court terme, garantis ou non, y compris les avances sur titres et les ouvertures de crédits hypothécaires d'une durée inférieure à dix ans.

— Crédits dont l'ensemble est égal ou supérieur à 300.000 francs.

Le service ne s'occupait ni des prêts à long terme ni des risques d'escompte purement commercial ni des cautions.

La question s'est posée de savoir si l'on ne devait pas tenir compte, dans la transmission des renseignements à la Centrale, des crédits relatifs aux clients se trouvant dans une situation difficile.

De tels crédits peuvent être gelés, ou irrécupérables par les banques, ou encore récupérables, mais dans un délai plus ou moins éloigné après arrangements avec le client. Il était difficile pour le banquier d'apprécier si un client se trouvait en mauvaise posture, si sa situation difficile devait se prolonger ou simplement n'être que passagère. Aussi fut-il décidé que seraient transmis à la Centrale les renseignements relatifs à tous les clients, à l'exception exclusivement des clients en faillite ou en liquidation judiciaire.

On s'est demandé également si les renseignements à transmettre par les Directions centrales des établissements de crédit devaient concerner les crédits ouverts ou les crédits réalisés. Il a été décidé que les renseignements auraient trait aux crédits ouverts; cette décision avait pour but de mieux garantir les banquiers contre les risques, car la connaissance par chacun des membres adhérents du total des crédits consentis par eux à un même client était intéressante : elle leur indiquait la limite du risque que chacun d'eux pouvait courir.

Après un an de fonctionnement, on s'est aperçu qu'il

y avait intérêt à connaître aussi le montant des crédits utilisés. En effet, supposons qu'un client ne fasse pas figurer sur son bilan le crédit accordé par son banquier. Celui-ci, à l'examen de ce bilan, s'aperçoit de cette dissimulation. Il se met donc en rapport avec la Centrale qui lui donnera le renseignement suivant : le client en question a dans diverses banques une ouverture totale de crédit de X francs, dont une proportion de tant pour cent a été seulement utilisée. Par conséquent, la Centrale peut remédier, dans une certaine mesure, à l'inconvénient découlant pour le banquier de la remise d'un faux bilan et renseignera le banquier sur le montant des crédits réalisés.

En conséquence, l'accord du 2 mars 1936 fut modifié ; les banques durent indiquer à la Centrale le montant des crédits réalisés au 30 juin et au 31 décembre, c'est-à-dire le montant des engagements effectifs, à ces dates, des clients dont les crédits avaient été signalés. Ces dates du 30 juin et du 31 décembre ont été choisies parce qu'elles correspondaient aux dates des arrêtés des bilans.

Qu'il s'agisse des crédits ouverts ou des crédits réalisés, la Centrale indiquait, en vertu du principe du secret professionnel, non pas le détail de ces crédits, mais leur montant total.

Si une banque demandait à la Centrale : avez-vous des crédits en cours avec tel client ?, le service faisait connaître à cette banque le montant total des crédits ouverts et celui des crédits utilisés, sans indiquer ni la provenance des crédits, c'est-à-dire l'indication des banques prêteuses, ni la localité où le prêt a été accordé : renseignements généraux, afin d'éviter, comme nous l'avons dit, la concurrence entre banques et pour observer envers le client le principe du secret professionnel.

Si un banquier, par suite d'une erreur, prête à un client plus que le montant du crédit consenti, s'il y a autrement dit dépassement de crédit, les risques sont aggravés directement pour le banquier prêteur et indirectement pour les autres banquiers qui ont également prêté à ce même client, mais cette erreur ne modifie pas sensiblement l'ordre de grandeur des engagements.

Services rendus. — Cet essai de centralisation des

risques, sous la direction de la Banque d'Algérie, a été concluant; l'organisme a fonctionné à la satisfaction générale. D'une part, les banques adhérentes ont fourni assez régulièrement les renseignements qu'on leur avait demandé de transmettre; d'autre part, durant la première année de fonctionnement, environ 2.500 demandes à la Centrale ont été enregistrées. Par suite de la généralité des renseignements, il n'y eut jamais de difficultés quant à la violation du secret professionnel.

Les résultats étaient donc encourageants, de sorte que l'application du système fut étendu à la Tunisie en février 1937 et la Banque d'Etat du Maroc a institué un système analogue au Maroc.

Malheureusement, l'activité du « Service d'échange de renseignements » des banques algériennes a dû être interrompu par la guerre, après avoir vu son siège transféré à Lyon, en raison des événements.

Cet essai de Centrale des Risques est intéressant, car il nous aide à examiner comment, dans la métropole, pourrait être envisagée une semblable organisation; cet examen fait l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE III

L'organisation d'une Centrale des Risques

I. — NATURE DES RENSEIGNEMENTS À CENTRALISER

La Centrale des Risques aurait pour but de centraliser les renseignements émanant des banques adhérentes et de communiquer à ces banques les renseignements sur les crédits consentis et les utilisations de ces crédits.

1^o *Communication à la Centrale par les banques des crédits consentis et de leurs utilisations.*

A. - *Communication des autorisations de crédit.* —

Le crédit dispensé par un banquier à un client peut se présenter sous différentes formes :

L'escompte. — Rappelons la définition de l'escompte :
« Escompter un effet de commerce, c'est en verser le
« montant au porteur, avant l'échéance, contre remise
« du titre endossé en propriété, et sous certaines rete-
« nues, dont la principale est un intérêt proportionné
« au temps à courir avant l'échéance. » (12).

L'escompte n'échappe pas au sort commun de toute opération de crédit. Il comporte des risques; les banquiers en ont tellement conscience que, dans leur langage, le mot « risques » sert à désigner les engagements d'escompte.

Ces risques sont importants; ils peuvent résulter de l'appréciation inexacte de la valeur du cédant, de la solvabilité des tirés sur lesquels les effets sont émis, de la remise d'effets de complaisance ou de cavalerie (effets ne correspondant à aucun mouvement de marchandises ou de capitaux).

Le banquier utilise différents procédés pour limiter les risques que comportent les opérations d'escompte :

(12) M. Henri ARDANT. — Cours de technique bancaire, 1940-1941, p. 157.

recherche du papier commercial de préférence à tout autre papier; proportionner les engagements au crédit du cédant et aux besoins de ce cédant; présenter le papier à l'acceptation des tirés.

Du cours de technique bancaire (1940-41) de M. Henri ARDANT, extrayons le passage suivant :

« Le banquier a coutume de tenir un état des « risques directs », c'est-à-dire des risques qu'il court du « fait qu'il est engagé directement avec le cédant et un « état des « risques indirects », puisqu'il est engagé « indirectement avec le tiré qui doit rembourser, en « payant l'effet, les sommes versées par le banquier au « cédant. Les états de risques directs enregistrent tous « les escomptes consentis à un même cédant. Le ban- « quier peut donc à tout moment connaître le montant « des engagements en cours avec ce cédant et éviter que « ce montant dépasse la limite que ce banquier entend « fixer à son concours.

« Les états de risques indirects servent à enregistrer « tous les effets escomptés sur un même tiré et permet- « tent de vérifier que le montant des effets en cours « dont le banquier est porteur n'est pas excessif par « rapport au crédit qu'il mérite.

« Mais les renseignements fournis à une banque « donnée par ses états de risques indirects sont et ne « peuvent être qu'imparfaits, du fait qu'ils ne tiennent « pas compte des effets escomptés par les autres ban- « ques. »

On pourrait envisager un super-organisme tenant un état des risques pour toutes les banques. Mais il serait très difficile, sinon impossible, d'utiliser ce super-organisme pour les risques indirects, en raison du nombre considérable des tirés.

En ce qui concerne les risques directs, il semble, au premier examen, qu'il ne soit pas intéressant pour une banque de connaître les crédits d'escompte d'effets commerciaux consentis à l'un de ses clients par une autre banque. Les effets commerciaux représentent, en effet, un mouvement de marchandises qui constitue pour le banquier le fondement de l'opération d'escompte; le total de ces effets présentés par le client ne saurait, en prin-

cipe, dépasser le volume de ses affaires et le danger du cumul des crédits accordés ne semble pas exister par l'escompte du papier commercial. Cependant, la centralisation des risques permettrait, pour cette catégorie de papier, par l'addition des crédits d'escompte accordés par les banques à un même client, de se rendre compte si le total de ces crédits correspond au chiffre d'affaires de ce client. Cette centralisation des risques, en faisant apparaître une exagération des crédits d'escompte accordés par différents banquiers à un même client par rapport à son chiffre d'affaires, permettrait de déceler la remise de papier non commercial : papier de cavalerie et papier de famille.

On appelle papier de famille ou de circuit le papier tiré entre des maisons d'un même groupe. Il est possible, malheureusement pour le banquier, que ce papier corresponde non pas à des ventes de marchandises, mais à des mouvements de marchandises réalisés pour justifier des opérations de trésorerie entre deux firmes d'un même groupe.

En revanche, la possibilité du cumul des crédits existe bien en ce qui concerne l'escompte de papier financier. Les effets de papier financier sont des reconnaissances de prêts et correspondent à des ouvertures de crédit. Il serait donc du plus haut intérêt pour une banque de connaître le chiffre de papier financier présenté à l'escompte auprès d'une autre banque par un client commun.

Le découvert. — Le découvert est une « avance en « blanc, réalisée en compte courant » (13). L'une des modalités particulières du découvert est l'ouverture de crédit, convention par laquelle « le banquier contracte « l'engagement ferme de consentir un découvert à son « client, sans que celui-ci se lie quant à l'utilisation totale ou partielle de ce crédit. » (13).

Parmi les points fixés par cette convention figure la limite que le solde débiteur ne devra pas dépasser. Un banquier connaîtra bien la limite qu'il a fixée à un client pour une ouverture de crédit, mais souvent il ne

(13) M. Henri ARDANT. — Cours de technique bancaire, 1940-1941, pp. 159 et 160.

connaîtra pas les limites fixées par d'autres banquiers à ce même client. La Centrale des Risques permettrait de connaître le total des ouvertures de crédit faites à un même client.

■ *La caution.* — La caution est un engagement que le banquier souscrit pour faciliter à ses clients telle ou telle opération. Les opérations de caution doivent être considérées comme des opérations de crédit, puisqu'elles comportent pour le banquier le risque d'avoir à exécuter son engagement de garantie.

L'étendue de ce risque peut être limitée, par des clauses, en chiffres et en durée. Comme pour l'ouverture de crédit, il y aurait intérêt pour le banquier à ce qu'il connaisse le montant des engagements souscrits, au profit de son client, par d'autres banques; le total des cautions accordées par les banques au profit d'un même client doit correspondre à la valeur de ce client. La centralisation des risques permettrait de connaître ce total.

Chaque banque aurait à communiquer à la Centrale le montant des crédits accordés à tel ou tel client; les renseignements seraient transmis par nature de crédits, escomptes, ouvertures de crédit, cautions...

A partir de quelles sommes les crédits accordés seraient-ils communiqués ?

Si la fixation de telles sommes n'avait pas lieu ou si les limites au-dessus desquelles les crédits seraient communiqués étaient fixées trop basses, il est évident que l'on aboutirait à un embouteillage de la Centrale; il y aurait surcroît de travail à la fois pour les banques émettrices des renseignements et la Centrale réceptrice de ceux-ci.

D'autre part, le but visé par la création de la Centrale ne serait pas de rassembler les renseignements sur la multitude des petits clients; il n'y aurait lieu de retenir que les affaires réellement intéressantes, comportant de gros risques pour le banquier. Ce n'est d'ailleurs que pour les affaires importantes que le banquier s'efforce d'obtenir des renseignements sur tel ou tel client par des contacts avec ses confrères.

Les limites à partir desquelles les autorisations de

crédits seraient transmises à la Centrale seraient donc assez élevées, de l'ordre de grandeur de plusieurs millions et elles varieraient suivant la nature des crédits.

Pour les crédits en monnaie étrangère, il y aurait lieu de faire la conversion en francs pour se rendre compte s'ils atteignent les limites en question.

Certaines autorisations de crédits, quelle que soit leur importance, ne seraient pas à transmettre à la Centrale, intéressée seulement par les crédits ouverts aux clients sur le territoire métropolitain : c'est ainsi que ne seraient pas signalés les crédits ouverts par une banque à un client résidant à l'étranger ou un crédit ouvert par une banque à une autre banque.

La communication de l'autorisation de crédit à la Centrale devrait avoir lieu le plus rapidement possible, c'est-à-dire en principe dès l'ouverture de crédit avec fixation d'un délai très court, durant lequel la banque aurait à transmettre le renseignement.

Le bulletin de renseignements, portant l'en-tête de la banque qui l'aurait rédigé pour la Centrale, indiquerait le nom, l'adresse, la profession du client, la date de l'autorisation de crédit, le montant et la nature du crédit accordé.

Toute modification dans le montant des crédits accordés serait signalée à la Centrale; cette modification peut avoir lieu par augmentation, diminution ou radiation du crédit accordé.

Etant donné que la Centrale ne grouperait les renseignements qu'au-dessus des limites fixées, chaque banque aurait à signaler à la Centrale toute augmentation de crédit qui ferait dépasser cette limite, ainsi que toute diminution qui ferait tomber le crédit accordé au-dessous de cette limite.

Supposons que la limite, à partir de laquelle les ouvertures de crédit seraient signalées, soit fixée à 2 millions de francs. Si, par exemple, la banque A a accordé au client B des crédits dont le total s'élève à 1.900.000 francs, elle n'a pas à communiquer de renseignement à la Centrale; mais si la banque A accorde à ce même client B un nouveau crédit de 150.000 francs, la limite fixée, 2 millions de francs, se trouve dépassée; la banque

aurait alors à communiquer à la Centrale le bulletin de renseignements signalant que le client A a un crédit autorisé chez elle de 2.050.000 francs.

En sens inverse, si, par suite d'une diminution ou d'une annulation, le crédit autorisé tombe à 1.950.000 francs par exemple (au-dessous de la limite fixée pour la communication, 2 millions de francs), la banque aurait à signaler à la Centrale cette modification; la Centrale n'aurait plus alors à tenir compte du crédit total accordé au client par la banque A, puisque ce crédit total est inférieur à la limite fixée.

B. - *Communication des crédits utilisés.* — Nous avons dit que, primitivement, la Centrale algérienne ne groupait que les renseignements relatifs aux crédits ouverts, mais qu'elle avait constaté ensuite l'intérêt qu'il y avait pour elle à connaître non seulement le montant total des crédits ouverts à un client, mais aussi celui des crédits utilisés par ce client. C'est pourquoi, par suite d'une modification à l'accord du 2 mars 1936, les banques indiquèrent aussi à la Centrale algérienne les montants des crédits réalisés.

Pour la Centrale métropolitaine, il y aurait lieu, pour les banques, de communiquer à cet organisme les engagements effectifs des clients, non pas de tous les clients, mais seulement de ceux dont les crédits ouverts auraient été signalés à la Centrale.

Les banques auraient à communiquer ces engagements non pas à n'importe quel moment, mais de façon automatique et périodique, soit le 30 juin, soit le 31 décembre, dates correspondant à celles des arrêtés des bilans; comme c'est généralement le 31 décembre que se pratique la clôture du bilan, cette date serait à retenir.

2° *Transmission des renseignements aux banques par la Centrale.*

Ces renseignements sont de deux sortes : d'une part, le montant global des autorisations; d'autre part, le montant global des engagements effectifs à la dernière date connue (le 31 décembre de l'année écoulée).

Ces renseignements pourraient être décomposés par

natures de crédits; pour l'escompte, on pourrait envisager la décomposition par natures de papier.

Ainsi que la Banque de l'Algérie l'a pratiqué, la Centrale des Risques ne donnerait que des renseignements généraux : pas d'indication de la localité où les crédits sont ouverts ni du nom des établissements prêteurs, afin d'observer la règle du secret professionnel.

Toujours pour observer cette règle, la communication des renseignements par la Centrale à la banque sollicituse se ferait verbalement et le plus rapidement possible, dans un délai très court — 48 heures par exemple — car, si la banque demande le renseignement à la Centrale, c'est parce qu'elle est sollicitée par un client pour l'obtention d'un crédit; l'utilité de l'organisme créé n'existerait plus pour le banquier si l'indication émanant de la Centrale lui parvenait trop tard.

La Centrale n'aurait pas à fournir des renseignements à n'importe quelle banque, mais seulement aux adhérents qui, ayant ouvert des crédits à la clientèle, les auraient notifiés à la Centrale.

Les renseignements seraient communiqués par la Centrale non pas régulièrement à certaines dates, mais uniquement à la demande d'un établissement de crédit. Ils seraient transmis non pas à telle ou telle succursale sur sa demande, mais à la Direction de cet établissement. La succursale, pour obtenir des renseignements de la Centrale, serait obligée de passer par l'intermédiaire du siège.

Une banque peut avoir intérêt à connaître, à une date autre que le 31 décembre, le montant des engagements d'un client; aussi, pourrait-elle demander à la Centrale, exceptionnellement, dans le courant de l'année, le montant de ces engagements. La fréquence de semblables demandes serait à éviter, car celles-ci obligeraient la Centrale à interroger ses adhérents sur le montant des crédits réalisés, ce qui ne faciliterait pas sa tâche.

La Centrale pourrait donc connaître pour chaque client important le total des crédits consentis et le total des engagements du client. Elle pourrait déterminer le rapport existant entre ces deux totaux; elle pourrait également se rendre compte si les engagements de ce

client prennent un caractère dangereux, par exemple s'ils se succèdent à une fréquence accélérée, ce qui révélerait une situation difficile de l'emprunteur.

La Centrale pourrait alors jouer le rôle de signal d'alarme, en alertant les banques prêteuses et, les convoquant au besoin pour examiner ensemble la situation, prendre les mesures nécessaires vis-à-vis du client.

II. — MODALITÉS D'ORGANISATION DE LA CENTRALE :

UNITÉ OU MULTIPLICITÉ

Nous avons vu que les banques algériennes avaient su, par une libre entente, organiser une Centrale des Risques. Serait-il possible de créer sur une plus grande échelle, dans la métropole, une Centrale du même type ?

Nous nous trouvons dès lors sur un terrain beaucoup plus vaste, où les établissements de crédit ont de nombreuses succursales et agences dispersées sur tout le territoire et où chacune de ces succursales et agences a de nombreux clients. C'est pourquoi l'on peut se demander s'il n'est pas présomptueux de créer cette Centrale à l'échelle nationale et s'il ne serait pas raisonnable d'organiser des Centrales régionales.

On peut envisager un système de Centrales régionales. Dans ce sens, plusieurs arguments peuvent être donnés :

1° Beaucoup d'affaires ont une importance purement locale. Nombreux sont les clients, industriels et commerçants, qui s'adressent tout simplement au banquier de leur localité pour leurs demandes de crédits; ce sont les petites affaires.

Pour d'autres clients, d'importance moyenne, le rayon d'action ne dépasse pas le cadre régional. C'est pourquoi l'idée de créer plusieurs Centrales de risques, installées dans les centres économiques régionaux, serait peut-être à retenir.

2° Ce système pourrait éviter l'embouteillage d'une centrale unique dont les services accomplissant une tâche trop grande seraient surchargés, au grand détriment du fonctionnement de l'organisme. Dans le domaine que

nous étudions, pourquoi ne pas appliquer la division du travail et répartir une besogne imposante sur plusieurs Centrales régionales ?

3° L'organisation de ces Centrales serait certainement plus facile à réaliser que s'il s'agissait d'une Centrale unique. La constitution de fichiers ne serait-elle pas dans ce système plus facile et plus rapide, permettant la mise en route de Centrales régionales dans un délai assez court, comparable à celui que nous avons noté pour les banques algériennes ?

Par contre, la constitution d'une série de Centrales régionales n'offrirait pas que des avantages, mais présenterait de sérieux inconvénients :

1° Si la majorité des affaires ont un caractère purement local, beaucoup de grandes maisons ont une importante activité, débordant au-delà du cadre régional; elles ont de nombreuses succursales disséminées dans tout le pays. Celles-ci se mettront en rapports avec le banquier de leur place pour se faire ouvrir des crédits. Par conséquent, pour une même affaire, la Centrale n° 1 sera renseignée sur les crédits accordés à la succursale A de cette affaire; la Centrale n° 2 connaîtra les crédits accordés à la succursale B de cette même firme. Pour connaître le total des crédits ouverts et celui des crédits réalisés en ce qui concerne cet important client, il faudrait mettre en rapports les Centrales n°s 1 et 2. Dès lors, pourquoi ne pas créer une Centrale unique, pour supprimer cet inconvénient.

2° Les grandes banques ont des succursales multiples dans toute l'étendue du territoire métropolitain. Dans le cas de Centrales régionales, ces banques seraient dans la nécessité de transmettre les renseignements à plusieurs organismes centralisateurs. Devant cette nécessité, il est à craindre qu'elles n'assurent cette transmission avec l'exactitude et la régularité désirables.

3° Les Centrales régionales n'auraient peut-être pas l'autorité voulue pour mener à bien leur mission. Il est à présumer qu'une Centrale unique aurait, à ce point de vue, plus d'autorité vis-à-vis des banques que n'en auraient des Centrales régionales.

4° La centralisation des risques à l'échelle nationale

permettrait de connaître, pour certaines branches de l'économie, l'ensemble des autorisations de crédits et l'ensemble des utilisations de ces crédits. Nous examinons cet avantage, important au point de vue économique, dans le chapitre suivant, relatif à la critique de la centralisation des risques.

Les inconvénients de la création de plusieurs Centrales régionales l'emportent donc sur les avantages; un organisme central unique serait donc préférable.

III. — NATURE DE L'ORGANISME CENTRALISATEUR

Le service d'échanges de renseignements créé par les banques algériennes était un service géré par la Banque de l'Algérie, service tout à fait indépendant, mais bénéficiant de l'autorité et de la compétence de cette première banque algérienne.

En ce qui concerne la Centrale qui pourrait être créée dans la métropole, plusieurs systèmes peuvent être proposés :

1° L'organisme centralisateur serait dirigé et contrôlé par l'Etat. Ce système n'est pas à retenir, étant donné qu'il convient de demeurer dans le cadre corporatif et de laisser aux banquiers le soin d'organiser et de diriger eux-mêmes un organisme créé par eux et pour eux.

2° On peut envisager un service autonome, distinct de la Banque de France, mais il est à craindre que ce service n'ait ni la compétence, ni l'autorité nécessaires. Les banques ne seraient pas disposées à donner des renseignements à un organisme ne possédant pas la science bancaire désirable.

3° M. CAUBOUÉ, Directeur de la Société Parisienne de Banque, avait proposé, il y a quelques années, de créer une Centrale des Risques auprès de l'Union Syndicale des Banquiers ou de la Banque de France. Cette formule est la plus souhaitable.

L'Union Syndicale des Banquiers a été remplacée, dans la nouvelle organisation bancaire, par l'Association Professionnelle des Banques. Rappelons que celle-ci a été créée par la loi bancaire du 13 juin 1941. Son rôle

est de faire appliquer par ses membres les décisions du Comité d'Organisation, ainsi que les règlements; elle sert d'intermédiaire entre ses membres, le Comité d'Organisation et la Commission de contrôle; elle étudie les questions intéressant l'exercice de la profession : conditions, création de services communs, etc...; elle peut être chargée, par le Comité d'Organisation, d'assurer la direction effective des organismes communs que les banques constitueraient.

M. Joseph HAMEL, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, a écrit (14) que cette association professionnelle « provoque les ententes entre les banques pour toutes les questions d'exploitation et de concurrence ». L'Association Professionnelle des Banques, dont l'une des fonctions prévues est d'assurer la direction effective des organismes communs des banques, ne pourrait-elle gérer la Centrale des Risques, nouveau service commun ?

Mais notre Institut d'émission jouit d'une autorité incontestable vis-à-vis des autres banques. Comme nous l'avons dit, la Direction Générale de l'Escompte à la Banque de France connaissait, avant la guerre, les crédits importants et leurs modifications par des contacts fréquents avec les premières banques de Paris. Il semble donc souhaitable que la Centrale des Risques puisse fonctionner sous l'égide de la Banque de France, en prenant pour base ce qui se pratique actuellement auprès de la Direction Générale de l'Escompte.

Le rapport de l'Assemblée de la Banque de France, présenté le 27 janvier 1944, a d'ailleurs fait allusion à la création d'une Centrale des Risques dans les termes ci-après :

« Désireux enfin de mettre à la disposition des banques des renseignements aussi complets que possible
« sur les engagements constatés par leurs clients, le
« Comité (15) étudie, en accord avec la Banque de

(14) M. J. HAMEL. — Banques et opérations de banque, tome II, 1943, p. 1.015.

(15) La loi bancaire du 13 juin 1941 a confié la direction de la corporation bancaire et le contrôle de son activité à deux organismes distincts : le Comité Permanent d'Organisation Professionnelle et la Commission de Contrôle.

« France, la possibilité de créer à cet effet un service
« dont la gestion serait confiée à l'Institut d'émission. »

IV. — ORGANISATION MATÉRIELLE ET GESTION

Les bulletins de renseignements (16) relatifs aux crédits ouverts sont transmis par les banques à la Centrale. On peut imaginer que ces bulletins, transmis dès l'ouverture et la modification des crédits, seraient de couleur différente, suivant qu'il s'agit d'ouverture, d'augmentation, de diminution ou de radiation de crédit; cette différenciation de couleurs faciliterait le travail de la Centrale.

Celle-ci accuserait réception de ces bulletins, aux banques, en leur retournant, visé par elle, chacun des exemplaires de ces bulletins, établis en double.

Les engagements réels des clients seraient transmis à la Centrale, dès le début de janvier, par un relevé général de ces engagements au 31 décembre précédent. Ce relevé comporterait différentes colonnes indiquant : le nom du client, sa résidence, le montant global des crédits réels, des observations s'il y a lieu. La Centrale pourrait accuser réception de ce relevé à chaque banque en lui retournant un exemplaire visé par elle.

Les bulletins de renseignements sur les crédits autorisés permettraient à la Centrale de constituer des fichiers.

Les banques indiquant la profession des clients, il serait facile de constituer des fichiers par branches d'activité, par exemple : Produits pharmaceutiques, Vins, Textiles, etc... Chaque fichier correspondant à une branche d'activité déterminée pourrait être divisé en compartiments permettant de grouper les clients par professions; exemple : le fichier Textiles comporterait les divisions suivantes : filature, tissage, etc...

(16) Exemple de bulletin de renseignements :

En-tête	BULLETIN D'OUVERTURE DE CRÉDIT	
de la Banque		Paris, le
Nom du client		
Adresse		
Profession		
Montant du crédit ouvert		
Date de la décision		

Dans chacune de ces subdivisions, les cartes établies au nom des clients (une carte par client) d'après les bulletins de renseignements, seraient classées alphabétiquement.

Au fur et à mesure de leur arrivée à la Centrale, les bulletins de renseignements pourraient être numérotés suivant l'ordre d'arrivée; les numéros seraient inscrits sur les cartes des clients, de façon à permettre, en cas de recherches, de retrouver facilement les bulletins classés alphabétiquement.

On peut concevoir la carte du client établie comme suit : à gauche, les autorisations; à droite, les utilisations de crédit; ou bien, au recto l'autorisation, au verso l'utilisation; l'inscription sur le même côté de la carte, à gauche des autorisations, à droite des utilisations, permettrait de rendre plus facile la comparaison pour un même client des utilisations par rapport aux autorisations de crédits.

La carte du client pourrait être établie comme suit :

Groupe : TEXTILES		Nom du client.....							
		Adresse.....							
		Profession : Filature.							
<i>Autorisations de crédits</i>					<i>Utilisations de crédits</i>				
No bul. let.	Date	Ban- ques	Nature des Crédits	Som- mes	No rele- vés	Dates	Ban- ques	Nature des Crédits	Som- mes
Total des autorisations.					Total des utilisations.				

Les relevés des engagements réels reçus par la Centrale recevraient également un numéro d'ordre; ce numéro, inscrit sur la carte du client, dans la partie de droite réservée aux utilisations des crédits, permettrait facilement de retrouver, en cas de recherches, les exemplaires des relevés classés et conservés par la Centrale.

On pourrait, pour faciliter la tâche de la Centrale, utiliser le système de la machine à cartes perforées. De nos jours, de grandes maisons utilisent le procédé de la perforation de cartes à la machine suivant une dis-

position spéciale prévue pour un classement déterminé. Une machine classe les fiches rapidement d'après les perforations établies. Pourquoi n'utiliserait-on pas de semblables procédés d'organisation pour la création d'une Centrale ? Cela occasionnerait des frais d'établissement, mais ces frais, répartis entre les banquiers adhérents, seraient peu élevés pour chacun d'eux.

La demande de renseignements d'une banque à la Centrale pourrait être établie sur un imprimé de couleur différente de celle des bulletins de renseignements pour ne pas les confondre avec eux; cet imprimé pourrait être ainsi conçu :

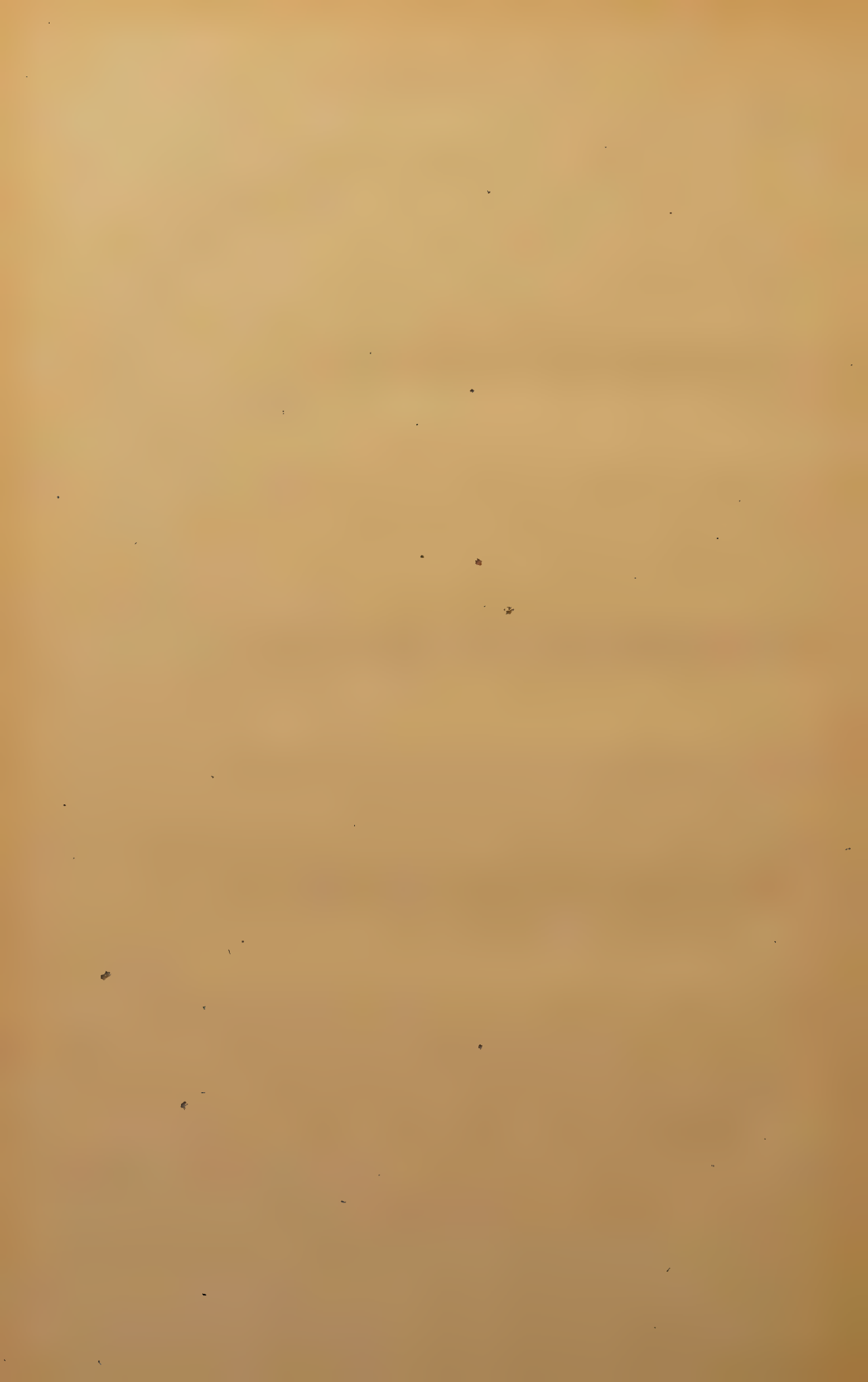
En-tête de la Banque	<i>Demande de renseignements</i>	<i>Réponse de la Centrale</i>
Paris, le Nom du client Adresse Profession La Direction Centrale.	Paris, le Total des crédits réalisés..... Total des crédits ouverts..... Le Chef de la Centrale.	

Comme mode de transmission des renseignements à la Centrale, on peut concevoir une liste journalière des clients avec l'indication, en regard, des autorisations des crédits et de leurs modifications; ce procédé serait peut-être plus simple pour les banques, mais ne faciliterait pas la tâche de la Centrale, obligée de faire un dépouillement de cette liste. C'est pourquoi le système de fiches établies sur un type uniforme pour toutes les banques, fiches établies au fur et à mesure de leur travail, semble préférable.

La Centrale ne pourrait fonctionner que lorsque le travail de centralisation serait terminé et l'organisme créé préviendrait les banques quand il serait en mesure de fonctionner; à partir de ce moment, les banques pourraient lui adresser leurs demandes de renseignements. La période de mise en route, pour la Centrale de l'Afrique du Nord, a été, nous l'avons dit, assez courte (six semaines environ). La période de mise en route pour

la Centrale métropolitaine serait certainement plus longue; il serait difficile d'en apprécier approximativement la durée, mais il serait souhaitable qu'elle fut aussi courte que possible.

Le travail à la Centrale devrait être confié à un personnel d'élite, dans lequel on pourrait avoir toute confiance, possédant les qualités d'ordre, de méthode, de discrétion, personnel qui serait placé sous l'autorité du chef de service, responsable du fonctionnement de la Centrale.



CHAPITRE IV

Appréciation critique de la centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés

Après avoir recherché les essais de centralisation des risques et envisagé l'organisation d'une Centrale, nous avons maintenant à passer en revue, d'une part les objections susceptibles de s'opposer à la création de cette Centrale, d'autre part les avantages qui résulteraient du fonctionnement d'une telle institution.

I. — OBJECTIONS POSSIBLES A LA CRÉATION DE LA CENTRALE

1° *Difficultés d'organisation.*

Les bulletins de renseignements seraient transmis à la Centrale par les banques. L'établissement de ces bulletins ne va-t-il pas donner trop de travail aux banquiers et les inciter à ne pas transmettre régulièrement les renseignements ? On pourrait concevoir cette transmission sous forme d'une liste journalière de clients avec l'indication, en regard, des autorisations et des modifications de crédits, mais nous avons dit que cette façon de faire ne faciliterait pas le travail de la Centrale, qui serait astreinte au dépouillement de cette liste, travail fastidieux, long et susceptible d'engendrer des erreurs.

Il semble que le procédé des fiches de renseignements établies par les banques ne leur imposerait pas un surcroît de travail important, étant donné que ces fiches pourraient être remplies au fur et à mesure des opérations de banque.

Il ne faut pas oublier que les banques seraient intéressées au bon fonctionnement de la Centrale; elles y gagneraient à transmettre régulièrement leurs renseignements; c'est un minimum indispensable de travail

qui leur serait demandé pour le profit de chacune d'elles et pour l'ensemble des banques.

Mais en demandant à celles-ci le moins de travail possible à ce sujet, ne va-t-on pas en donner trop à la Centrale ? Cette objection est à considérer et donne lieu à quelques préoccupations. Si l'organisme était trop surchargé, il fonctionnerait mal et serait loin de donner satisfaction.

Même si cet organisme devait fonctionner normalement, le travail imposé ne serait-il pas hors de proportion avec les résultats à attendre ?

Son importance n'a pas échappé à certains auteurs. M. CAUBOUÉ, au cours de son rapport au Congrès International bancaire de 1932, a pensé que l'Union syndicale pourrait demander aux banques de lui fournir « le relevé, par noms de clients, de leurs principaux engagements », et que, par un dépouillement sur les cartes ouvertes aux noms des clients et par un autre dépouillement des renseignements par professions, on pourrait obtenir d'utiles indications sur l'évolution des crédits par client et par branche d'activité économique. Mais M. CAUBOUÉ ajoutait : « Malheureusement, l'établissement de ces dossiers et de ces statistiques demanderait un travail considérable. »

Ce travail serait évidemment très important, il ne faut pas se le dissimuler. Mais il serait exécuté par des employés de valeur, uniquement chargés de ce travail d'enregistrement et de dépouillement de sommes, employés choisis spécialement pour ce travail et sous l'autorité d'un chef de service responsable, chargé d'une mission de surveillance et de contrôle.

Il y aurait non pas centralisation, puis dépouillement de chiffres et renseignements divers sur le compte des clients (honorabilité, historique et valeur de l'affaire, possibilité de son avenir, etc.), ces indications, relatives aux particuliers, sont recueillies et interprétées par chaque banque, pour son compte personnel, mais il y aurait centralisation et dépouillement uniquement de sommes relatives aux crédits.

Pour simplifier le travail de la Centrale, on pourrait songer à utiliser directement les fiches envoyées par les

établissements de crédit; mais comment les utiliser ? On ne pourrait que les grouper par nom de client et il y aurait tout de même lieu de faire un dépouillement de ces fiches pour connaître les engagements totaux du client.

Le système de la carte par client serait donc préférable.

Nous avons dit que les bulletins de renseignements pourraient être de couleurs différentes, suivant qu'il s'agirait d'ouverture, d'augmentation, de diminution ou de radiation de crédit : cela faciliterait déjà le travail de la Centrale; comme les cartes y seraient classées par professions pour permettre l'établissement du fichier par groupes d'industries, il suffirait d'adopter telle couleur de cartes pour telle branche d'activité économique pour faciliter encore le classement.

Des machines comptables, comme celles qu'emploient de nos jours les maisons bien organisées, transcriraient sur les cartes les sommes figurant sur les bulletins de renseignements, en tirant immédiatement le solde du compte du client (autorisations moins utilisations de crédits), le solde indiquant ce qu'il resterait au client à emprunter aux banques.

Nous nous étendons un peu sur ces détails pour bien montrer que l'objection relative aux difficultés d'organisation serait loin d'être un obstacle sérieux à la création de la Centrale. Maint problème d'organisation, dans une affaire industrielle ou commerciale, soulève parfois des difficultés qui semblent au premier abord insurmontables et que l'on arrive à résoudre en fin de compte assez facilement. Une autre objection, plus sérieuse, est celle de la concurrence entre banques.

2° *La concurrence entre banques.*

Les banquiers de notre pays, en raison de leurs relations et de la confiance mutuelle qu'ils se témoignent, échangent entre eux des renseignements sur leurs clients : honorabilité, solvabilité, etc., mais les renseignements sur le montant des crédits accordés et des engagements des clients ne sont pas indiqués généralement, en tant que chiffres. Un banquier dira à un confrère : j'ai con-

senti à tel client un découvert, mais, généralement, il ne précisera pas la somme.

Cela tient à la loi de la concurrence, qui joue dans le domaine bancaire comme dans tout autre domaine des affaires. Il est normal qu'un banquier ayant obtenu avec parfois beaucoup de difficultés des renseignements sur le compte d'un client, hésite à faire connaître à un confrère ces renseignements, s'il peut craindre que celui-ci ne les mette à profit pour subtiliser le client en question.

Serait-il permis de penser qu'un banquier puisse profiter de la transmission de renseignements à un confrère pour essayer de diminuer ses propres risques envers un client lui paraissant douteux ?

La création d'une Centrale ne risquerait-elle pas d'augmenter cette concurrence, au lieu de l'atténuer ? Ne serait-il pas à craindre que les banques ne participassent pas également à l'œuvre commune ; certaines assureraient la transmission des renseignements avec la plus grande ponctualité, alors que d'autres l'assureraient mal, avec négligence ou irrégularité, tout en tirant tout le parti possible de la Centrale. La banque qui participerait le moins à l'œuvre commune n'essaierait-elle pas cependant à en obtenir le maximum d'avantages ?

Nous ne doutons pas de la courtoisie et de la correction qui ont toujours présidé aux relations entre banques et nous sommes persuadés que ces traditions seront toujours respectées ; mais, pour répondre à l'objection de la concurrence entre banques, il suffit de se référer à la Centrale algérienne. La création de cette Centrale a été le résultat d'une entente librement consentie, qui dénote un esprit de collaboration entre les membres adhérents, esprit qui ne peut que resserrer les liens entre ces membres. On peut espérer qu'il en serait de même pour une Centrale des Risques métropolitaine. Nos grands établissements de crédit ne pourraient-ils pas réaliser une entente du même genre, profitable à chacun de ces établissements en même temps qu'à la corporation bancaire ? Afin de faciliter le travail de centralisation, et aussi afin d'éviter la concurrence entre les succursales, les Directions des banques seraient seules en rapports avec la Centrale à Paris.

Rappelons que le souci d'éviter la concurrence entre les banques a présidé à la création de la Centrale algérienne, puisqu'on a fixé le siège de cette Centrale à la Banque de l'Algérie, à Paris, loin précisément du champ de la concurrence entre les banques adhérentes.

En ce qui concerne la Centrale métropolitaine, le fait de confier sa gestion à notre Institut d'émission ne serait-il pas la meilleure garantie d'intégrité de cette Centrale, transmettant seulement aux banques des renseignements généraux, exactement comme pour la Centrale algérienne, afin d'éviter toute concurrence entre banques ?

3° *L'absence de solidarité.*

Une autre raison d'un mauvais fonctionnement possible de la Centrale ne serait-elle pas un manque de solidarité, dû à notre caractère français individualiste ?

A ce sujet, la mentalité du banquier américain est bien différente. Si, aux Etats-Unis, il n'y a pas eu jusqu'à présent de création de Centrale des Risques, on y a remédié, dans une certaine mesure, par des procédés dus à un esprit de coopération et de confiance réciproque qui ont donné des résultats intéressants; c'est en somme la mise en pratique du « fair play » dans le domaine bancaire.

Aux Etats-Unis, on a pu enregistrer dans les différents départements de crédit un échange très ouvert de renseignements, en particulier parmi les associations de creditmen. Cet esprit de coopération et de franchise chez les banquiers américains a pu remédier à l'absence d'une Centrale des Risques, telle que nous la concevons, puisque cet état d'esprit permet à un banquier, par des enquêtes faites avec franchise chez ses confrères, de connaître la situation de tel ou tel client chez ceux-ci, au point de vue du crédit.

Ne serait-il pas souhaitable en France que l'esprit de solidarité et de coopération anime davantage les banquiers et qu'un « esprit d'équipe », si l'on peut s'exprimer ainsi en songeant à l'ensemble de la corporation bancaire, fasse place à un certain individualisme ? La collaboration bancaire existe certes et elle sera plus indispensable encore après cette guerre. Sera-t-elle suffi-

sante pour assurer une distribution du crédit plus sûre, qui éviterait les mécomptes dûs aux abus de crédit ?

Mais si cette coopération n'est pas assez poussée en France pour donner lieu à des échanges de renseignements comme ceux pratiqués outre-Atlantique, comment espérer que cette coopération permettrait aux banques d'adhérer à une Centrale des Risques, de participer et de contribuer à son fonctionnement ?

M. CH. PENGLAOU a envisagé une réorganisation du système bancaire par les mesures suivantes (17) :

« 1° Fondation d'un clearing des risques, où aurait été accumulée et utilisée la documentation politique et économique.

« 2° Création d'une Centrale de Compensation alimentée par les prélèvements effectués auprès de chaque établissement au prorata des risques engagés et suivant des coefficients élaborés par le clearing précité. »

Mais M. PENGLAOU, sans donner de précisions sur le fonctionnement de ces deux offices, a ajouté cette observation : « Cette réorganisation de la fonction bancaire n'est pas près d'être réalisée, même si l'on s'en tient à la proposition si mesurée de centralisation. C'est que l'esprit individualiste est encore trop ancré dans notre pays. »

L'auteur estimait donc que cet esprit ne se prêtait pas à des mesures de réorganisation, telles que la création et le fonctionnement d'une Centrale. Il faut toutefois préciser qu'il envisageait pour ce clearing des risques la documentation politique et économique, ce qui comporterait un vaste programme, n'ayant rien de comparable à celui beaucoup plus modeste d'une Centrale des Risques.

M. ALIBERT, lui aussi, critique le manque de solidarité des banques :

« Il n'est pas encore entré dans les vues des milieux bancaires, en effet, de favoriser l'évolution salutaire de la politique de distribution du crédit, en consacrant de façon effective le principe de solidarité qui devrait

(17) M. CH. PENGLAOU. — La technique de l'assurance et la distribution du crédit par les banques, 2^e édition, 1934, p. 30.

« l'inspirer. » (18). M. ALIBERT estime que la principale conséquence de ce particularisme est de ne pas permettre aux banques, par une centralisation de renseignements, de connaître la « position globale de crédit » du client.

Devons-nous penser que ce particularisme soit un sérieux obstacle à la collaboration nécessaire aux banques pour créer une Centrale des Risques ? Il est permis de penser qu'il serait possible de réaliser sur le plan national ce qui a été réalisé pour l'Afrique du Nord. Cette objection du manque de solidarité existait peut-être au début de la création de la Centrale algérienne et pourtant celle-ci a fonctionné et donné de bons résultats.

4° *La crainte de l'étatisation.*

Ne peut-on craindre que l'Etat ne profite de la création d'une Centrale sur le plan national pour assurer le contrôle du crédit ? Connaissant par le fonctionnement de cet organisme les demandes de crédits et leurs utilisations, l'Etat ne serait-il pas tenté de prendre en mains cet organisme pour en faire un instrument d'économie dirigée ? Ce serait alors détourner à son profit une institution créée par les banquiers, pour eux-mêmes, dans le but de mieux assurer la surveillance du crédit.

Le fait qu'en 1937, M. BRUNET, rapporteur à la Commission des Finances, ait demandé un rapport sur la Centrale gérée par la Banque de l'Algérie, peut faire penser que l'Etat chercherait peut-être à réaliser une centralisation obligatoire des risques, sous son contrôle et sa direction.

Rappelons que les travaux de la Commission Brunet ont coïncidé avec l'avènement du Front Populaire en 1936, travaux qui sont demeurés à l'état de projet, mais qui visaient à réglementer sévèrement les établissements de crédit pour des raisons politiques plutôt que pour des raisons techniques.

M. le Professeur LAUFENBURGER, reproduisant les

● (18) M. ALIBERT. — *Journal des Economistes*, janvier-mars 1930 : La solidarité des banques dans la distribution du crédit, p. 148.

points essentiels des conclusions de la Commission parlementaire Brunet, à écrit (19) :

« ... 5° Communication de la situation à des périodes « régulières ; obligation pour les banques privées et « semi-publiques de communiquer à la Banque de « France des situations mensuelles ainsi que des états « mensuels en indiquant notamment le crédit supérieur « à un certain chiffre, le total des crédits accordés dans « chaque profession, le total des crédits consentis en « devises étrangères. Ces diverses situations seront établies sur un modèle uniforme. »

Ce projet, qui n'est resté qu'à l'état de projet, visait donc à centraliser auprès de la Banque de France, d'une manière obligatoire, des renseignements relatifs aux risques bancaires, à l'aide d'états transmis périodiquement par les banques.

Si, à l'étranger, il n'a pas été créé de Centrale des Risques, la réglementation relative au contrôle du crédit a donné lieu, nous l'avons vu, dans certains pays, en Allemagne en particulier, à des mesures de centralisation obligatoire des risques. Rappelons que l'Office de Surveillance du Reich centralise les crédits supérieurs à un certain montant et signale l'endettement global d'un débiteur lorsqu'il constate des crédits accordés simultanément à un même emprunteur par plusieurs établissements. En Allemagne, l'Etat a donc bien réalisé, par la loi bancaire du 5 décembre 1934 (révisée le 25 septembre 1939), une centralisation obligatoire des risques.

A l'objection de la crainte d'une mainmise possible de l'Etat sur une Centrale des Risques, on peut répondre que le régime politique de notre pays est tout à fait différent du régime des pays totalitaires.

M. le Professeur PIROU écrit, à propos de la réglementation bancaire en Italie (20) : « Il faut répéter ici « ce que nous avons dit à propos de l'Allemagne ; l'élé- « ment corporatif, au sens d'une auto-administration « par les intéressés, est nettement primé par l'élément « public. »

(19) M. LAUFENBURGER. — Les Banques françaises, tome I, 1940, p. 375.

(20) M. G. PIROU. — Les cadres de la vie économique : Le Crédit, 1943, p. 365.

En France, par contre, l'organisation de la profession (21) « repose sur une base professionnelle et corporative « avec un contrôle gouvernemental et il était nécessaire « d'instituer des organismes qui fussent chargés de diriger cette activité corporative. » M. le Professeur HAMEL, fait remarquer, en ces termes, le caractère corporatif de l'organisation bancaire en France : « Ces deux « traits, prédominance du caractère corporatif, pouvoir « de réglementation confié aux organismes corporatifs, « marquent la place très particulière que doit tenir l'organisation bancaire dans l'ensemble des institutions « professionnelles de la France nouvelle. L'Etat français « ne pouvait se désintéresser des professions qui distribuent le crédit dans l'économie nationale et gèrent « une partie considérable des épargnes privées, mais « pour la réglementation de ces professions, il a fait « largement confiance aux professionnels eux-mêmes. »

M. le Professeur G. PIROU a écrit, à propos du contrôle du crédit (22) : « Avec des dosages assez différents « suivant les régimes politiques et les traditions économiques des divers pays, la plupart des législations font, « dans ces organes de contrôle, une place à l'élément « professionnel. Cette orientation est particulièrement « marquée dans la législation française. »

Si nous relevons ces passages significatifs montrant l'organisation corporative en France, c'est afin de préciser que la Centrale des Risques serait un organisme uniquement d'ordre professionnel intégré dans le cadre corporatif de la profession bancaire.

« Le Comité permanent a qualité pour prendre des « mesures tendant à réglementer la technique du crédit, à fixer les règles de liquidité, à perfectionner l'organisation professionnelle, à provoquer des ententes « touchant les conditions de banque, la création de services communs... », rappelle M. ARDANT dans son Cours de technique bancaire 1940-1941. C'est donc à ce Comité, composé uniquement de banquiers, que revient le rôle d'étudier la création et l'organisation de la Cen-

(21). M. J. HAMEL. — Banques et opérations de banque, tome II, 1943, p. 1.012.

(22) M. G. PIROU. — Ouvrage cité, p. 393.

trale des Risques, service commun aux banques et rouage supplémentaire de l'organisation professionnelle bancaire.

L'un des meilleurs moyens pour les banques de lutter contre les tentatives d'étatisme est de s'entendre au sein de leur corporation. L'Etat profiterait des défaillances des établissements de crédit pour les nationaliser. La Centrale des Risques permettant, dans une certaine mesure, d'éviter ces défaillances, contribuerait à ne pas donner à l'Etat des motifs d'intervention dans le domaine bancaire.

5° *Le secret professionnel.*

L'article 378 du Code pénal a été modifié comme suit, par la loi du 21 février 1944 : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires par état ou profession ou par fonctions temporaires ou permanentes des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 1.200 à 6.000 francs. »

La question se pose fréquemment de savoir dans quelle mesure le banquier peut être lié par le secret professionnel.

La question est controversée de savoir si un banquier peut être rangé dans la catégorie des personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie : la majorité de la doctrine et la jurisprudence ne l'admettent pas.

Il a été jugé qu'un notaire n'est pas dépositaire par son état ou par sa profession de notaire lorsqu'il agit comme agent d'affaires, banquier ou courtier (23).

Il a été encore jugé que le secret professionnel auquel sont astreints les agents de change, les courtiers et les commissionnaires, en vertu de textes spéciaux, ne lie pas

(23) Montpellier, 31 décembre 1894, Garçon, Code Pénal annoté, art. 378, n° 201 à 204.

les banquiers et les coulissiers, qui ne peuvent être regardés comme des confidentiels nécessaires (24).

Les opérations bancaires ne sont donc pas des actes confidentiels pouvant donner lieu à l'application de l'article 378 du Code pénal. Cela signifie que le juge d'instruction et les tribunaux, en cas de refus par un banquier de témoigner devant eux sur des faits relatifs à l'exercice de sa profession, pourrait lui appliquer les sanctions prévues par la loi à l'égard des témoins récalcitrants.

Si l'article 378 du Code pénal, seul texte réglementant dans la législation française le secret professionnel, ne s'applique pas au banquier, celui-ci est tenu par devoir professionnel à la plus stricte discrétion pour tous les actes qu'il accomplit pour le compte de ses clients.

Bien entendu, le banquier qui, dans l'exercice de sa profession, commettrait des indiscretions injustifiées sur le compte de sa clientèle, serait astreint à réparer le préjudice causé — par application de l'article 1382 du Code civil. A titre d'exemple, citons l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 17 octobre 1931 (25), rendant responsable un banquier de la révélation imprudente à un tiers du montant d'un compte. Mais de tels arrêts sont rares, car il est de tradition constante chez les banquiers de respecter le secret professionnel, dans l'intérêt de leur clientèle et, par suite, dans leur propre intérêt.

Cette question du secret professionnel se pose dans les relations entre banquiers et clients. Considérons-la au sujet de la Centrale des Risques.

Il a toujours été admis qu'un banquier communique à un confrère des renseignements pouvant lui être utiles, communication ne portant pas préjudice au client, mais devant servir l'intérêt du banquier demandeur et de sa corporation.

Il n'existe pas de texte relatif aux obligations du banquier envers un organisme centralisateur de renseignements, mais on peut admettre que les banques puissent transmettre à cet organisme des indications simplement

(24) Tribunal de Commerce de la Seine, 16 avril 1896. Dalloz. Répertoire Pratique. V° Secret professionnel, n° 128. — *Le Droit*, 8 mai 1896.

(25) *Gazette du Palais*, 12 décembre 1931.

chiffrées, sans risquer pour cela de porter préjudice à la clientèle.

M. Max CLUSEAU estime que le secret professionnel est à peu près la seule critique à adresser à l'organisation d'une Centrale; c'est, à notre avis, une objection à envisager, mais non la seule. L'auteur admet la nécessité pour l'organe central de renseignements d'une « certaine discrétion » et s'exprime en ces termes : « Si le secret professionnel n'existe point au profit de l'emprunteur, « il doit cependant exister au profit du créancier, qui « peut désirer que ses collègues ignorent sa propre clientèle. » (26).

Si le banquier est enclin à faire preuve de discrétion dans la transmission de renseignements à ses confrères, le secret professionnel existe surtout au profit du client emprunteur qui ne désire pas que l'on sache où il a emprunté ni ce qu'il a emprunté. La violation du secret professionnel au détriment du client entraînerait, nous le rappelons, la mise en jeu de la responsabilité du banquier et l'application, à son égard, de l'article 1382 du Code civil.

Or, l'objection du secret professionnel à la création d'une Centrale des Risques est-elle sérieuse ?

M. Charles PENGLOU, commentant le rapport présenté par M. CAUBOUÉ au Congrès international bancaire de 1932 sur la centralisation des risques, écrivait alors :

« Dans un premier système, le banquier sollicité de-
« manderait communication du total des risques assu-
« més par les autres banquiers membres de l'Union
« (Union Syndicale des banquiers). Celle-ci interrogerait
« ses ressortissants et communiquerait le résultat de la
« consultation à la banque intéressée. Un avantage cer-
« tain de cette procédure, c'est de conserver le secret
« des affaires. »

M. Charles PENGLOU pensait avec raison que, dans ce système, le secret professionnel ne risquait pas d'être violé. Il y aurait eu, en effet, dans ce système, uniquement transmission de renseignements chiffrés de l'Union Syndicale des banquiers à ses membres.

(26) M. Max CLUSEAU. — Thèse citée, p. 382.

Dans le système que nous avons examiné, l'objection du secret professionnel perd de sa valeur pour les raisons suivantes :

1° Le désir légitime des banques de ne pas communiquer leurs affaires à des concurrents serait sauvegardé puisque, seuls, seraient au courant les employés de la Centrale. Ceux-ci seraient choisis soigneusement et auraient à fournir des garanties sérieuses de moralité et de probité.

2° La Centrale métropolitaine, tout comme la Centrale algérienne, n'aurait pas la possibilité de divulguer des renseignements à des tiers, puisqu'il y aurait transmission des renseignements en circuit fermé, c'est-à-dire des banques à la Centrale et de celle-ci aux banques.

3° La Centrale métropolitaine, comme la Centrale algérienne, ne transmettrait que des renseignements généraux : totaux de crédits pour tel ou tel client, sans autre indication; la transmission serait verbale afin d'éviter de donner à des réponses écrites une destination erronée, en dehors du circuit bancaire.

M. Roger NATHAN a émis l'opinion suivante au sujet du secret professionnel : « Secret des affaires, oui, quand
« il s'agit du secret de fabrication, d'achat, de politique
« et de gestion industrielle et commerciale. Secret des
« affaires, non, lorsqu'il a seulement pour objet de faire
« connaître au tireur des chèques si la provision n'est pas
« encore entamée et même disparue. Car une banque qui
« fait confiance à son client tire en réalité un chèque
« sur le crédit de ce dernier ou plutôt sur l'évaluation
« qu'il fait de son crédit, cette évaluation demeurant
« l'objet précis de l'art des banquiers. » (27).

Cette opinion vaut pour la Centrale des Risques : la transmission des renseignements ne risquerait pas de violer le secret des affaires, cette Centrale ayant seulement pour objet de faire connaître aux banquiers le montant des crédits accordés et celui des crédits utilisés.

(27) M. R. NATHAN. — *Europe Nouvelle*, décembre 1931.

6° *Le système risque de ne pas jouer pleinement.*

Pour que le système envisagé fonctionnât bien, il faudrait que toutes les banques fissent partie de la Centrale, de façon que tous les crédits accordés à un même client soient connus de la Centrale.

Or, les banques étrangères en France accordent des crédits et si elles ne participent pas au fonctionnement de la Centrale, celle-ci ne peut donner la position de crédit exacte du client. On ne voit pas d'objection à ce que les banques étrangères fassent partie de la Centrale, si elles ont, à ce sujet, l'accord de leurs Directions (28). Si ces banques étrangères ne faisaient pas partie de la Centrale, ce ne serait pas une raison majeure pour ne pas faire fonctionner cette dernière, car le rôle de ces banques étrangères en France dans la distribution du crédit n'est pas très important par rapport au rôle joué par les banques françaises. « Le total des découverts accordés par les banques étrangères est loin d'atteindre 10 % du montant total des crédits », écrivait M. P. CAUBOUÉ en 1932.

On peut objecter aussi que la Centrale ne connaîtrait pas le total de tous les crédits accordés, puisque ce n'est qu'à partir de sommes assez élevées que les banques transmettraient leurs renseignements, sommes variant suivant la nature des crédits. « Le fait que les prêts qui doivent être obligatoirement signalés au Commissaire des banques ne soient que les prêts dépassant une certaine somme (1 million de R.M.) peut faire échapper à la connaissance des établissements de crédit le nom des débiteurs déjà par trop endettés. » Ainsi s'exprime M. CLUSEAU à propos des mesures de centralisation obligatoire de renseignements découlant de la loi allemande de 1934; mais cette somme de 1 million de R.M. est bien plus élevée que les sommes-limites au-dessus desquelles les renseignements seraient transmis à la Centrale (de l'ordre de grandeur de 2 à 5 millions de francs). Il faut bien fixer des sommes-limites assez élevées pour ne retenir que les affaires intéressantes, celles

(28) La Centrale Algérienne a admis parmi ses adhérents la Banca Italiana del Credito.

qui font vraiment courir des risques au banquier par suite du cumul des crédits.

On peut, d'autre part, objecter que si l'entente ne groupait pas toutes les banques françaises, le système ne fonctionnerait qu'imparfaitement; mais on peut répondre que si les principaux établissements de crédit seuls réalisaient cette entente, l'importance des crédits accordés par ces seuls établissements suffirait à justifier la création de la Centrale.

M. Pierre VIRION, Professeur à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, a songé à la confusion possible entre les crédits autorisés et les crédits utilisés. Dans une brochure intitulée : « La Banque et le Régime corporatif » (29), il écrit à ce propos : « Ceux qui ont proposé « de créer un organisme officiel pour remplir cette fonction, semblent avoir été inspirés par une manie d'investigation et de tracasserie nationalisante plutôt que « par une technique éprouvée. On présume qu'ils ne « sont ni producteurs ni banquiers. Faudrait-il en effet « déclarer les crédits utilisés ou les crédits autorisés ? « Les professionnels de la banque imaginent facilement « les erreurs domageables à tous qu'entraînerait cette « confusion. »

Nous répondons à cette observation que ceux qui ont jusqu'à ce jour envisagé ou étudié la création d'une Centrale des Risques étaient des banquiers éprouvés, connaissant à fond leur métier et non inspirés « par une manie d'investigation et de tracasserie nationalisante ». Il suffit de rappeler M. Pierre CAUBOUÉ, comme Directeur de banque et comme établissement de crédit, la Banque de l'Algérie.

Ils étaient inspirés uniquement par le souci d'améliorer la technique de la surveillance des risques.

Les professionnels de la banque n'ignorent pas les erreurs désastreuses pouvant résulter de la confusion entre crédits autorisés et crédits utilisés. Cette confusion, non seulement empêcherait le fonctionnement normal de la Centrale, mais surtout nuirait à la répartition du crédit, au lieu de l'améliorer.

(29) M. P. VIRION. — La Banque et le régime corporatif, p. 36.

Nous avons vu que la Banque de l'Algérie a étudié le problème de savoir s'il fallait déclarer les crédits autorisés ou les crédits utilisés. Elle l'a résolu en jugeant, par expérience, qu'il y avait intérêt à déclarer à la Centrale ces deux groupes de crédits.

On peut se demander si, en raison de l'importance croissante que prendra vraisemblablement le crédit agricole après la guerre, il ne serait pas indiqué d'admettre à l'entente les Caisses de crédit agricole. On pourrait concevoir que les Caisses régionales, chargées de statuer sur les demandes de prêts transmises par les Caisses locales, feraient parvenir à la Centrale des Risques leurs renseignements sur les prêts accordés par l'intermédiaire de la Caisse Nationale.

II. — AVANTAGES DEVANT RÉSULTER DE LA CRÉATION DE LA CENTRALE

Ces avantages seraient de deux sortes : ceux au profit du banquier et ceux au profit de la collectivité.

A. — AVANTAGES AU PROFIT DU BANQUIER

1° *La Centrale éviterait le cumul des crédits.*

La Centrale des Risques se présente non pas comme un organe de distribution du crédit, mais comme un organe de surveillance du crédit. Elle permettrait aux banquiers d'éviter le cumul des crédits.

Un banquier peut accorder un crédit à un client, sans connaître exactement le total des crédits accordés à ce même client par d'autres confrères banquiers. Il est possible qu'un client, ayant besoin de fonds, s'adresse à plusieurs banquiers et frappe à plusieurs portes pour obtenir ce dont il a besoin.

Or, il peut arriver que le total des crédits autorisés par différentes banques pour un même client ne corresponde pas à la valeur des affaires de ce client, à sa puissance de remboursement. La méconnaissance de cet état de fait accroît les risques de chacun des banquiers prêteurs et ces risques sont encore accrus si l'on se trouve en période de crise.

C'est généralement lorsque la situation économique est mauvaise que les industriels ou commerçants cherchent, pour doubler le cap de la période difficile, à obtenir des banques des moyens financiers. Ils s'adressent alors à plusieurs sources et ont évidemment tendance à utiliser rapidement les crédits qui peuvent leur être accordés.

Les relations interbancaires permettent bien à un banquier de se renseigner auprès d'un confrère sur la solvabilité d'un client, mais ce banquier peut-il connaître exactement ce que nous appellerons « la position globale de crédit » de ce client ?

Or, c'est cette position globale de crédit que donnerait la Centrale des Risques, puisqu'elle permettrait de connaître, pour chaque client, le total des crédits autorisés d'une part et le total des crédits réalisés d'autre part.

Ce précieux avantage de la centralisation des risques, permettant d'éviter le cumul des crédits, a été reconnu par d'éminents banquiers ou économistes.

M. CAUBOUÉ, Directeur de la Société Parisienne de Banque, a écrit (30) à ce sujet : « Du point de vue « particulier, une telle centralisation des risques permettrait de suivre, établissement par établissement, le « chiffre des engagements vis-à-vis des banques. »

Il y a eu certainement des recours trop faciles au crédit; des clients, peu scrupuleux ou aux abois, sont enclins à profiter de la concurrence pouvant exister entre différentes banques pour obtenir des crédits à plusieurs sources. Sachant que, vu leur situation, ils ne peuvent tout obtenir de la même banque, ils fractionnent leur demande de crédit entre plusieurs banques qui peuvent ignorer le total du concours accordé.

M. ALIBERT a également écrit (31) à ce sujet : « Sans « doute, les banques exigent des garanties dans bien des « cas, mais la sauvegarde que représentent celles-ci pour « l'avenir est fréquemment insuffisante. Il en est ainsi

(30) M. CAUBOUÉ. — Banque et problèmes bancaires du temps présent, 1942, p. 98.

(31) M. ALIBERT. — *Journal des Economistes*, janvier-mars 1930, article cité, pp. 146 et 148.

« notamment si un certain équilibre ne s'établit pas
« entre les garanties données et le crédit total accordé
« simultanément par plusieurs établissements à une
« même affaire, dont les engagements globaux ne sont
« pas exactement connus de chacun d'eux. »

Le banquier dispose certes de nombreux moyens pour se protéger contre les risques de non remboursement par son client : dépôt de titres, caution, hypothèque, assurance-crédit, etc... Mais si ces garanties sont suffisantes lorsqu'elles correspondent à la valeur réelle de l'affaire du client, elles peuvent par contre être prises en vain si le banquier omet de considérer la position du client, au point de vue crédit, à un moment déterminé, envers l'ensemble des banques. Or, c'est précisément cette position que pourrait donner, à n'importe quel moment, la Centrale des Risques.

M. ALIBERT ajoute (32) : « Ces abus dans l'utilisa-
« tion du crédit se développent d'autant mieux qu'il
« devient sans cesse plus facile d'en masquer l'import-
« tance anormale grâce au fractionnement de l'appui
« accordé simultanément par plusieurs banques, cha-
« cune ignorant le plus souvent le chiffre total du con-
« cours prêté. »

La corporation bancaire court un risque supplémentaire sérieux, par suite de l'ignorance du chiffre total de son concours à la clientèle. La création de la Centrale, en supprimant cette ignorance, fait en même temps disparaître ce risque qui est loin d'être négligeable.

Ce qui a frappé cet auteur, c'est la disproportion, le déséquilibre pouvant exister entre la masse des crédits accordés à une même affaire et la solidité de cette affaire; ce déséquilibre serait évité si les banques prêteuses connaissaient ces deux éléments. Elles peuvent utiliser toutes sortes de procédés plus au moins perfectionnés pour posséder la connaissance aussi exacte que possible de la valeur d'une affaire; mais si elles ignorent l'autre élément, à savoir le volume des crédits accordés, elles méconnaîtront le déséquilibre entre les deux éléments en question, déséquilibre qui pourra être pour

(32) M. ALIBERT. — *Journal des Economistes*, janvier-mars 1930, article cité, pp. 146 et 148.

elles la cause de bien des surprises désagréables. La Centrale, en révélant ce déséquilibre, évitera ces surprises.

Le même auteur estime que si de trop fortes immobilisations ont été parfois réalisées par la clientèle, c'est parce que les crédits ont été « distribués en ordre dispersé » et que cette mauvaise distribution aurait pu être évitée si les banquiers avaient « à leur disposition un instrument commun de contrôle du crédit distribué ».

2° *La Centrale pourrait prévenir les banques d'une situation anormale du client, quant au crédit.*

M. ALIBERT va même jusqu'à dire que cet instrument commun de contrôle du crédit distribué pourrait servir à prévenir les bénéficiaires des crédits qu'ils s'engagent trop par de trop fortes demandes de crédits, correspondant à des immobilisations exagérées. Nous pensons que le premier but de la Centrale serait d'avertir les banquiers et non les clients. Nous avons dit précédemment que la Centrale, se rendant compte du caractère dangereux ou excessif des engagements d'un client, pourrait alerter les banques prêteuses et les convoquer pour prendre d'un commun accord les mesures nécessaires envers ce client. Ces mesures rendraient indirectement service à ce client en l'obligeant à ralentir ses demandes de fonds, lui évitant ainsi un excès d'immobilisations, mais le service important rendu directement aux banques par la Centrale serait de les alerter au sujet des engagements de ce client envers ces banques. La deuxième utilité de la Centrale résiderait donc dans le fait qu'elle permettrait, grâce à son fonctionnement, d'avertir les banques d'une « position de crédit » anormale du client.

3° *Surveillance plus efficace des risques corporatifs.*

Ces risques sont ceux que peut courir la banque, pour n'importe quelle opération, classés par branches de métiers. Une banque, par exemple, peut avoir, dans la branche de l'automobile, un risque total de tant de millions, constitué par les diverses sortes d'engagements (escompte, découvert, etc.).

Il va de soi que chaque banque doit mettre en pra-

tique, pour diminuer les aléas de la profession, le principe de la compensation des risques, consistant à diversifier ses opérations et le principe de la répartition des risques, consistant à répartir ceux-ci dans le plus grand nombre de professions. M. le Professeur PIROU rappelle le principe de la compensation des risques (33) : « Plus « la banque diversifie ses opérations, plus jouera la « compensation des risques et dès lors mieux armée sera « la banque pour la compensation des risques. » La banque distribue le crédit sous plusieurs formes : l'es-compte, l'avance sur titres, le découvert, etc.; c'est en opérant de la sorte qu'elle compensera ses risques, alors qu'elle les répartira en travaillant avec le plus de professions possible.

Certes, les banquiers s'attachent à connaître de leur mieux leurs risques par professions; dans ce but, ils dressent périodiquement des états récapitulatifs de ces risques par professions. Par cette façon de procéder, le banquier pourra savoir dans quelle proportion il accorde son crédit à telle ou telle branche d'activité, à l'industrie du cuir, à celle des textiles, etc...

Mais si le banquier compense et répartit ses risques judicieusement, de quelle utilité sera donc la Centrale au point de vue d'une surveillance plus efficace des risques corporatifs ?

Le classement des fiches à la Centrale par groupes de professions permettrait d'obtenir des sommes faisant connaître les engagements bancaires de chaque catégorie d'industries. La répartition sur les cartes des clients des crédits autorisés et utilisés, par natures de crédits, permettrait d'obtenir, par dépouillements, l'ensemble de chaque catégorie de crédits : découverts, cautions, etc...

Il serait intéressant pour le banquier de connaître comment la corporation bancaire, prise dans son ensemble, répartit ses crédits par branches d'activité et dans chaque branche d'activité par natures de crédits. Cela n'empêcherait pas le banquier de continuer à surveiller, pour son compte, ses risques corporatifs; il est obligé de le faire s'il veut sagement conduire ses affaires, mais

(33) M. G. PIROU. — Les cadres de la vie économique : Le Crédit, 1943, p. 116.

la Centrale lui donnerait des précisions utiles quant aux risques corporatifs globaux assurés par l'ensemble des banques.

C'est ainsi qu'il saurait que la branche des textiles, par exemple, a obtenu des banques des autorisations de crédits pour une certaine somme globale, que les industries textiles ont utilisé cet ensemble de crédits autorisés suivant une certaine proportion, durant une période déterminée. Le banquier connaîtrait également sous quelles formes les crédits ont été autorisés pour ce groupement industriel : les textiles, et sous quelles formes ce groupement les a utilisés.

De même que la Centrale permettrait de faire connaître à chaque banque la « position de crédit » de tel ou tel client par rapport à l'ensemble des banques, de même la Centrale serait en mesure d'indiquer à chaque banquier la « position de crédit » de telle ou telle branche d'activité vis-à-vis de la corporation bancaire.

Celle-ci pourrait donc suivre périodiquement, grâce à la Centrale, l'évolution des autorisations et utilisations de crédit par branches d'industrie; elle pourrait ainsi se rendre compte que les demandes de crédit faites par l'industrie du cuir, par exemple, semblent exagérées par rapport à ses possibilités ou que cette industrie utilise de façon trop rapide les crédits autorisés. Le pourcentage des crédits utilisés par rapport aux crédits accordés pour telle ou telle branche d'activité pourrait être établi périodiquement et donnerait d'utiles indications.

A ce sujet, citons cette phrase de M. CAUBOUÉ (34) : « Si un tel système (la centralisation des risques) avait pu fonctionner, on se serait aperçu sans peine que certaines catégories d'industries très touchées par la crise, celle des diamantaires, par exemple, et celle de la chaussure, avaient fait un abus trop grand du crédit, et l'on aurait pu peut-être freiner à temps et empêcher les désastres qui se sont produits. »

M. CAUBOUÉ estime qu'une Centrale des Risques pourrait éviter des abus de crédits. Il ajoute : « Si une telle centralisation des risques avait existé, les banques,

(34) Banque et problèmes bancaires du temps présent, 1942, p. 98.

« avant de prêter leurs capitaux, auraient pu se renseigner auprès de l'organisme centralisateur sur le montant des emprunts déjà faits, et il est probable que devant les chiffres qui leur auraient été communiqués, elles auraient hésité à s'engager. On découvre là un aspect nouveau de ce que la statistique peut apporter comme renseignements aux banques. »

La Centrale se bornerait à enregistrer des chiffres, à les classer, à faire des dépouillements, à faire un travail de statistiques. Mais de tout ce travail devraient résulter de précieuses indications à condition de savoir interpréter les chiffres. Il appartiendrait aux banques, qui seraient les artisans de la centralisation envisagée par la transmission en temps utile de leurs renseignements, à profiter du travail accompli par la Centrale, en lui demandant toutes les indications qui pourraient leur être utiles.

B. — AVANTAGES AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ

La Centrale des Risques aurait pour fin première de rendre des services aux banquiers, mais sa création aurait pour conséquence de profiter à la collectivité.

1° *La Centrale rendrait service à la clientèle.*

En effet, la Centrale permettrait au banquier de connaître mieux ses risques du fait qu'il connaîtrait le montant exact des engagements globaux de sa clientèle. Le banquier, lorsqu'il ignore ce montant, est enclin à faire preuve de prudence, à être moins généreux dans la distribution du crédit, connaissant imparfaitement le terrain sur lequel il s'engage. La Centrale lui donnerait le moyen de mieux connaître ce terrain, de s'y engager avec plus de sécurité et par conséquent, c'est la clientèle qui bénéficierait d'une distribution du crédit par la banque, plus grande parce que plus sûre.

L'intérêt d'une entreprise quelconque est de confier ses affaires à une banque qui ne prenne pas des risques inconsidérément élevés. Or, la Centrale aurait pour but d'éviter à la banque de prendre de tels risques; elle servirait donc indirectement l'intérêt de tout industriel ou commerçant.

2° *La Centrale servirait l'intérêt général.*

L'intérêt général est que les banques soient prospères et ne subissent pas de mécomptes par suite des répercussions d'une mauvaise distribution du crédit. L'économie générale est mieux assurée si les banques, garanties plus efficacement contre les risques, n'enregistrent pas de fâcheuses surprises qui sont préjudiciables à elles-mêmes et à la collectivité.

Nul ne peut nier l'importance, au point de vue économique, de la corporation bancaire dans la vie du pays. Cette importance tend à s'accroître en période normale, c'est-à-dire en temps de paix et en dehors des périodes de crises, par suite de la variété et de la multiplicité des transactions à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. La Centrale des Risques, en contribuant à la prospérité de la corporation bancaire, contribuerait en même temps à la prospérité générale.

La banque est le grand dispensateur de crédit; elle remplirait d'autant mieux cette fonction vitale qu'elle serait en mesure d'obtenir, par le fonctionnement de la Centrale, une source supplémentaire et précieuse de renseignements.

DEUXIEME PARTIE

CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS

Dans une première partie, nous avons envisagé la création de la première section de la Centrale, section que nous avons dénommée « Centrale des Risques ».

Celle-ci permettrait, rappelons-le, de connaître :

- 1° Le total des crédits accordés par l'ensemble des banques à un même client;
- 2° Le total des crédits utilisés par ce même client;
- 3° Le total des crédits accordés par les banques à une branche d'industries donnée;
- 4° Le total des crédits utilisés par cette même branche d'industries.

La Centrale des Risques permettrait donc au banquier d'éviter le cumul des crédits et lui donnerait, en même temps, d'utiles indications en vue d'une meilleure répartition des capitaux prêtés, en particulier par une connaissance plus exacte des risques corporatifs.

Mais le problème des risques est complexe; le banquier doit tenir compte de nombreux éléments d'appréciation quand il octroie un crédit ou prend une participation dans une affaire. Il doit considérer les qualités morales du dirigeant de l'entreprise emprunteuse, la valeur de cette entreprise, la situation de la branche d'activité à laquelle elle appartient.

Le banquier ne doit jamais perdre de vue que le risque de crédit présente un caractère successif, c'est-à-dire qu'il varie constamment en fonction du standing de l'emprunteur; il importe donc que le banquier connaisse les variations de ce standing, afin de se faire une opinion du risque aussi approchée que possible. Son investigation doit donc s'étendre à l'usage qui est fait des capitaux prêtés, à la gestion de l'emprunteur, afin de pouvoir se

dégager vis-à-vis de ce dernier dès que le risque devient anormalement dangereux.

Le banquier doit aussi considérer la situation économique dans son ensemble, situation dont les variations influent sur le standing de l'entreprise emprunteuse.

La Centrale de Renseignements, adjointe à la Centrale des Risques, aurait pour objet d'aider les banquiers à mieux apprécier ces éléments essentiels du risque :

la valeur des entreprises,

la situation économique.

Elle donnera lieu à l'examen des questions suivantes:

1° Renseignements relatifs à la valeur des entreprises.

2° Organisation d'une Centrale de Renseignements relatifs à la valeur des entreprises.

3° Appréciation critique de cette centralisation.

4° Renseignements relatifs à la situation économique.

CHAPITRE I

Renseignements relatifs à la valeur des entreprises

I. — LA PRATIQUE DES BANQUES

De même que la spécialisation existe dans chaque service de banque par suite de la nécessité de la division du travail, de même la banque utilise divers rouages pour se documenter sur la situation des clients.

Pour obtenir des renseignements sur la valeur personnelle des chefs d'entreprises, les banques utilisent différents procédés : conversations avec le client, démarcheurs, demandes à leurs succursales ou à des agences spécialisées dans la recherche des renseignements. Mais, pour atteindre ce but, il existe souvent trop d'intermédiaires qui sont sujets à caution; le résultat peut être médiocre par rapport aux frais occasionnés.

Pour apprécier la valeur d'une affaire, les banques ont recours à la compétence :

— D'un service d'études financières, dont le but est de permettre à l'établissement prêteur de porter un jugement sur l'entreprise qui sollicite son appui;

— D'experts-comptables, dont le rôle consiste à examiner les documents comptables du client et à en déduire la situation de celui-ci;

— D'ingénieurs-conseils, dont le concours est nécessaire pour toutes les questions où la Direction de la banque a besoin de l'avis d'un technicien de l'industrie; les grandes banques ont à leur disposition des techniciens de valeur.

Elles peuvent mettre à profit la compétence de spécialistes dits experts en crédit (creditmen des Etats-Unis, Chartered accountants d'Angleterre, experts-comptables de France); ces spécialistes sont chargés de préparer un rapport détaillé, avec conclusion, sur la vie de l'entreprise : création, fonctionnement antérieur, marche actuelle, prévisions financières, etc...

II. — NATURE ET SOURCES DES RENSEIGNEMENTS

A. - NATURE DES RENSEIGNEMENTS.

La première question qui se pose est de savoir si la Centrale aurait à se documenter sur le plus de clients possible ou sur une catégorie limitée de clients.

Afin d'éviter la dispersion des efforts dans les recherches, chaque grande banque ne pourrait-elle remplacer les différents services utilisés pour l'obtention des renseignements par un service unique chargé de faire toutes les investigations nécessaires sur la situation de tous les clients, sur les différentes branches d'industries, sur l'activité économique, etc.; ce serait impossible, en raison de la grandeur de la tâche à accomplir.

A plus forte raison, il serait impossible d'envisager la création d'un organisme qui aurait pour objet de grouper, à la disposition des banques, de multiples renseignements sur le compte de tous les commerçants ou industriels et de centraliser également toute la documentation possible pouvant intéresser les banques, tant sur un cas particulier d'activité que sur l'activité d'une branche d'industries déterminée ou sur l'évolution de l'économie générale. Ce serait irréalisable; il suffit de considérer seulement les difficultés d'organisation d'une telle entreprise : constitution d'innombrables fiches et dossiers, emploi d'un nombreux personnel, etc...

Pour tenter de mettre sur pied l'organisation d'une Centrale de Renseignements, il y aurait lieu de se limiter aux gros clients, aux affaires importantes. Cette Centrale aurait à grouper les renseignements susceptibles d'éclairer les banques sur le compte des clients dont les crédits auraient été signalés à la Centrale des Risques. Comme nous l'avons vu, ces clients représentent des firmes importantes, puisque les crédits ne seraient signalés qu'au-dessus de sommes élevées, de l'ordre de plusieurs millions. Chaque client, ayant sa fiche ouverte à la Centrale des Risques, pourrait avoir son dossier correspondant à la Centrale de Renseignements.

D'autre part, il y aurait d'importantes maisons pour lesquelles des fiches ou cartes ne seraient pas ouvertes à la Centrale des Risques, à savoir :

1° Les clients pour lesquels les crédits accordés sont inférieurs aux sommes à partir desquelles les crédits seraient signalés à la Centrale des Risques, clients néanmoins importants et pour lesquels les crédits accordés sont susceptibles, en cas d'augmentation, d'être signalés à cette Centrale.

2° Les Sociétés à la constitution et au développement desquelles les banques s'intéressent en y prenant des participations financières; pour cette deuxième catégorie de clients, non signalés à la Centrale des Risques, la Centrale de Renseignements pourrait également constituer des dossiers et grouper toute documentation susceptible d'aider les banques à se rendre plus facilement compte de la valeur de chaque affaire.

Pour toute firme importante, la Centrale aurait donc à grouper :

a) des renseignements sur la valeur personnelle du chef d'entreprise;

b) des renseignements sur l'entreprise elle-même.

a) *Renseignements sur la valeur personnelle du chef d'entreprise.* — Le destin d'une entreprise est souvent fonction de la valeur de son chef. Tant vaut l'homme, tant vaut l'affaire, dit-on avec raison. Le banquier doit s'efforcer de connaître le comportement d'un chef d'entreprise, non seulement dans l'exercice de ses fonctions, mais encore, si possible, en dehors de ses fonctions. Les creditmen américains ont attaché une grande importance à ces considérations, puisqu'ils ont attribué le coefficient de 40 % au facteur personnel.

Les garanties que prend le banquier sont en fonction des renseignements qu'il peut obtenir sur la valeur du directeur de la firme emprunteuse de capitaux. Tandis que l'escompte confère au porteur de l'effet le droit d'en poursuivre tous les signataires et le tiré, même non accepteur, s'il a reçu la provision, le seul élément de sécurité inhérent au découvert est la solvabilité du client débiteur. Le banquier a donc grand intérêt à connaître non seulement cette solvabilité, mais aussi les qualités morales et les défauts du client.

b) *Renseignements sur l'entreprise.* — La Centrale aurait à grouper toutes les indications pouvant donner une appréciation, aussi exacte que possible, du standing de l'entreprise.

Pour connaître ce standing, le banquier doit se documenter sur tous les détails de la vie d'une firme : l'origine de sa création, ses diverses phases de développement, son évolution avec les causes des périodes d'essor et de dépression. « Les banques », estimait l'économiste O. GEIDELS, « doivent accompagner une entreprise industrielle depuis sa naissance jusqu'à sa mort. »

Le banquier a besoin de connaître la valeur financière et la valeur, au point de vue technique, de la firme qui sollicite son concours; il cherche à apprécier la rentabilité de cette affaire, ses perspectives d'avenir, les conditions dans lesquelles elle travaille, ses relations avec les concurrents, ses rapports avec les industries similaires, etc...

B. - SOURCES DES RENSEIGNEMENTS.

Comme il s'agirait d'obtenir des renseignements, non sur le compte d'une multitude de clients, mais uniquement sur le compte des dirigeants d'entreprises importantes, nous pensons que la Centrale pourrait avoir à son service des enquêteurs spéciaux qui seraient chargés par elle de se documenter, aussi fidèlement que possible, sur la valeur des chefs des principales firmes.

Celles-ci ont, pour la plupart, leur siège social à Paris; il serait donc assez facile, semble-t-il, à ces enquêteurs, en ce qui concerne ces firmes, de remplir cette mission et de transmettre le résultat de leurs recherches à la Centrale.

Par contre, pour les grandes entreprises dont la direction se trouve en province, on ne peut concevoir que ces enquêteurs soient contraints de se déplacer loin de la capitale pour effectuer leurs recherches; ce serait occasionner une perte de temps et d'argent et procéder à l'encontre du but poursuivi : la réduction des frais généraux, frais que les banques cherchent précisément à éviter en se renseignant par l'intermédiaire des agences de renseignements ou de leurs propres succursales

de province. Pour le moment, laissons en suspens cette question des entreprises de province, nous réservant de la reprendre plus loin.

La Centrale pourrait avoir à sa disposition trois groupes de spécialistes :

1° Des *experts-comptables*, chargés de faire l'étude des bilans et des documents comptables et de tirer de cet examen toutes les conclusions utiles.

C'est ainsi qu'ils appliqueraient à chaque bilan la méthode des ratios. Les ratios sont des rapports exprimant, sous forme de coefficients, les relations existant entre les divers postes d'un bilan; citons parmi les principaux rapports employés :

— le rapport entre l'actif réalisable et disponible d'une part et le passif à court terme de l'autre, c'est-à-dire la liquidité;

— le rapport entre l'actif net et les dettes, dettes à long terme comprises;

— le rapport entre le chiffre d'affaires et le compte « clients » plus « effets à recevoir », etc...

A chacun de ces rapports est attribué un coefficient d'importance (25 %, 20 %, 10 %...); mais l'utilisation des ratios n'a d'intérêt que si l'on peut comparer les rapports obtenus sur un ou plusieurs exercices à des rapports relevés dans des entreprises similaires, ou mieux encore à des rapports-étalons représentatifs de la structure financière et de la productivité moyenne du groupe d'industries dont dépend l'entreprise envisagée. Ces rapports-étalons, dits « rapports sélectionnés de base », servent de commune mesure et permettent de déterminer l'exacte valeur des ratios particuliers à chaque entreprise.

2° Des *experts en crédit*, chargés de rassembler tous les renseignements sur la constitution des entreprises, sur leur organisation, leur production, leur rendement; ils s'efforceraient de connaître tous les facteurs susceptibles d'influer sur la contexture ou le fonctionnement de l'affaire dont il y aurait lieu d'apprécier la valeur.

On confond souvent, sous la même dénomination, experts-comptables et experts en crédit. Or, il existe une

différence entre expertise comptable et expertise en crédit :

La première a pour objet l'examen des documents comptables : bilan, compte de Profits et Pertes, comptes d'exploitation, etc...; la seconde a pour objet, en tenant compte des indications obtenues par l'examen comptable, d'apprécier la valeur actuelle ou virtuelle d'une affaire. Les experts-comptables, par leur travail, facilitent la tâche des experts en crédit qui, eux-mêmes, pour un problème présentant une difficulté d'ordre technique, peuvent avoir recours, si cela est nécessaire, aux ingénieurs-conseils.

3° Des *ingénieurs-conseils*, chargés de faire une étude chaque fois que des problèmes délicats se posent au point de vue technique.

La collaboration de ces trois groupes de spécialistes, sur des plans différents, donnerait à la Centrale d'utiles indications sur la valeur des principales entreprises.

MM. GAMBÉRO et PENGLOU ont envisagé en ces termes, pour l'étude des affaires, la collaboration de l'expert en crédit et de l'ingénieur-conseil (35) : « Lorsque le « problème technique est très spécial, l'étude devrait « être confiée non seulement à l'expert en crédit, mais « également à un ingénieur-conseil ou spécialiste de la « partie; ce dernier étudierait particulièrement le problème au point de vue technique, tandis que le premier approfondirait surtout la partie commerciale et « financière. Grâce à leur collaboration sur ces deux « plans différents, l'ingénieur-conseil et l'expert en crédit donneraient, dans les cas les plus épineux, des « études plus précises que celles prévues dans ce livre. »

La Banque de Bruxelles a, pour réduire les risques, associé le travail d'experts-comptables à celui d'ingénieurs-conseils. M. DELPLANCQ a donné, au IV^e Congrès d'Organisation bancaire, en octobre 1931 (36), les renseignements suivants sur le service d'experts-comptables à la Banque de Bruxelles :

(35) MM. GAMBÉRO et PENGLOU. — Technique de l'étude des risques, p. 30 (livre dans lequel ces auteurs ont surtout étudié le rôle de l'expert en crédit).

(36) *Banque*, novembre 1931, p. 786.

« Notre Département des Crédits comprend, en outre, un groupe d'experts-comptables qui examinent périodiquement les comptabilités des clients. La mission de nos experts-comptables consiste à examiner d'une manière approfondie la situation des clients qui sollicitent un crédit sur notoriété. Cette dernière façon de procéder, adoptée depuis de nombreuses années, nous donne satisfaction et, contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, ne rencontre aucune objection de la part de notre clientèle... L'étude des rapports des experts-comptables, auxquels sont joints ceux établis par nos ingénieurs, nous permet, lors d'une prise d'intérêts dans une affaire ou lors de l'octroi d'un crédit, de réduire le risque au minimum. »

Obtenir du client la communication du bilan et de documents comptables est important pour le banquier, mais cela ne lui suffit pas pour la connaissance d'une affaire. M. Roger ALHEINC a écrit, au sujet du bilan (37) : « Cette pièce est devenue aujourd'hui l'un des éléments normaux d'un dossier de banque bien constitué, alors qu'aucune banque n'osait naguère en demander la communication. Il en sera de même en ce qui concerne l'appréciation du prix de revient dans un avenir prochain. L'appréciation du prix de revient et des méthodes qui ont servi à le calculer sont autrement précieuses que les déductions tirées du bilan lui-même. Ce document, en effet, représente l'affaire au repos, mais non en action, Il est l'équation statique, mais non dynamique, de l'entreprise et sa valeur indicative est à l'examen du prix de revient ce qu'est la bascule au dynamomètre. Or, ce qu'il importe de connaître, avant tout, c'est la vitalité de l'entreprise. »

Le travail des experts en crédit et des ingénieurs-conseils de la Centrale permettrait d'apprécier cette vitalité.

Pour faciliter la tâche des experts en crédit, la Centrale pourrait avoir à sa disposition un groupe d'experts-comptables, constituant un service spécial, avec personnel « fixe », n'ayant à faire aucun déplacement, mais travaillant constamment dans les bureaux de la Centrale.

(37) M. R. ALHEINC. — L'organisation bancaire, p. 88.

Par contre, experts en crédit et ingénieurs-conseils constitueraient le personnel « mobile », ayant à faire des déplacements pour procéder à des enquêtes; les ingénieurs-conseils, en particulier, seraient appelés à se rendre en province, pour y étudier sur place les problèmes techniques qui se seraient révélés au cours de l'examen des affaires.

Ces spécialistes, experts en crédit et ingénieurs-conseils, vont-ils constamment faire la navette entre Paris, siège de la Centrale, et les lieux d'enquête, qui peuvent être très éloignés de la capitale ? Certainement non; car ce serait une perte de temps et d'argent.

Ne pourrait-on alors concevoir, répartis en province géographiquement suivant l'activité économique des régions, différents bureaux dépendant de la Centrale ? A ces bureaux, installés dans les principales villes et judicieusement répartis par régions économiques, seraient rattachés :

1° les enquêteurs spéciaux, chargés de se renseigner sur les dirigeants d'affaires;

2° les experts en crédit;

3° les ingénieurs-conseils.

Ces trois groupes de spécialistes auraient à exercer leur activité dans la zone qui leur aurait été fixée et transmettraient leurs rapports à la Centrale par l'intermédiaire du secrétariat du bureau provincial, qui ne serait pas une succursale de la Centrale groupant renseignements et documentation, mais simplement jouerait le rôle d'agent de liaison entre la Centrale et ces agents travaillant en province. Les enquêteurs spéciaux, devant apprécier la valeur des chefs d'entreprises situées en province, n'auraient donc pas à effectuer de déplacements entre cette province et la Centrale à Paris.

Le nombre de ces agents, rattachés au bureau provincial, serait à fixer et pourrait varier suivant l'activité économique de la région dont ils dépendraient.

Un bureau spécial, à la Centrale, pourrait être chargé de dépouiller toutes les informations et documents parus sur le compte des Sociétés : rapports d'assemblées générales, insertions dans les journaux officiels (*B.A.L.O.*,, par exemple), informations ou études parues dans la

presse financière ou économique (*Le Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie, La Vie Industrielle, etc.*).

Ce bureau serait chargé de suivre de près toutes les informations susceptibles de donner des indications utiles sur la situation d'une entreprise.

En résumé, les renseignements centralisés pour connaître le standing d'une firme seraient constitués par :

Un groupe de documents :

- a) Documents comptables et rapports des assemblées générales;
- b) Informations parues dans la presse;
- c) Etudes qui ont pu être faites dans la presse;
- d) Insertions dans les journaux officiels.

Un groupe de rapports :

- a) Rapport de l'expert-comptable, découlant de l'étude du bilan et des documents comptables;
 - b) Rapport de l'expert en crédit, résultant de l'étude des conditions de vie de l'entreprise;
 - c) Rapport de l'ingénieur-conseil, qui aurait pu être demandé par la Centrale pour élucider une question d'ordre technique.
-

CHAPITRE II

Organisation de la Centrale de Renseignements relatifs à la valeur des entreprises

I. — L'EXEMPLE DE LA SOCIÉTÉ D'EDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIÈRES OU S. E. F.

Nous avons visité l'organisation de la Société d'Editions Economiques et Financières, dite S.E.F., grâce à l'obligeance de son Directeur Général, M. DELAUBIER, que nous remercions de son bienveillant accueil. Nous allons résumer l'organisation de la S.E.F., d'une part parce qu'elle correspond à peu près à celle de tout service d'études financières d'une grande banque, d'autre part parce qu'elle montre comment pourraient être résolues les difficultés d'une organisation similaire.

S.E.F. — La Société d'Editions Economiques et Financières a pour but de renseigner ses abonnés sur le compte de nombreuses Sociétés. Les publications qu'elle met, à cet effet, à la disposition de ses abonnés, sont les suivantes :

A. - Une *Notice*, de deux à quatre pages, sur les principales Sociétés cotées et non cotées. Cette notice mentionne, d'une façon générale, pour chaque Société :

1° Le Conseil d'administration, l'origine, le siège social, l'objet, le capital de la Société, comment ce capital a été constitué, les modifications qu'il a subies;

2° Le tableau comparatif des répartitions annuelles, permettant de se rendre compte, durant les dix dernières années, de la variation des bénéfices et de leur répartition par année;

3° Les cours extrêmes des actions;

4° Les bilans comparés sur une période de dix ans, de façon à se rendre facilement compte des variations

des postes de l'actif et du passif; les comptes comparés de Profits et Pertes, permettant de suivre, sur une période de dix ans, les variations des postes de ces comptes;

5° Sous l'indication « Renseignements Economiques », des renseignements résumant l'exploitation de la Société : usines en France ou à l'étranger, exploitations principales et annexes, rendement, effectif du personnel, etc...

Cette notice est intéressante, car elle rassemble sur une seule fiche des renseignements détaillés sur l'affaire étudiée. Elle est imprimée six à huit semaines après l'Assemblée générale de la Société faisant l'objet de la notice; les coursiers de la S.E.F. se présentent à la Société étudiée, à la fin de chaque Assemblée générale ordinaire, pour obtenir les documents relatifs à cette Assemblée.

B. - *L'Annuaire S.E.F.*, où l'on trouve la classification des notices, le répertoire alphabétique des Sociétés, les principales Sociétés cotées et non cotées, classées par catégories d'entreprises dans l'ordre alphabétique.

C. - *Le Docfin* (abrégi de Documentation financière) ou « Bulletin signalétique et officiel » de la S.E.F., paraissant une fois par mois et indiquant, avec un classement par genres d'industries et par ordre alphabétique, les cours des valeurs cotées à la Bourse de Paris, avec maxima et minima; des graphiques pour certaines valeurs importantes, les cours des changes, etc...

D. - *Le Bulletin de la S.E.F.*, paraissant une fois par semaine et destiné à tenir au courant les abonnés de la S.E.F. en leur indiquant tous les renseignements publiés dans le courant de la semaine dans les journaux financiers ou communiqués directement par les Sociétés à la S.E.F. Ce Bulletin indique aussi les convocations d'Assemblées, classées par dates, pour la semaine suivante; des tables trimestrielles facilitent les recherches des informations dans ce bulletin.

Classement. — Les notices ont chacune une référence se composant d'une lettre et d'un chiffre; exemple : la notice concernant la Compagnie de Distribution Electri-

que du Midi a comme référence E. 230; les notices étant classées dans des meubles métalliques par catégories d'industries : produits chimiques, électricité, etc., et dans chaque catégorie ou compartiment par numéro d'ordre, il est facile de trouver rapidement n'importe quelle fiche; la fiche E. 230 est classée à sa place n° 230 dans le compartiment E. Pour faciliter les recherches, cette référence pour chaque Société (lettre et fiche) figure également sur l'Annuaire et sur le Bulletin de la S.E.F.

D'autre part, la Société d'Editions Economiques et Financières a constitué des dossiers :

— pour les Sociétés au sujet desquelles la notice est imprimée et tenue à jour;

— pour les Sociétés au sujet desquelles la notice n'est pas ou n'est plus imprimée.

Chaque dossier complet concernant une Société comprend toujours la même série de documents, à savoir :

- la suite des notices imprimées;
- les rapports des Assemblées générales;
- les informations parues dans la presse financière;
- les études faites dans la presse ou par la S.E.F.;
- la correspondance de la S.E.F. avec la Société;
- les publications officielles dans le B.A.L.O. (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires).

Cette organisation modèle, grâce à un personnel réduit, mais de valeur, possède environ 80.000 dossiers et fait imprimer environ 2.500 notices, permettant ainsi, par un système de classement rationnel et méthodique, de tenir à la disposition des abonnés (500 abonnés complètement, sans compter les abonnés partiellement) d'utiliser les renseignements sur le compte de nombreuses Sociétés.

Nous avons été frappés par le peu d'importance du personnel pour un travail aussi important. C'est ainsi qu'au service technique, cinq employés seulement (sept avant la guerre) réussissent, avec les documents qu'ils dépouillent méthodiquement, à confectionner cinq notices par jour. La notice, mise à jour, est envoyée pour examen et approbation à la Société qu'elle concerne. Pendant la période d'été seulement, période de l'année où il y a le plus de travail, la S.E.F. sollicite le concours de rédacteurs auxiliaires pris à l'extérieur pour aider ces

cinq employés. Du fait de la guerre, la S.E.F. a suspendu son service d'abonnement aux colonies françaises et aux pays étrangers, mais cette activité doit reprendre dès la fin du conflit.

Les banques peuvent mettre à profit cette organisation, c'est-à-dire y être abonnées, pour se documenter sur le compte de leurs clients. On peut dès lors faire cette objection : pourquoi envisager l'organisation d'une Centrale si la S.E.F. peut donner aux banques, par le service de l'abonnement, des indications sur les principales affaires ?

Mais, selon les dires de M. DELAUBIER, Directeur Général de la S.E.F., les grandes banques, sauf quelques-unes, auraient peu recours à cette source de renseignements; elles se limiteraient à suivre les cours de certaines valeurs. De plus, la notice de la S.E.F. donne bien des « renseignements économiques » sur la valeur de chaque affaire étudiée, mais non des renseignements économiques d'ordre général; or, comme nous l'envisagerons plus loin (chapitre IV), la Centrale aiderait les banques à obtenir ces renseignements.

Il semble donc que la Centrale pourrait être organisée de façon semblable, sans lui faire concurrence, à celle de la S.E.F., celle-ci étant outillée pour rendre des services à tous les industriels et commerçants, la Centrale devant être un organisme corporatif rendant service uniquement aux banques, et contribuant à resserrer les liens unissant les membres de la corporation.

II. — DOCUMENTS NÉCESSAIRES. — FICHES ET DOSSIERS

La Centrale ayant pour but de grouper les renseignements sur le compte d'affaires importantes, qu'elles aient fait ou non l'objet d'une ouverture de carte à la Centrale des Risques, et sur les principales catégories d'industries, il y aurait lieu d'ouvrir :

1° des fiches et dossiers individuels relatifs aux Sociétés;

2° des dossiers collectifs relatifs aux diverses branches d'activité.

1° *Fiches et dossiers individuels relatifs aux Sociétés.*

A) *Fiches.* — Chaque Société importante ferait l'objet de l'ouverture de deux fiches :

— l'une affectée aux renseignements sur le chef d'entreprise, renseignements résultant des enquêtes faites par les enquêteurs spéciaux de la Centrale;

— l'autre affectée aux renseignements sur la valeur financière de l'affaire et résumant la situation dégagée par l'examen des experts de la Centrale : experts-comptables, experts en crédit et ingénieurs-conseils.

On pourrait songer à n'ouvrir qu'une fiche : au recto, renseignements sur le dirigeant; au verso, renseignements sur son affaire, mais les premiers variant peu, les seconds variant constamment, il y aurait intérêt à créer deux fiches séparées.

L'agence R.-G. Dun et Cie, qui a fusionné, peu de temps avant la guerre actuelle, avec l'agence Bradstreet, est devenue de ce fait la plus importante agence de renseignements commerciaux du monde entier.

Elle publiait annuellement un « livre de références » contenant les noms d'une multitude de firmes commerciales et indiquant, en regard de chacun d'eux, sous la forme d'une lettre ou d'un chiffre :

1° l'importance de la firme, d'après son capital propre (ou les capitaux réellement engagés dans l'entreprise);

2° une cote de crédit (très bon, bon, moyen, mauvais).

Ce livre de référence, qui était donné en location, était d'une grande utilité pour les banques, car il fournissait une cote de crédit de la puissance pécuniaire d'un grand nombre d'entreprises. Ce système de cotation (Rating System) permettait de traduire les résultats d'enquêtes privées des creditmen.

Le contrôle de renseignements pourrait exprimer, par une cotation analogue, la valeur de toute affaire importante étudiée. Cette cotation serait indiquée sur la fiche affectée aux renseignements sur la valeur financière de cette affaire.

Certains suggéreraient peut-être de donner une cotation aux qualités nécessaires au chef d'entreprise et de

traduire, sous forme de graphique, les points de cotation ainsi obtenus. Par exemple, soit le chiffre 20 pour la valeur personnelle du dirigeant modèle; les chiffres : 12 pour l'esprit de méthode, 15 pour l'honnêteté, etc., inscrits sur la fiche, sous forme d'une ligne brisée, donnerait le « profil psychologique » du chef d'entreprise; la juxtaposition de ce profil au profil type permettrait de faire une comparaison rapide et utile.

A cette suggestion, on pourrait répondre : il est déjà malaisé d'apprécier les qualités morales d'un individu, il serait encore plus difficile de les traduire en valeur chiffrée.

Sur la première fiche individuelle seraient donc inscrits, en résumé, les renseignements sur le chef d'entreprise transmis par les rapports des enquêteurs; les renseignements sur la valeur de l'affaire ainsi que la cote de crédit correspondante seraient inscrits, en résumé, sur la deuxième fiche individuelle, d'après les conclusions résultant des rapports faits sur cette affaire par les experts de la Centrale.

Il y aurait lieu d'adopter le même système de classement que celui indiqué pour la Centrale des Risques : les fiches individuelles seraient classées par branches d'activité : assurances, brevets d'invention, cuirs, etc..., puis, dans chaque compartiment, par professions, s'il y a lieu; les fiches feraient l'objet d'un classement alphabétique rigoureux, étant par ailleurs admis que certains termes trop génériques seraient supprimés.

B) *Dossiers.* — A chaque fiche correspondrait un dossier (38) dans lequel seraient groupés tous les renseignements obtenus par la Centrale : documents comptables, rapports des Assemblées générales, informations parues dans la presse, insertions dans les journaux officiels, rapports des experts.

Ces dossiers pourraient être classés dans l'ordre alphabétique. Il est cependant préférable d'adopter l'ordre numérique. Cette méthode, tout en permettant une ex-

(38) Ce dossier constitué à la Centrale serait donc analogue au dossier Crédit qu'établit la banque française pour tout client important et au dossier appelé « Crédit file » du Credit Department des banques américaines.

tension facile du classement dans l'ordre alphabétique, évite, sinon entièrement, tout au moins dans une large mesure, la possibilité de confusion des dossiers dans le classement.

L'expérience prouve, en effet, qu'il est beaucoup plus facile de s'apercevoir des erreurs dans le classement des dossiers (dossiers déclassés) quand ceux-ci sont rangés dans l'ordre numérique. Les dossiers seraient classés verticalement. L'ouverture des dossiers donnerait lieu à la tenue d'un répertoire avec inscription d'un numéro d'ordre permettant de trouver facilement le dossier correspondant.

2° *Dossiers collectifs relatifs aux diverses branches d'activité.*

Chaque branche industrielle pourrait comporter différents dossiers correspondant aux différentes natures de renseignements centralisés. Ces dossiers seraient classés par compartiments, chaque compartiment correspondant à une branche industrielle.

Chaque branche pourrait comporter toujours la même série de dossiers :

- caractères généraux;
- prix de revient;
- prix de vente;
- débouchés: marché intérieur et marché extérieur;
- organisation de la production;
- perspectives d'avenir, etc...

Chacun de ces dossiers contiendrait les informations recueillies par la Centrale dans les journaux, périodiques, publications diverses, annuaires, etc., dépouillés par son service de lecteurs.

Certains dossiers seraient divisés, s'il y avait lieu, en sous-dossiers; c'est ainsi que le dossier Prix de revient pourrait comporter des sous-dossiers relatifs aux matières premières intéressant la branche d'industries en question; chaque sous-dossier, relatif à une matière première, pourrait grouper les renseignements par natures : conditions générales de production, production, consommation, marchés, prix, stocks, organisation de la production, etc...

Ces dossiers seraient classés verticalement. Ils n'au-

raient pas de numéros d'ordre comme les dossiers individuels de Sociétés, puisque chaque compartiment de dossiers, relatif à une branche industrielle donnée, étant bien délimité, et les dossiers et sous-dossiers relatifs à chaque branche étant toujours rigoureusement classés suivant le même ordre, il serait facile de trouver le dossier ou sous-dossier cherché.

Dossiers collectifs relatifs aux différentes natures d'industries, aussi bien que dossiers individuels, devraient être périodiquement révisés, pour les débarrasser des documents ou pièces ne présentant plus d'intérêt.

La fiche individuelle, résumant les renseignements relatifs au « standing » d'une entreprise, devrait être tenue à jour avec soin.

Deux groupes d'archives seraient constitués : l'un relatif aux Sociétés, l'autre relatif aux natures d'industries. Chacun d'eux conserverait soigneusement classées, pour permettre de les retrouver sans difficultés, toutes les publications (revues, journaux, périodiques, etc.) qui n'auraient pas été découpées par les lecteurs de la Centrale.

Un répertoire des publications conservées, pour chacun de ces deux groupes d'archives, donnerait l'indication des casiers ou rayons qui leur seraient attribués.

CHAPITRE III

Appréciation critique de la centralisation des renseignements relatifs à la valeur des entreprises

Nous allons passer en revue d'abord les objections susceptibles de s'opposer à l'adjonction à la Centrale des Risques d'une Centrale de Renseignements, puis les avantages qui résulteraient de cette adjonction.

I. — OBJECTIONS POSSIBLES A LA CRÉATION DE LA CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS

1° *Les difficultés d'organisation.*

Nous avons envisagé, pour la centralisation des renseignements, la collaboration d'agents : enquêteurs, experts-comptables, experts en crédit et ingénieurs-conseils.

Une première question se pose : c'est le recrutement des enquêteurs spéciaux; il n'offrirait pas de sérieuses difficultés, car, comme il s'agirait d'obtenir des indications sur la valeur personnelle des chefs d'entreprises, il serait assez facile de recruter ces agents, pour lesquels les principales qualités à exiger seraient du tact et de l'habileté pour l'obtention des renseignements.

La question du recrutement est plus délicate en ce qui concerne le groupe des experts-comptables, experts en crédit et ingénieurs-conseils, pour lesquels une formation spéciale est indispensable.

On pourrait, semble-t-il, les recruter dans le monde des affaires. A propos des experts-comptables, M. VIDI, dans un article paru dans la revue *Banque* de septembre 1939, s'exprimait ainsi : « Pourquoi les banquiers ne s'attacheraient-ils pas quelques-uns de ces techniciens ? Ils n'ont pas toujours des vues suffisamment bancaires, dira-t-on; ils sont trop comptables intéressés et pas assez financiers. Peut-être, mais ils au-

« ront vite fait de s'adapter aux exigences de leur nouvelle fonction. »

Ils s'adaptent, selon nous, d'autant plus facilement qu'ils n'auraient pas à s'occuper de la partie financière, mais de la partie comptable, la première étant le terrain d'exploration des experts en crédit et la partie technique celui des ingénieurs-conseils.

M. DELPLANCQ a donné, au IV^e Congrès d'Organisation bancaire (octobre 1931), au sujet des experts-comptables de la Banque de Bruxelles les renseignements suivants :

« La création d'un département d'experts-comptables n'est certes pas facile. Les bons éléments se recrutent difficilement; on ne naît pas expert-comptable. Ce n'est qu'après une longue formation dans les écoles spéciales, une longue pratique des affaires dans des domaines parfois bien différents, que l'expert-comptable acquiert le jugement et la compétence qui lui sont indispensables. Nous n'avons pas hésité à recruter des experts-comptables dans les diverses branches de l'entreprise. Ceci nous met à même de déléguer, dans la plupart des cas, un spécialiste qui, lors de l'examen délicat du prix de revient, a pu révéler souvent les points faibles de l'activité de l'entreprise. »

Les spécialistes de la Centrale, aussi bien experts en crédit et ingénieurs-conseils qu'experts-comptables, pourraient être recrutés dans le monde des affaires; cela exigerait évidemment un soin tout spécial, mais cette difficulté ne serait pas insurmontable; il y aurait lieu de bien choisir.

De même, en ce qui concerne le service technique de la Centrale, les agents chargés de se rendre compte de la valeur d'une affaire, des perspectives d'avenir d'une catégorie d'industries, etc., pourraient être recrutés, au sein des diverses branches d'activité industrielles ou commerciales, parmi les ingénieurs ou techniciens qui, après avoir acquis des connaissances dans les grandes Ecoles (Polytechnique, Sciences Politiques, Hautes Etudes Commerciales, etc.) auraient à leur actif une sérieuse expérience de la vie des entreprises en même temps qu'une excellente culture générale.

Une autre difficulté est celle relative à l'organisation matérielle : le travail de dépouillement des périodiques,

journaux financiers, revues économiques, etc., devrait être sérieusement assuré; les fiches et dossiers devraient être tenus à jours constamment; un classement rigoureux des fiches, dossiers et documents centralisés serait nécessaire; le service des archives devrait être parfaitement tenu, etc...

Tout cela représente évidemment beaucoup de travail, mais, comme pour la Centrale des Risques, les difficultés d'organisation ne seraient pas insurmontables.

Pour la Centrale de Renseignements, donnons un exemple, pour montrer qu'on pourrait résoudre assez facilement les difficultés d'organisation. Toutes les firmes importantes auraient une fiche ouverte à la Centrale; pour certaines de ces firmes, la Centrale aurait reçu le rapport des experts-comptables; pour d'autres, ce rapport serait demandé, mais non reçu; pour certaines firmes, la visite des experts en crédit ou des ingénieurs-conseils serait à prévoir; pour d'autres, le rapport de ces experts serait demandé ou reçu, etc. Comment s'y retrouver au milieu de toutes ces catégories ?

Aux fiches correspondant aux entreprises pourraient être adaptés des signets spéciaux indiquant, par des couleurs différentes, la nature des documents demandés par la Centrale (bilan, rapport de l'expert-comptable, de l'expert en crédit, de l'ingénieur-conseil); la position des signets sur les fiches indiquerait si tel rapport est à prévoir pour une entreprise, s'il a été demandé, s'il est en cours d'exécution, s'il est reçu par la Centrale, etc...

Le Département des crédits, dans une banque importante, utilise bien des signets spéciaux pour indiquer soit le genre de garanties accordées, l'échéance des crédits consentis, la catégorie des professions auxquelles des conditions spéciales sont appliquées, etc...

Cet aperçu montre que l'on pourrait surmonter les difficultés d'organisation de la Centrale de Renseignements en appliquant les méthodes de rationalisation utilisées dans les grandes banques. Le travail fourni par la Société d'Éditions Économiques et Financières prouve qu'avec un personnel réduit, mais de valeur, on peut obtenir, en matière d'organisation, d'excellents résultats.

2° *Les difficultés d'ordre pratique.*

En admettant que l'on réussisse à résoudre assez facilement les difficultés d'organisation, il n'en serait certainement pas de même au sujet de certaines difficultés d'ordre pratique.

A propos de l'étude rationnelle des bilans à domicile par des techniciens, M. VIDÉ a écrit (39) : « Dans la pratique, nous nous heurtons à de nombreuses difficultés. D'abord, chez nous, les clients n'accepteront que « difficilement les enquêtes du genre de celles que vous « proposez. Leur amour-propre sera froissé ou bien encore ils craindront les indiscretions ou encore ils ne voudront ou ne pourront pas consacrer à l'examineur le temps nécessaire pour faire son enquête. » Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, où les bilans et les comptes de résultats des entreprises sont souvent analysés par les agences de renseignements commerciaux. Cela est possible parce que la mentalité des dirigeants des firmes américaines est totalement différente de celle de leurs confrères français; les Américains publient volontiers leurs bilans. « Autre difficulté : nous « manquons de spécialistes qualifiés pour les études rationnelles dont il est question », a ajouté M. VIDÉ.

Cette objection s'applique aux experts en crédit et ingénieurs-conseils envisagés pour le fonctionnement de la Centrale, pour l'étude des affaires à domicile. Par suite des difficultés qu'ils rencontreraient chez certains clients, leur travail ne serait effectué qu'imparfaitement et le but visé ne serait pas atteint.

D'autre part, si l'on pouvait résoudre le problème du recrutement des spécialistes de la Centrale, il y aurait à fixer leur nombre, ce qui serait assez difficile, en raison de la variété très grande des genres d'exploitation. C'est ainsi que pour donner un avis compétent dans tous les cas, les ingénieurs-conseils devraient être très nombreux et spécialisés. On pourrait peut-être tenter de les spécialiser par branches d'industries afin de ne pas en accroître démesurément le nombre. Il faudrait agir de même en ce qui concerne les experts en crédit. C'est ce

(39) *Banque*, juillet 1929.

que proposait M. VIDI (40) : « Pour nous, nous voyons
« le cadre des experts en crédits ainsi constitué: un spé-
« cialiste pour chaque branche principale de l'industrie:
« spécialiste pour les matières textiles, spécialiste pour
« la métallurgie, spécialiste pour les produits chimiques,
« l'alimentation, les cuirs, les industries du vêtement, de
« l'automobile, etc... Le même expert en crédit peut
« d'ailleurs, si besoin est, grouper plusieurs branches. »

3° *La concurrence entre banques.*

Cette objection a déjà été faite à propos de la Centrale des Risques. Nous avons dit, au sujet de la transmission à cette Centrale d'indications relatives aux crédits, que certaines banques pourraient peut-être ne pas contribuer suffisamment à l'œuvre commune, tout en retirant le meilleur parti possible, ce qui aurait pour conséquence d'accroître la concurrence au lieu de l'atténuer.

Cette objection existe-t-elle pour la Centrale de Renseignements ?

On ne peut concevoir celle-ci comme devant grouper les informations que leur transmettraient les banques après avoir effectué leurs recherches sur les grandes entreprises, les diverses branches d'activité, sur la situation économique générale, etc.; car une banque travaille d'abord pour elle-même et non pour ses confrères. Mais la Centrale de Renseignements, comme nous l'avons suggéré, ne recevrait pas d'informations des banques, mais serait l'un des deux rouages d'un organisme corporatif, rouage groupant, grâce au fonctionnement de ses propres services, des renseignements et informations pour aider les banquiers dans leur tâche si difficile de la surveillance des risques.

Si la Centrale de Renseignements pouvait être organisée, la concurrence entre banques ne s'opposerait-elle pas à son fonctionnement ?

Certaines banques, bien outillées pour la recherche d'informations, ne tiendraient-elles pas le raisonnement suivant : « Pourquoi ne pas continuer à nous servir de
« nos propres services, dont l'organisation a exigé beau-

(40) *Banque*, septembre 1929.

« coup d'efforts, pour nous documenter sur des affaires
« possibles; en agissant ainsi, nous pourrions peut-être
« gagner du temps et éviter des concurrents éventuels
« qui auraient recours à la Centrale ? Si nous pouvions
« nous passer de cette dernière, pourquoi assumerions-
« nous alors une quote-part des frais généraux néces-
« saires à son fonctionnement ? Dans ce cas, ce serait
« pour nous, non pas une diminution, mais une aug-
« mentation de dépenses, qui profiterait à d'autres. »

C'est là une objection importante à la mise sur pied de cette Centrale.

M. FONTALIRAND, dans un article intitulé : « Réflexions sur la dispensation du crédit » (41), a émis l'opinion suivante :

« La rationalisation des banques ne semble comprise
« que dans son côté matériel. Elle devrait pourtant ren-
« dre, dans le problème de l'insécurité économique
« comme dans celui de l'étude générale d'une affaire,
« les plus grands services. La mise en commun des
« moyens d'investigation des banques est un côté pri-
« mordial de la rationalisation. Malheureusement, dans
« tous les domaines, la rationalisation est ennemie de
« l'individualisme, ce qui laisse à penser que les ban-
« ques françaises auront des difficultés à la mettre en
« œuvre. »

La Centrale de Renseignements pourrait rendre aux banques les services dont parle M. FONTALIRAND, quant au problème de l'insécurité économique et de l'étude générale d'une affaire, mais, comme pour la Centrale des Risques, son organisation et son fonctionnement supposent l'exclusion d'un individualisme, contraire à l'esprit de solidarité, sans lequel toute œuvre commune ne peut exister.

4° *L'importance des frais généraux.*

Nous avons dit que la Centrale de Renseignements aurait pour conséquence une diminution des dépenses que les banques sont obligées de faire pour obtenir des renseignements sur leurs clients et de la documentation sur la situation des affaires.

(41) *Banque*, juin 1929.

On pourrait objecter que la participation financière des banques à la création de cette Centrale serait pour elles une source supplémentaire de frais généraux.

Il en serait ainsi dans le cas où les banques n'utiliseraient pas les services de la Centrale; mais si les banques avaient recours à ses services, nous pensons que les premières dépenses, nécessaires à l'organisation et à la mise en route, seraient assez élevées, mais qu'elles pourraient être assez rapidement amorties par les économies réalisées par la suite.

M. VIDI (42) a envisagé pour les banques la possibilité de s'attacher des experts-comptables et a songé aux frais qui seraient occasionnés : « La question émoluments sera lourde, pensera-t-on encore. Non, si l'on veut bien songer au travail utile de ces collaborateurs qui épargneront aux banques des pertes qui, actuellement, se chiffrent par millions chaque année. C'est bien le moment de rappeler ici qu'il est des dépenses qui représentent des économies. »

M. VIDI envisageait la question des émoluments seulement à propos des experts-comptables; mais il en serait certainement de même en ce qui concerne les experts en crédit et ingénieurs-conseils de la Centrale, les banques ayant constamment recours à de tels spécialistes pour l'étude des entreprises.

Le problème de la répartition des frais entre les banquiers membres adhérents de l'organisme centralisateur, se poserait pour la Centrale de Renseignements comme pour la Centrale des Risques.

Les frais de premier établissement, pour toutes deux, pourraient être répartis au prorata de l'importance de ces banques. Quant aux dépenses courantes, nécessitées ensuite par le fonctionnement des services, la question est délicate. Pour la Centrale des Risques, on peut concevoir que chaque banque soit redevable, à chaque demande de renseignements, d'une certaine somme à fixer, mais, pour la Centrale de Renseignements, les dépenses supportées par celle-ci varieraient selon la nature du travail résultant des demandes des banques (renseigne-

(42) *Banque*, septembre 1939.

ments sur une firme déterminée, sur un groupe d'industries, sur la situation économique).

Pourrait-on réaliser une sorte de tarif assez détaillé comportant diverses catégories de prix correspondant aux différentes natures de travaux qu'exigeraient de la Centrale de Renseignements les demandes des banques ?

Cette question de la participation financière des banques au fonctionnement de la Centrale de Renseignements ne serait pas facile à résoudre.

5° *Secret professionnel.*

Nous avons vu que la principale objection à la création d'une Centrale des Risques, le secret professionnel, perd de sa valeur, d'une part en raison de la nature des renseignements transmis, d'autre part en raison de mesures évitant leur divulgation.

Que vaut cette objection pour la Centrale de Renseignements ?

Pour certains documents groupés par cet organisme (par exemple : bilans, rapports des Conseils d'administration), la question du secret professionnel ne se pose pas, puisque ces documents, qui peuvent être connus du public, ne font pas connaître des renseignements dont la divulgation pourrait causer préjudice aux entreprises.

Par contre, on objectera que le fonctionnement de l'organisme envisagé risque de violer le secret professionnel.

Nous avons prévu la collaboration de trois groupes de spécialistes : experts-comptables, experts en crédit et ingénieurs-conseils.

Les experts-comptables, travaillant à la Centrale et chargés d'examiner et d'analyser les documents comptables émanant des entreprises, seraient au courant de leur exploitation. L'analyse d'un bilan permet, en effet, de se rendre compte de la vie d'une firme. Les experts en crédit et les ingénieurs-conseils, par suite de la nature de leur tâche, connaîtraient, plus encore que les experts-comptables, le fonctionnement des affaires étudiées, leurs rapports, destinés à la Centrale, devant avoir pour objet, par l'analyse de la fabrication, des ventes, des achats, etc., l'appréciation de la valeur de ces affaires.

Or, quels sont les éléments auxquels s'applique l'usage, de tradition constante dans les mœurs bancaires, du secret professionnel ?

D'après M. A. SACKER (43), celui-ci protège :

1° les renseignements tels que chiffres du bilan, chiffre d'affaires, liste des fournisseurs, etc., que les banques ont l'habitude de demander à leurs clients, à l'occasion d'une entrée en relations ou d'une ouverture de crédit;

2° les opérations même qui se traitent entre le banquier et son client;

3° les faits qui, bien qu'étrangers aux opérations traitées, parviennent à la connaissance du banquier à l'occasion de ces opérations;

4° toutes les communications que le banquier peut faire à son client à l'occasion d'une demande de conseil;

5° l'opinion que le banquier se fait sur le client dont il possède le compte, sur sa façon de travailler, sur l'aisance de sa trésorerie, voire même sur sa moralité commerciale.

La création d'une Centrale de Renseignements aurait-elle pour conséquence d'augmenter les risques de violation du secret professionnel ? Nous ne le pensons pas, pour les raisons suivantes :

1° L'organisme n'aurait pas à traiter d'opérations avec les clients, ni à leur donner des conseils; or, c'est au cours de ces opérations et à l'occasion de ces conseils que le secret professionnel peut être violé.

2° Il n'aurait pas à donner d'indications à la clientèle ou à des clients éventuels, puisqu'il n'aurait de rapports, pour les renseignements centralisés, qu'avec les banques et la Centrale des Risques. La possibilité d'enfreindre le principe du secret professionnel ne pourrait donc exister, alors que, du fait de la pratique des demandes de renseignements, cette possibilité existe pour les banquiers. C'est à ceux-ci que s'adressent, en effet, les personnes qui désirent entrer en relations avec leurs clients, pour se documenter sur leur crédit, leurs moyens et même leur moralité.

(43) M. SACKER. — Du secret professionnel du banquier. Thèse 1933, pp. 18 et suivantes.

Comme l'exprime M. SACKER, « prises entre l'obligation du secret professionnel d'une part et l'intérêt qu'elles ont de ne pas priver le monde des affaires d'éléments d'appréciation d'autre part, les banques doivent agir avec la plus grande circonspection pour éviter d'entrer en conflit aussi bien avec leur clientèle qu'avec ceux qui désirent être renseignés. »

C'est ce qui explique la prudence extrême des banques dans leurs réponses à des demandes de renseignements et les formules laconiques qu'elles emploient pour ces réponses : « bon crédit », « moyen crédit », « prendre des garanties », etc...

Cette prudence extrême de la part du banquier se justifie, car toute faute susceptible de lui être reprochée en pareille matière peut engager sa responsabilité, en cas de préjudice subi non seulement par le client sur le compte duquel les renseignements sont donnés, mais aussi par le demandeur de renseignements. La Cour d'Appel de Nîmes a eu l'occasion, dans un arrêt du 16 décembre 1927 (44), de proclamer la responsabilité d'une banque qui avait donné à l'un de ses clients des renseignements d'ordre commercial favorables, mais manifestement erronés, sur un autre de ses clients.

De tels inconvénients ne pourraient se présenter pour la Centrale de Renseignements, qui donnerait la cote de crédit d'une entreprise et les indications correspondantes uniquement à la Centrale des Risques et aux banques.

Se faire une opinion sur la moralité d'un chef d'entreprise, sur sa façon de travailler, sur le rendement de son affaire et ses possibilités au moyen de documents tels que bilan, compte de Profits et Pertes, compte d'exploitation, etc., constitueraient bien, pour la Centrale de Renseignements, des faits à protéger par le secret professionnel, mais le danger existant pour les banques de violer celui-ci n'existerait pas pour cette Centrale, qui ne donnerait aucune indication ni à la clientèle, ni aux tiers non clients.

Il faut cependant prévoir le cas où un employé de l'organisation envisagée commettrait une indiscretion causant préjudice à des entreprises. Cette organisation

(44) *Recueil hebdomadaire Dalloz*, 19 avril 1928.

serait alors responsable de cette indiscretion, par application de l'article 1384 du Code civil, en vertu duquel
« les maîtres et commettants sont responsables des dommages causés par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

Mais il serait facile de prendre des précautions, comme pour la Centrale des Risques, à savoir : choix sévère du personnel employé et garanties sérieuses de moralité, probité, à fournir par ce personnel.

II. — AVANTAGES DEVANT RÉSULTER DE L'ADJONCTION, A LA CENTRALE DES RISQUES, D'UNE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS

Comme pour la Centrale des Risques, ces avantages seraient de deux sortes :

- ceux au profit du banquier;
- ceux au profit de la collectivité.

A. — AVANTAGES AU PROFIT DU BANQUIER

1° Réduction des frais généraux.

La question des frais généraux a toujours préoccupé avec raison les banquiers. Comme dans toute entreprise, ils doivent s'efforcer de les réduire sans nuire à la bonne gestion de leurs affaires.

La *Revue d'Economie Politique* (45) a reproduit comme suit un extrait d'un rapport de la B.N.C.I. : « Une analyse serrée des dépenses et l'étude des services qui apparaissent comme étant les plus coûteux révèlent l'importance prise dans les effectifs des banques françaises par le personnel employé à des travaux sans rapport avec l'activité proprement bancaire. Nos services comptent beaucoup trop d'agents occupés à dresser des états, à établir des bordereaux que leur compilation et leur masse rendent d'ailleurs malaisément utilisables par les administrations auxquelles ils sont destinés. »

(45) *Revue d'Economie Politique*, 1939, p. 1.051.

L'importance plus ou moins grande des frais généraux influe directement sur le rendement bancaire. Dans la banque, comme dans toute entreprise, l'exagération des frais généraux peut compromettre la rentabilité de l'affaire. M. DAUPHIN-MEUNIER s'est exprimé, en ces termes, au sujet des rendements bancaires en général, pour la période 1925-1929, qui fut pour les banques une époque de grande prospérité (46) :

« Les rendements bancaires nets accusent aussi une progression sensible. Il n'échappe pas cependant qu'en-
« tre bénéfices bruts et bénéfices nets la marge est plus
« grande qu'autrefois, sauf en Angleterre. Les rapports
« annuels des banques nous en fournissent l'explica-
« tion; le maintien des charges fiscales particulièrement
« pesantes, *l'exagération des frais généraux*, parfois
« somptuaires, pèsent lourdement sur les résultats béné-
« ficiaires. »

La Centrale de Renseignements aurait pour conséquence de permettre aux banques de réduire les frais généraux qui résultent pour elles de la recherche de renseignements. Elles dépensent parfois beaucoup d'argent pour se documenter sur le compte de leurs clients, en ayant recours à des intermédiaires ou à des agences spécialisées pour cette recherche, et obtiennent en contrepartie de médiocres résultats. Les banques, pour connaître le standing d'une affaire, utilisent le concours d'experts-comptables, d'ingénieurs-conseils, d'experts en crédit; mais n'est-il pas à craindre qu'un expert auquel s'adresse une banque ne soit tenté, pour mettre sa responsabilité à couvert, de sous-estimer la valeur d'une affaire ? Dans ce cas, il rend un mauvais service au banquier, qui dépense de l'argent pour ne plus faire d'affaire.

Par contre, les experts de la Centrale rendraient aux banquiers le service d'émettre toujours un jugement impartial sur le compte d'une firme.

On objectera que l'organisation et le fonctionnement de la Centrale exigeraient des frais élevés, à la partici-

(46) M. DAUPHIN-MEUNIER. — La Banque, 1919-1935, p. 126.

pation desquels les banques devraient contribuer. Cette contribution de la part des banques s'imposerait, mais si les frais du début se montaient à des sommes assez élevées, ils seraient peu à peu amortis et la réduction des frais généraux se feraient ensuite sentir pour les banques, en leur libérant du personnel qui pourrait alors se livrer à une activité purement bancaire.

C'est par la coordination des efforts et la normalisation du travail dans la recherche des renseignements que les banques pourraient réduire une partie de leurs frais généraux.

2° Normalisation dans la présentation des bilans.

Les commerçants ou industriels présentent parfois leur bilan d'une façon trop laconique. Ce mode de présentation peut varier, suivant les circonstances du moment, pour certains d'entre eux, peu scrupuleux; n'a-t-on pas dit que, pour le même exercice, une maison d'affaires pouvait avoir trois bilans : un premier pour elle-même, un second pour le fisc, un troisième pour la banque ?

En tous cas, la banque demandera à son client emprunteur la production de son bilan et, bien qu'il n'y ait pas lieu de suspecter de mauvaise foi tous les clients quant à la présentation de leur bilan, l'expert en crédit de la Centrale aurait à vérifier si ce document, présenté par l'emprunteur et étudié par l'expert-comptable, correspond bien à la réalité des choses.

Une présentation convenable du bilan faciliterait le travail des experts-comptables. La disposition est souvent variable et ne permet pas toujours aux banques de se faire une idée exacte de la situation financière, sous réserve de rectifications préalables qui entraînent souvent une perte de temps précieuse. Des schémas de bilans ont été adoptés dans certains pays et sont remis aux demandeurs afin d'être remplis ou signés. Ces modèles varient quelque peu selon le genre d'industrie et une certaine latitude est laissée d'ajouter des rubriques spéciales, tout en conservant les postes essentiels, groupés dans l'ordre voulu. Les Américains ont adopté une unité

de vues appréciable à cet égard (47). Il n'y a pas lieu de tout imiter, mais il est toujours possible d'envisager des améliorations.

L'adjonction d'une Centrale de Renseignements pourrait avoir comme heureuse conséquence une normalisation dans la présentation des bilans. On pourrait admettre que tout solliciteur de crédits importants serait astreint à transmettre au service des experts-comptables de cette Centrale son bilan établi suivant un type déterminé.

Les Américains ont groupé sur un même plan tous les bilans d'un même genre d'entreprises et ils ont fait le bilan-type, qui n'est autre que la moyenne de tous les bilans additionnés. C'est ainsi, par exemple, qu'ils comparent le bilan d'une maison au bilan-type du genre d'industrie à laquelle appartient cette maison, bilan-type pouvant résulter du calcul de la moyenne des bilans de cent à deux cents maisons faisant partie du même groupe d'industries.

Si la Centrale pouvait établir, par son service d'experts-comptables, des bilans-types par genres d'industries, il y aurait lieu de demander au solliciteur de crédits importants de présenter son bilan non pas à sa manière, mais selon un plan comptable précis, de façon à permettre aux experts de la Centrale de pouvoir le comparer au bilan-type du genre d'industries correspondant. Le client sollicitant le crédit pourrait bien se donner la peine de se conformer à cette règle, qui aurait pour conséquence de faciliter le travail de la Centrale.

3° Centrale de Renseignements, complément de la Centrale des Risques.

La Centrale des Risques permettrait de connaître pour chaque client important le total des crédits accordés et celui des crédits utilisés. La Centrale de Rensei-

(47) Ils ont standardisé le mode d'établissement des bilans. Le Bureau Fédéral de Réserve et l'Institut Américain des Comptables se sont ainsi mis d'accord sur les exigences minima auxquelles doivent satisfaire les bilans; de même, sur un plan plus restreint, l'Association des Banquiers et l'Association des Comptables ont désigné des commissions permanentes spéciales afin de discuter les questions offrant un intérêt commun pour les banques et les experts-comptables.

gnements apprécierait le standing de l'entreprise dirigée par ce client. Il ne saurait donc y avoir de cloison étanche entre les deux Centrales; elles auraient, au contraire, des rapports entre elles afin d'assurer un fonctionnement efficace de l'organisme.

Lorsque la Centrale des Risques connaîtrait le montant des crédits autorisés et celui des crédits utilisés pour un client déterminé, elle pourrait, en faisant le relevé des sommes inscrites sur la carte de ce client, établir un graphique faisant apparaître périodiquement la différence entre ces deux groupes de crédits, différence constituant une certaine marge de sécurité pour l'ensemble des banques.

La Centrale de Renseignements, grâce aux informations qu'elle aurait recueillies, aux études qu'elle aurait pu faire sur l'affaire de ce même client, à la suite des travaux des experts et de l'examen du dossier correspondant, pourrait déterminer le rendement de cette affaire. Ce rendement pourrait être exprimé sous forme d'un second graphique; la comparaison de ces deux graphiques envisagés, compte tenu d'une certaine période de temps nécessaire à l'utilisation des crédits, pourrait, semble-t-il, donner d'utiles indications; elle permettrait de mieux se rendre compte de l'évolution d'une affaire, par rapport au rythme de la dispensation du crédit par les banques. Celles-ci ont, en effet, à surveiller si les capitaux prêtés n'ont pas tendance à se cristalliser, à demeurer improductifs; elles ont à se rendre compte si ces capitaux pourront leur faire retour dans les délais prévus.

Quand la Centrale des Risques constaterait des anomalies quant à l'utilisation des crédits, par exemple que cette utilisation se fait à un rythme trop rapide ou excessif par rapport aux crédits autorisés, nous avons dit que cette Centrale pourrait jouer le rôle de signal d'alarme et faire réunir les banquiers pour examiner ensemble la situation du client et prendre, s'il y avait lieu, à son égard, certaines mesures de protection, telles que : restriction des crédits, demande de garanties complémentaires.

Il serait intéressant, dans ce cas, que la Centrale des Risques demande à la Centrale de Renseignements d'exa-

miner sérieusement le dossier du client et de lui communiquer ensuite le résultat de cet examen.

Inversement, si la Centrale de Renseignements constatait, dans la constitution du dossier d'une affaire, certaines anomalies, par exemple dans la présentation du bilan transmis au service des experts-comptables, elle pourrait demander à la Centrale des Risques les renseignements quant aux crédits accordés et utilisés concernant le client correspondant.

Ces rapports entre les deux Centrales donneraient certainement d'utiles indications :

Exemple : On admet en général que le découvert bancaire d'une entreprise ne doit pas dépasser 10 % de son chiffre d'affaires; la Centrale des Risques indiquerait pour un client donné le montant du découvert bancaire; la Centrale de Renseignements (service experts-comptables) indiquerait le chiffre d'affaires de ce client. La liaison entre la Centrale des Risques et la Centrale de Renseignements permettrait de se rendre compte si, pour ce client, le coefficient de découvert bancaire par rapport au chiffre d'affaires n'est pas excessif.

Que la Centrale des Risques ou la Centrale de Renseignements constate, pour une entreprise, des anomalies ayant pour conséquence une aggravation des risques, il pourrait y avoir, après échange de vues entre ces deux services, une entrevue entre les directeurs des principales banques intéressées et la Direction de la Centrale, afin d'envisager les mesures de sécurité susceptibles d'être prises envers cette entreprise.

Toute banque affiliée à l'organisme centralisateur pourrait adresser à la Centrale des Risques, selon le mécanisme prévu, sa demande pour connaître le montant des crédits accordés et utilisés concernant tel ou tel client, mais, si elle désirait se documenter spécialement sur l'affaire de ce client, elle pourrait s'adresser directement à la Centrale de Renseignements.

Autrement dit, cette banque, suivant que le problème se poserait pour elle de connaître, pour une affaire déterminée, des sommes relatives aux crédits ou des renseignements sur cette affaire, s'adresserait, selon le cas, soit à la Centrale des Risques, soit à la Centrale de Renseignements.

4° *Meilleure surveillance des risques corporatifs.*

Les risques corporatifs sont ceux que peut courir la banque, pour n'importe quelle opération, classés par branches de métiers.

La Centrale des Risques serait en mesure d'indiquer à chaque banquier la « position de crédit » de telle ou telle branche d'activité envers la corporation bancaire; celle-ci pourrait ainsi suivre périodiquement l'évolution des autorisations et utilisations de crédits par branches d'industries, puisque chaque banquier pourrait, grâce à la Centrale des Risques, connaître le montant des crédits autorisés pour une branche d'industrie donnée et celui des crédits utilisés par cette branche.

Mais ces sommes indiquées par la Centrale devraient correspondre à la prospérité de la branche d'industrie à laquelle elles ont été prêtées. La Centrale de Renseignements aiderait les banquiers à connaître le rendement d'une branche d'activité et la comparaison pourrait se faire, comme pour une industrie déterminée, entre ce rendement et les crédits utilisés. Cette comparaison permettrait aux banquiers de se rendre compte si les crédits accordés à une catégorie d'industries ont été utilisés convenablement par celle-ci, s'ils ne devraient pas lui dispenser plus généreusement les crédits ou au contraire les lui restreindre.

M. Roger ALHEINC a écrit (48) : « Il semble toutefois que la technique bancaire n'ait pas pris une claire conscience des éléments corporatifs du risque de crédit, dont les conséquences se manifestent cependant avec une redoutable acuité dans la période de crise où toutes les entreprises d'une industrie déterminée se trouvent parfois emportées à la dérive. »

Le banquier peut avoir tendance, en effet, pour la surveillance des risques, à tenir un grand compte des éléments d'ordre particulier, au détriment des éléments d'ordre professionnel ou corporatif. Il doit se préoccuper de la valeur d'un chef d'entreprise, examiner les bilans de cette entreprise, les comparer, en dégager les ratios, étudier son rendement, etc... Mais cela n'est pas suffisant. Il doit aussi se préoccuper des entreprises

(48) *Revue des Vivants*, novembre 1940, p. 15.

similaires, surveiller les autres catégories d'industries, étant donné les relations multiples existant entre tous les compartiments de l'économie.

En 1934, se produisit le krach des diamantaires. Si une Centrale des Risques avait pu fonctionner à ce moment-là, on aurait pu s'apercevoir que cette corporation avait fait des abus trop grands du crédit; si une Centrale de Renseignements avait alors existé, on aurait peut-être pu juger impartialement de la situation de cette corporation, signaler aux banques les dangers que leur faisait courir la « cavalerie des diamantaires »; les tirages d'effets ne correspondaient à aucune transaction effective; la plupart des diamantaires n'avaient ni boutique, ni stocks susceptibles de servir de gages; beaucoup d'entre eux n'avaient ni domicile fixe ni nationalité bien précise. Si un organisme centralisateur avait existé, les banques auraient pu facilement se renseigner sur le montant des emprunts faits par les diamantaires, sur la situation du marché des métaux précieux, etc... et peut-être éviter des difficultés qui, en se généralisant, engendrèrent des désastres.

Les difficultés qui peuvent assaillir une branche d'activité ont inévitablement des répercussions sur les autres compartiments de l'économie; les banques ont, par suite, grand intérêt à surveiller leurs risques corporatifs; la Centrale de Renseignements les aiderait dans cette tâche.

Les ratios obtenus pour l'étude d'une affaire et portant sur plusieurs bilans seraient plus intéressants si l'on pouvait les comparer à des ratios-types par branches d'industrie, comme il a été pratiqué aux Etats-Unis,

Suivant l'opinion de M. Pierre CAUBOUE (49), l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales, créé à Paris en 1933, « aurait certainement fait œuvre « utile en dressant, par genre d'industrie et de commerce, une liste de ratios-types. Ce travail pourrait « être maintenant confié à l'Institut de Conjoncture. »

Lors de notre visite à cet Institut, nous avons demandé à ce sujet l'avis d'un des principaux collaborateurs du Directeur, M. SAUVY. Il nous a répondu qu'il n'avait été rien fait ni projeté en ce sens par l'Institut

(49) M. CAUBOUE. — Banque et problèmes bancaires du temps présent, 1942, p. 101.

de Conjoncture, mais qu'après la guerre M. SAUVY ne s'opposerait vraisemblablement pas à la mise à exécution de cette idée. Mais il a toutefois ajouté qu'il serait peut-être préférable de faire effectuer ce travail par un organisme bancaire.

Comme la Centrale de Renseignements disposerait d'un service d'experts-comptables ayant mission d'étudier les bilans qui leur seraient transmis par les banques, il serait plus logique, à notre avis, de confier à la Centrale le soin d'établir cette liste de ratios-types par genres de commerce et d'industrie, l'Institut de Conjoncture ne devant être en rapports avec la Centrale que pour lui transmettre des renseignements d'ordre général sur la situation économique.

En résumé, la Centrale de Renseignements aiderait les banques à apprécier les besoins généraux et la situation d'une branche corporative; ces besoins, cette situation sont à considérer par les banques tout autant sinon plus que les exigences particulières et la marche de la firme qui sollicite les crédits et dont les intérêts peuvent être en opposition avec ceux de l'ensemble de la corporation.

Toutes les branches de la production et, au sein de chaque branche, toutes les industries sont intimement liées. De nos jours, les transactions s'effectuent non plus seulement entre individus, mais entre groupements; le crédit de privé tend à devenir collectif. C'est pourquoi les banques auraient intérêt à utiliser les services d'une Centrale de Renseignements pour doser les crédits, ne pas les restreindre trop brutalement ou les dispenser trop généreusement, suivant qu'il y aurait lieu pour elles de freiner des abus de crédit ou d'encourager tel ou tel groupe d'industries.

5° Utilisation de la méthode des ratios et des statistiques.

Ratios et statistiques seraient des procédés utilisés par la Centrale pour aider les banquiers à résoudre le problème de l'étude des affaires et celui de l'insécurité économique.

On pourrait objecter qu'il serait peut-être exagéré de se fier à des rapports, à des séries de chiffres pour

tenter d'apprécier la valeur d'une affaire et ses perspectives d'avenir. Pour la surveillance des risques, ne serait-il pas dangereux de se baser sur des procédés un peu trop rigides et dont les résultats pourraient être contredits par les faits ?

La Centrale, avons-nous dit, appliquerait la théorie des ratios aux bilans annuels d'une même entreprise pour permettre de se rendre compte, par comparaison du rapport pour cette entreprise avec un rapport-type du genre de commerce ou d'industrie correspondant, si l'affaire étudiée prospère ou non. Mais serait-il possible de pouvoir établir des rapports-types par genres de commerce et d'industrie et de comparer à ces rapports-types les nombreux rapports qui seraient obtenus par l'étude des bilans ?

M. Charles PENGLOU estime (50) que cette méthode « se révèle du moins pour notre pays, où les entreprises « sont si diverses, par trop rigide » et il affirme que la vraie méthode ne consiste pas à « déterminer de savantes proportions entre tels ou tels postes du bilan », mais à « reprendre toute la réalité économique d'une « entreprise, à la comparer élément par élément à la « description comptable qui en a été faite pour présenter enfin une situation réelle de l'entité économique « étudiée. »

D'autres auteurs, par contre, apprécient les avantages dûs à l'application de la méthode des ratios. M. Jean HAVEN, qui en est partisan, s'exprime à son sujet en ces termes (51) : « Nous avons eu l'occasion d'appliquer « souvent la théorie des ratios aux bilans annuels d'une « même entreprise, d'établir ainsi la cote d'importance « du risque et d'observer si l'affaire prospérait ou périclitait suivant que le rapport croissait ou décroissait. « Quelles que soient les objections que l'on puisse présenter à cette thèse, peut-être audacieuse pour certains, il nous semble que la pratique en a déjà fourni « l'éclatante confirmation et nous n'hésitons pas à la « préconiser. »

Ces deux citations montrent que tout le monde n'est

(50) De la distribution du crédit aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles en France, p. 32.

(51) Le crédit de banque, par Jean HAVEN. *Banque*, mars 1927.

pas d'accord quant à l'emploi des ratios. Cependant la comparaison entre les variations des ratios d'une entreprise isolée et celles du groupe entier dont elle fait partie permet souvent d'aboutir à des conclusions utiles (52).

A condition, bien entendu, que les indications des bilans correspondent à la réalité, ce que vérifieraient les experts en crédit de la Centrale, il serait intéressant que celle-ci puisse, pour les grandes entreprises, comparer les rapports obtenus par l'étude des bilans aux rapports-types par branches de commerce et d'industrie.

De même certains n'ont pas grande confiance dans l'emploi des statistiques. On objecte que leur étude laisse entrevoir des perspectives qui sont parfois contredites par les faits. Les pays qui ont poussé le plus loin l'étude des statistiques, l'Allemagne et les Etats-Unis, ont été le plus durement touchés par la crise de 1930-1934. De cette coïncidence, il ne faut pas dégager une conclusion pessimiste. Malgré certains événements qui peuvent parfois contredire toutes les prévisions, le banquier doit néanmoins toujours suivre l'évolution de la conjoncture et s'efforcer de prévoir; car c'est bien aussi le futur qui l'intéresse; le passé ne lui importe que dans la mesure où l'avenir n'en est que le prolongement.

Le banquier ne doit plus se risquer à dispenser le crédit suivant une pratique, dénommée le « crédit au sentiment », suivant laquelle il agit plutôt par impulsion que par connaissance véritable des affaires.

Comme l'affirme M. Jean HAVEN, « il ne faut pas « oublier que les principes de dispensation de crédit « tendent à se codifier et à devenir une science. »

C'est pourquoi nous estimons que l'utilisation par les services de la Centrale de Renseignements de la méthode des ratios, de graphiques et de statistiques pourrait donner d'utiles indications aux banquiers quant à la tendance d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

(52) Des conclusions pratiques quant à ces divers rapprochements de trouvent formulées dans une brochure éditée par le Department of Commerce de Washington, *How to use current business statistics*, chapitre III. Voir *Journal des Economistes* du 15 mars 1931, pp. 301 à 313.

II. — AVANTAGES AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ

Comme pour la Centrale des Risques, nous constatons que la Centrale de Renseignements, tout en rendant d'appréciables services aux banquiers, serait utile indirectement à la collectivité.

1° *La Centrale rendrait service à la clientèle.*

La Centrale de Renseignements donnerait aux banquiers la possibilité de mieux connaître le standing des entreprises et, par suite, d'atténuer leurs risques. C'est la clientèle qui bénéficierait indirectement de cette amélioration, puisqu'elle pourrait profiter d'une meilleure dispensation du crédit. La clientèle a intérêt à ce que la situation d'une banque soit bien assurée, puisque les difficultés d'un établissement de crédit ont des répercussions dans le monde des affaires. La Centrale de Renseignements, en fortifiant la position des banques, éviterait, dans une certaine mesure, ces fâcheuses répercussions.

De plus, les investigations faites chez les entreprises par les experts en crédit et ingénieurs-conseils de cette Centrale auraient également d'heureuses conséquences pour les clients se prêtant à ces investigations; celles-ci leur permettraient parfois de déceler pour leur industrie les causes d'un rendement defectueux. M. VIDÉ a cité le cas d'un expert spécialiste de la branche textile qui a découvert, après examen minutieux des phases de la fabrication d'une industrie vosgienne, une insuffisance de battement des métiers.

2° *La Centrale servirait l'intérêt général.*

Aidant les banquiers à mieux apprécier la situation des entreprises et des différentes branches d'industries, cette Centrale contribuerait à une meilleure dispensation du crédit, particulièrement durant les périodes où tout octroi de crédit peut devenir dangereux.

Certes, il existera toujours des crises, mais les banques, plus facilement documentées sur l'activité économique, pourraient jouer le rôle d'instruments modérateurs de ces crises. Grâce à cette antenne spéciale que constituerait la Centrale, elles seraient mieux placées pour prévoir et, dans une certaine mesure, conjurer par une dispensation du crédit plus rationnelle, les menaces

pouvant se préciser contre l'économie nationale. Il ne faut pas oublier que, comme l'a rappelé M. LESCURE, « avec la concentration du crédit, l'intérêt de la grande banque s'identifie de plus en plus avec l'intérêt général. »

III. — CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS ET ASSURANCE-CRÉDIT

Ouvrir des crédits est le rôle du banquier; garantir les crédits ouverts est celui de l'assureur; tous deux effectuent des opérations financièrement opposées, mais ont cependant un point de contact : le risque.

La « Centrale des Risques » aurait pour utilité principale pour les banquiers d'éviter le cumul des crédits; le problème d'éviter ce cumul se pose pour les banques, puisqu'elles dispensent les crédits, tandis qu'il ne se pose pas pour les compagnies d'assurances. Par contre, il existe un problème commun à la banque et à l'assurance-crédit : celui des renseignements.

L'assurance-crédit est d'une utilité incontestable. En ce qui concerne le banquier, elle lui offre une supergarantie lui permettant d'augmenter la marge de ses crédits; une coopération entre assureur et banquier serait souhaitable, en particulier quant à la recherche des renseignements et de la documentation.

1° *La recherche des renseignements, problème commun à l'assurance et à la banque.*

L'assureur, tout comme le banquier, doit tenir compte des risques particuliers, corporatifs et généraux.

Risques particuliers — Le risque particulier ou individuel concerne chaque client. L'assureur doit chercher à connaître le degré de solvabilité de l'assuré, tout comme le banquier envers son client solliciteur de crédit. Un assureur s'attache avant tout à déceler et à éliminer les mauvais risques, d'autant plus que les affaires indésirables sont celles qui se présentent le plus volontiers à l'assureur; le banquier agit de même quand il enquête sur le standing du client.

Comme dans une banque, le service des renseignements est très important dans une compagnie d'assurances; ce service a pour rôle de préparer la réalisation

des assurances, en dépistant les mauvais crédits. Il transmet toutes les indications nécessaires au service des acceptations qui établit le prix de revient du risque, c'est-à-dire la prime d'assurance.

Ces indications sont nombreuses et variées : situation effective de solvabilité du client, ses immobilisations, etc.; s'il s'agit d'une Société : date de création, forme, capital, importance des transactions, etc.; s'il s'agit d'une industrie : nombre d'employés, nombre de machines, importance des bâtiments, etc... Le service des renseignements revêt une importance particulière dans l'assurance-crédit du fait qu'il est à la base du fonctionnement de l'assurance.

Risques corporatifs. — A des risques particuliers correspondent des causes particulières spéciales à chaque client. A des risques corporatifs, correspondent des causes collectives. Tout comme le banquier, l'assureur doit surveiller les causes collectives qui influent sur les risques corporatifs : il doit lui aussi observer attentivement la situation de chaque branche industrielle et les variations de cette situation (période ascendante, période de pleine prospérité, période descendante), car chaque branche industrielle comporte des aléas qui lui sont particuliers.

La division des risques est le principe de base de l'assurance, mais il ne doit pas empêcher l'assureur de pratiquer, comme le banquier, le principe de la répartition des risques entre des industries très diverses.

Risques généraux. — Ils dépendent de causes générales qui affectent la situation économique. Comme il n'existe pas de procédé technique de couverture des risques généraux, il faut recourir à la méthode préventive, à l'observation de la conjoncture. L'assureur, comme le banquier, est obligé de pratiquer cette méthode pour essayer de découvrir les indices avant-coureurs des crises économiques, qui aggravent considérablement les risques.

Comment procèdent les compagnies d'assurance-crédit pour obtenir les renseignements qui leur sont indispensables ?

Elles utilisent différents procédés; elles s'adressent :

— soit à des agences spécialisées dans la recherche des renseignements,

— soit à de grandes banques,

— soit à leurs propres services (risques, contentieux).

Nous pouvons faire à ce sujet les constatations suivantes :

1° Le problème de la recherche des renseignements est commun aux banques et aux compagnies d'assurance-crédit.

2° Banques et compagnies d'assurance-crédit utilisent, pour cette recherche, certains procédés identiques, à savoir :

— le concours d'agences de renseignements, dont les enquêtes donnent des indications plus ou moins exactes,

— le concours de leurs propres services.

3° Le service des renseignements, pour l'assurance-crédit comme pour la banque, ne peut être assuré que par des dépenses coûteuses, qui entrent pour une part importante dans les frais généraux.

4° Les compagnies d'assurances peuvent avoir recours aux banques pour leur demander des renseignements.

Certaines grandes banques ont amassé, en effet, au cours des années, une documentation particulière et générale de premier ordre; il était normal que les compagnies d'assurances aient cherché tout d'abord à tirer parti de cette documentation, mais il était aussi normal que les banques, tout en voulant bien donner aux compagnies d'assurances certains renseignements, n'aient pas mis à leur disposition dossiers et documentation pour la constitution desquels elles avaient travaillé de si longue date. Aussi les compagnies d'assurances ont-elles constitué elles-mêmes leur documentation, étudié la conjoncture, pratiqué l'expertise en crédit, l'étude des bilans, etc...

2° Possibilité d'une entente banques - assurances-crédit pour la recherche des renseignements.

Les travaux des banques et des sociétés d'assurances-crédit font, semble-t-il, double emploi pour cette recherche. A ce point de vue, la coopération entre ces deux corporations — laquelle a été souhaitée par le monde des affaires — ne pourrait-elle pas être réalisée ?

Suivant l'avis de M. César ANCEY, « la réalisation
« d'un service de renseignements commun à l'assurance
« et à la banque est d'une utilité qui n'a pas besoin
« d'être démontrée; il faut que l'assurance-crédit trouve
« en dehors d'elle des appuis : dans une organisation
« plus complète et autant que possible centralisée, des
« services de *renseignements* et de récupération. »

Ne serait-il pas possible, tout en laissant évidemment à la corporation bancaire le soin d'organiser la « Centrale des Risques », afin d'éviter le cumul des crédits, de faire organiser à la fois par la banque et l'assurance-crédit, à frais communs, une « Centrale de Renseignements », dont le but serait de donner, au profit de ces deux corporations, la cote de crédit de toute affaire importante ?

Les compagnies d'assurances exécutent un travail de statistiques pour établir des tables de mortalité commerciale, se livrant ainsi à une analyse quantitative du risque; elles ont dû cependant pratiquer l'analyse qualitative du risque, c'est-à-dire l'analyse des entreprises et des circonstances économiques, comme le pratiquent les banques. Assureur et banquier sont tous deux intéressés à connaître la cote de crédit de la clientèle.

Un organisme commun de renseignements, au profit de l'ensemble des banques et de l'ensemble des compagnies d'assurances pourrait, semble-t-il, être créé, aux frais de ces deux corporations, afin de leur indiquer aussi exactement que possible la valeur d'une entreprise.

Cet organisme pourrait utiliser les services d'experts-comptables, de techniciens et experts en crédit, comme ceux envisagés pour la « Centrale de Renseignements ». Il étudierait sérieusement chaque branche d'industrie ou de commerce, compte tenu de la situation économique générale, étant donné que l'assureur, comme le banquier, est intéressé par un classement des risques par natures d'activité.

Il exercerait un rôle de prévention tant pour les assureurs que pour les banquiers, en ce sens qu'il permettrait aux uns et aux autres de ne pas s'engager dans de mauvaises affaires, contribuant ainsi à l'assainissement du marché du crédit.

CHAPITRE IV

Renseignements relatifs à la situation économique

Si le risque du banquier existe en fonction de la valeur d'une firme et de la situation de la corporation à laquelle appartient cette firme, il dépend aussi, pour une grande part, de la situation économique.

« Dans une économie évoluée, l'interpénétration des « entreprises devient telle que les influences s'exercent « d'une catégorie de production à une autre; les risques « de crédit s'ajoutent ou se détruisent sans qu'il soit « possible de se livrer à des précisions scientifiques, « faute pour le banquier d'une vue générale sur l'en- « semble de l'économie. » (53). Il serait donc intéressant pour le banquier de pouvoir facilement se renseigner sur la situation économique générale.

I. — LES SOURCES ACTUELLES DE RENSEIGNEMENTS

Il est certain que, de tout temps, les banques ont été dans la nécessité de se documenter sur cette situation. D'après M. SAUVY (54), la Banque de France, par exemple, recevant tous les mois un rapport de chaque succursale sur les conditions locales de la situation économique, opère une centralisation de renseignements permettant de confirmer ou de rectifier les conclusions qui se dégagent des indices statistiques; mais les résultats des travaux du service ne font l'objet d'aucune publication.

Les banques peuvent consulter des documents variés, par exemple, le Bulletin de Statistiques de la Société des Nations, le Bulletin de la Banque des Règlements Inter-

(53) M. PINEAU. — Système d'organisation du crédit. *Banque et Bourse*, octobre 1938.

(54) M. SAUVY. — Essai sur la conjoncture et la prévision économique, p. 28.

nationaux, résumé de la situation économique internationale. Mais travaillant pour leur propre compte, les banques ont à rechercher à la fois des renseignements relatifs à une industrie donnée et des renseignements généraux sur la situation économique.

Prenons, comme exemple, le Bulletin d'Informations qu'avait édité, avant la guerre, la B.N.C.I. Ce Bulletin, que nous avons pu consulter grâce à l'obligeance de cette banque, est fort intéressant. Publié mensuellement, mais malheureusement interrompu par la guerre, ce Bulletin met à la disposition du service d'études financières de la B.N.C.I. de la documentation de valeur.

Nous y relevons sous forme d'articles ou de graphiques, par exemple des renseignements relatifs à la situation économique générale, au marché du cuivre, à celui du blé, etc...

Les banques (le Bulletin de la B.N.C.I. le montre) recherchent donc des renseignements, d'une part sur la situation économique des différentes catégories d'industries, d'autre part sur la situation économique générale.

II. — RÔLE DE LA CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS

Nous avons dit qu'en ce qui concerne les renseignements spéciaux relatifs à la situation économique des différentes catégories d'industries, la Centrale, grâce à son organisation, grouperait ces renseignements à la disposition des banques, ce qui les soulagerait dans leurs recherches.

Quant aux renseignements généraux, tels que : indices de production, graphiques, statistiques, etc., la Centrale ne serait pas chargée de les grouper, car ce serait alors faire double emploi avec les centres de documentation existants, tels que l'Institut de Conjoncture, l'Institut de Recherches Economiques et Sociales; mais elle pourrait servir de trait d'union entre ces centres et les banques.

Ceci nous amène à dire quelques mots de ces Instituts.

1° *Institut de Recherches Economiques et Sociales.*

Cet Institut, créé le 1^{er} octobre 1933, a fonctionné jusqu'à la guerre avec des fonds mis à sa disposition

par la Fondation Rockefeller de New-York. Il publiait, conjointement avec l'Institut de Statistiques de l'Université de Paris, un bulletin fort intéressant, *L'Activité économique*, qui a malheureusement cessé d'être publié par suite des événements de mai 1940.

Il comporte trois parties : la première présente une vue synthétique des principaux indices économiques se rapportant aux pays les plus importants; la deuxième fait ressortir la situation économique de ces pays à l'aide de graphiques superposés, avec commentaires à l'appui; la troisième comprend des études spéciales analysant certains aspects des phénomènes relatifs à la conjoncture.

Nous avons consulté ce bulletin à la bibliothèque de l'Institut. Les renseignements généraux qu'il donne sont nombreux et intéressants; nous ne saurions les reproduire ici; citons au hasard : Production industrielle; Indices des prix de gros; Coût de la vie; Commerce extérieur; Trafic des ports maritimes; Faillites et liquidations judiciaires; Nombre journalier des wagons chargés, etc... De nombreux graphiques pour les différents pays, avec courbes superposées, sont d'une lecture facile et reflètent la situation d'un seul coup d'œil.

Nous constatons que la recherche de renseignements sur la situation économique générale par les banques (le Bulletin de la B.N.C.I. le montre) fait double emploi avec le groupement de renseignements réalisé par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales.

2° *L'Institut de Conjoncture.*

Jusqu'à la présente guerre, l'action statistique officielle était demeurée en France assez limitée. L'organe officiel spécialisé était la *Statistique Générale de la France*, dont l'origine remonte vers l'année 1796. Malgré l'activité et la compétence de ses fonctionnaires, la *Statistique Générale de la France* ne pouvait remplir, avec ses moyens restreints, la grande tâche qui aurait dû être la sienne : coordonner et centraliser toute l'action statistique française.

C'est pourquoi une loi du 11 octobre 1941 créa le Service National des Statistiques (S.N.S.), auquel est rat-

taché l'Institut de Conjoncture, 174, rue de l'Université, à Paris, dirigé par M. SAUVY.

La forme particulière de statistique appliquée que l'on appelle la conjoncture n'a reçu une investiture officielle qu'en 1938 par la création de l'Institut de Conjoncture, placé d'abord auprès du ministère de l'Economie Nationale, puis rattaché en 1940 à la Statistique Générale de la France et complètement réorganisé par une loi du 1^{er} septembre 1941. L'Institut de Conjoncture est un organisme de renseignements à la disposition de l'Etat. Sous la haute direction de M. SAUVY, il est chargé de se tenir constamment au courant de la conjoncture économique et de centraliser tous renseignements et documentation susceptibles non seulement de refléter la situation exacte de l'économie nationale, mais aussi de prévoir, dans la mesure du possible, les modifications de cette économie.

Ses services se livrent non seulement à un dépouillement de publications et de documents pour la mise sur pied de statistiques et de graphiques, mais aussi fait imprimer un bulletin, non public, spécialement réservé à l'Etat, pour le tenir au courant de la situation économique.

L'Institut de Conjoncture, toujours pour le compte de l'Etat, se livre en outre à des études spéciales sur des sujets différents; ces études qui, en principe, ne doivent pas être rendues publiques, peuvent, en fait, être consultées à la bibliothèque de l'Institut. Nous pouvons citer, comme études parues :

Etude n° 1 : L'intérêt réel du capital entre les deux guerres et antérieurement. — Etude n° 2 : L'évolution de la production agricole en France de 1892 à 1938. — Etude n° 3 : L'évolution du progrès technique en France depuis 1850.

Mais quels sont les rapports de l'Institut de Conjoncture avec les banques ?

Depuis 1920 ou 1921, le Bulletin de la Statistique Générale de la France publiait mensuellement des chiffres relatifs à quatre grandes banques : la Société Générale, le Crédit Lyonnais, le Crédit Industriel et Commercial et le Comptoir National d'Escompte.

Depuis 1942, existe pour les banques l'obligation de

publier leurs bilans. Aussi le Bulletin de la Statistique Générale de la France a-t-il indiqué d'abord les bilans des quatre grandes banques ci-dessus, puis a indiqué ensuite, en raison de leur importance, les bilans de trois nouvelles banques : la B.N.C.I., le Crédit Commercial de France et le Crédit du Nord. Mais les banques ont-elles recours à l'Institut de Conjoncture pour lui demander des renseignements d'ordre économique ?

Comme a bien voulu nous le préciser l'un des principaux collaborateurs de M. SAUVY, il n'existe pas de rapports entre l'Institut et les banques. « Mais si l'Institut « est l'organe officiel d'informations économiques du « gouvernement » — nous rappelons les termes de ce collaborateur — « il pourra peut-être devenir plus tard « un organisme à la disposition du public, des banques « en particulier. Ce ne serait pas à l'Institut de Conjoncture à communiquer, de sa propre initiative, des renseignements aux banques, mais ce serait aux banques « à nous les demander. »

La Centrale pourrait demander à l'Institut de Conjoncture, pour le compte des grandes banques, des renseignements économiques; cela déchargerait d'autant les banques dans leurs recherches; il suffit de songer, pour s'en rendre compte, au travail de statistiques qu'a dû accomplir la B.N.C.I. pour donner dans son bulletin de nombreux graphiques.

Ces rapports entre Centrale et Institut de Conjoncture seraient souhaitables. Cela pourrait se réaliser d'autant plus que la loi organique du Service National des Statistiques, auquel est rattaché l'Institut de Conjoncture (loi organique du 11 octobre 1941) a prévu la mise à la disposition du public, sauf exceptions justifiées par l'intérêt de la nation, des renseignements statistiques d'ordre général.

L'Institut de Conjoncture et l'Institut de Recherches Economiques et Sociales seraient donc qualifiés pour communiquer à la Centrale des renseignements sur la situation économique générale.

La Centrale pourrait, bien entendu, pour obtenir des renseignements intéressant l'activité économique, solliciter le concours d'autres organismes. En vertu de la

loi du 7 avril 1944 (55) sur la nouvelle constitution des Chambres de Commerce et d'Industrie, ces Chambres ont pour mission de « prêter leur concours au développement de l'organisation professionnelle et d'assurer toutes liaisons utiles avec les organismes professionnels, de constituer à cet effet tous services et organismes nécessaires ou d'en susciter la constitution. »

La Centrale pourrait utiliser le concours des Chambres de Commerce et d'Industrie; elle pourrait utiliser également celui du Centre National du Commerce Extérieur, récemment créé, qui est chargé de centraliser pour les commerçants français toutes les informations que « ses études lui procureront ou que pourront recueillir les attachés commerciaux et les Chambres de Commerce françaises à l'étranger avec qui il compte travailler en collaboration étroite. » (56).

La Centrale rendrait service aux banques en ce qu'elle leur éviterait des recherches pour l'obtention de renseignements sur la situation économique générale. Elle se mettrait en rapport avec les centres de documentation, tels que l'Institut de Conjoncture, l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, etc., et transmettrait ensuite, sur leur demande, aux établissements de crédit affiliés, les indications qu'elle aurait obtenues, pour leur compte, de ces différents organismes. Tout en n'empiétant pas sur le terrain de ceux-ci, la Centrale permettrait aux banques de réduire leurs frais généraux et de se consacrer davantage à leur activité proprement bancaire.

(55) *Journal Officiel* du 21 avril 1944.

(56) *Moniteur officiel du Commerce et de l'Industrie* du 16 mars 1944.

CONCLUSION

Afin de mieux assurer la sécurité du banquier, certains auteurs sont allés plus loin que l'idée d'une centralisation des risques; ils ont estimé que le banquier pouvait être l'assureur de ses propres risques.

M. Michel JOMIER, dans sa thèse sur l'Assurance-Crédit, rapporte l'étude, faite par un spécialiste des opérations de crédit, sur l'assurance et la banque devant les risques d'insolvabilité.

La technique spéciale, envisagée par ce spécialiste, comporterait plusieurs opérations, ainsi résumées :

- Etablir pour chaque catégorie d'opérations son prix de revient;

- Entreprendre l'appréciation méthodique des risques par catégories déterminées d'opérations;

- Etablir des tables d'insolvabilité;

- Appliquer la méthode des assurances pour le calcul des primes : les banques mettraient en vigueur un tarif élevé pour les risques douteux, réduit pour les bons risques; elles refouleraient automatiquement les mauvais risques.

Il est peut-être tentant de vouloir appliquer la méthode de l'assurance au domaine de la banque, afin de supprimer les aléas du crédit; mais cette idée n'est-elle pas utopique ? La technique de l'assurance repose sur la loi des grands nombres; or cette loi se trouverait mise en défaut dans le domaine de la banque, étant donné qu'il est impossible de calculer mathématiquement en matière de crédit. En période de prospérité économique, il n'y aurait pas lieu pour le banquier d'appliquer la méthode de l'assurance, puisqu'il n'y aurait pas de sinistre; en période de crise, la faillite d'une entreprise, cliente d'une banque, engendre généralement des difficultés pour d'autres firmes, de sorte qu'il est impossible de prévoir les répercussions de cette défaillance. En période normale, le risque crédit est très faible; en période de crise, il devient considérable.

Comme le dit M. Max CLUSEAU, « il est vain de vouloir appliquer l'assurance au commerce de la banque, « car, dans ce domaine, jouent avant tout les facteurs « psychologiques qui priment les facteurs matériels. »

Devant une telle impossibilité, ne pourrait-on envisager l'organisation d'une sorte de Caisse de garantie mutuelle contre les risques, la Centrale atténuant, mais ne supprimant pas ces risques.

En Allemagne fut créée, le 25 décembre 1932, une sorte de Caisse d'Assurances contre les risques; il s'agit de la Tilgungskasse für gewerbliche Kredite (Caisse d'amortissement pour les crédits à l'industrie), appelée communément Tilka.

Le but de cette Caisse était de permettre un amortissement lent et progressif des créances douteuses des banques allemandes sur les entreprises industrielles, en liaison avec l'assainissement de ces entreprises. La Caisse prenait en charge les créances douteuses seulement pour un montant en rapport avec le capital et les réserves de la banque cedante; elle s'efforçait d'en faire rentrer ce qu'elle pouvait, mais imposait aux banques des conditions sévères : le versement à la Caisse de 1 1/2 ou 2 % des créances cédées pendant les quatre premières années, ensuite 1/2 ou 1 % du montant restant au début de chaque année, en vue de la constitution d'un fonds de réserve.

En échange de la créance cédée, la banque recevait une créance sur la Tilka, dont la gestion était assurée par la Reichsbank.

M. Max CLUSEAU a émis cette opinion sur cette institution : « Il nous semble que la Tilka peut être considérée comme un fonds commun, assez spécial il est « vrai. Naturellement cette affirmation peut paraître « osée, d'autant plus que si les créances escomptées par « la Tilka se montrent finalement totalement irrécouvrables et sans valeur, le poids de la perte doit finalement incomber à l'établissement prêteur. Cependant, « ne nous trouvons-nous pas là en présence d'une tentative d'aide mutuelle ? C'est en effet la gestion en « commun de créances douteuses et l'avance du montant de ces créances aux banques prêteuses. »

Afin d'assurer davantage leur sécurité, les banques

ne pourraient-elles organiser, non pas une institution analogue à la Tilka, mais une véritable Caisse d'entraide mutuelle par la création d'un fonds commun d'assistance. Ce fonds serait alimenté par les banquiers durant les années de prospérité, suivant un pourcentage sur les recettes, pour venir en aide à ceux d'entre eux qui seraient en difficultés durant les périodes de crise ?

Mais, d'une part, l'esprit de solidarité, nécessaire déjà pour la création d'une Centrale des Risques ou de Renseignements, devrait être encore plus poussé chez les banquiers pour qu'une telle entreprise ait des chances de réussir; d'autre part, comment serait fixée leur participation à ce fonds commun ? On se heurterait à de sérieuses difficultés : cette participation pourrait se traduire en un versement annuel proportionnel aux recettes, mais on ne tiendrait pas compte des risques encourus par chaque banque. Logiquement, elle devrait être en rapport avec ces risques (57); or, ceux-ci sont impossibles à déterminer mathématiquement.

Sans tenter des expériences difficiles, comme celles visant à appliquer à leurs risques la technique de l'assurance ou à créer un fonds commun d'assistance, les banquiers agiront toujours sagement en perfectionnant la technique de la surveillance des risques.

Or, la création d'une Centrale serait bien un procédé réalisable pour améliorer cette technique.

Le fonctionnement d'une Centrale des Risques ne remplacerait pas les procédés utilisés par les banquiers pour surveiller leurs risques, mais il constituerait une méthode supplémentaire seule capable d'éviter de manière efficace le cumul des crédits.

Nous avons trouvé des objections, certes, à la réalisation de cette méthode, mais il semble qu'à son sujet les principaux établissements de crédit puissent réaliser une entente. Une fois d'accord sur les grandes lignes de la tâche à accomplir, ils pourraient résoudre assez

(57) M. Charles PENGLOU avait songé à la création d'une Centrale de Compensation des Risques, alimentée par des prélèvements effectués auprès de chaque banque au prorata des risques engagés. (La technique de l'assurance et la distribution du crédit par les banques, 2^e édition, 1934, p. 30.)

facilement les problèmes d'organisation et les questions de détail, à condition de faire preuve d'esprit de solidarité. Le fonctionnement de l'organisme envisagé aurait peu de chances, nous l'avons vu, de violer le secret professionnel.

En raison des objections rencontrées, on pourrait songer à remédier à l'absence de cet organisme par des relations interbancaires plus poussées et plus suivies que celles actuellement pratiquées par les grands établissements de crédit. Aux Etats-Unis, l'absence de centralisation a pu être palliée grâce à un esprit de coopération et de confiance qui a permis un échange très large et très ouvert parmi les différents départements de crédit. En admettant qu'il puisse en être de même en France, il faut reconnaître que de meilleures relations interbancaires n'évitent que partiellement le cumul des crédits.

Les banques pourraient-elles se signaler sans omission les crédits accordés et utilisés par de fréquents échanges de renseignements ? Ce système serait difficile à réaliser et de plus inefficace par suite de résultats incomplets.

Seule une centralisation de renseignements, organisée de façon rationnelle et systématique par un service bancaire spécial, permettrait d'atteindre le but recherché : la suppression du cumul des crédits.

En obtenant ce résultat fort intéressant, on aboutirait en même temps, simplement par un système d'organisation approprié, à une meilleure surveillance des risques corporatifs, facteur non négligeable de sécurité pour le banquier.

Il convient de rappeler encore que la première expérience en la matière, celle tentée par les banques algériennes, a donné de bons résultats. Dès lors, pourquoi ne pas essayer de réaliser pour la métropole ce qui a réussi pour l'Afrique du Nord ?

Au sujet de la Centrale de Renseignements, nous avons également rencontré des objections. Sa mise en route et son fonctionnement exigeraient certes un gros travail ; mais nous estimons que les difficultés relatives à sa réalisation ne seraient pas insurmontables. Pour mener à bien cette entreprise, les banques devraient

faire preuve d'un souci plus grand de l'intérêt corporatif.

L'objection du secret professionnel nous semble moins sérieuse qu'elle ne paraissait au premier examen et se trouver largement compensée par les avantages devant résulter d'une telle organisation.

Celle-ci aurait pour avantage principal d'aider les banquiers à apprécier le standing des entreprises et en même temps, plus encore que la Centrale des Risques, à mieux surveiller leurs risques corporatifs.

Servant de trait d'union entre les centres de documentation économique et les établissements de crédit, elle constituerait pour ces derniers un organisme de prévision et de sécurité, constamment à leur disposition, qui servirait en même temps l'intérêt général en contribuant à la stabilité des affaires.

La Centrale des Risques ferait l'analyse quantitative des risques, évitant le double emploi dans les crédits accordés; la Centrale de Renseignements ferait l'analyse qualitative des risques, évitant l'échafaudage de crédits sur des affaires ne les méritant pas. Des rapports fréquents entre ces deux sections d'un même organisme, dont la gestion serait confiée à notre Institut d'émission, feraient certainement dégager des conclusions profitables aux banquiers.

Bien entendu, quelle que soit l'amélioration de la surveillance des risques, le banquier aura toujours à tenir compte du facteur humain, si important dans son domaine, et à faire preuve d'un certain « flair » du risque à propos de chaque affaire. Comme l'a dit M. le Professeur PICARD, « la profession du banquier est un « art autant qu'une science. Le crédit, s'il a sa technique, repose en dernière analyse sur des faits d'ordre psychologique et nécessite de la part de ceux qui « font métier de le distribuer plus d'esprit de finesse « que de géométrie. »

Mais si le banquier, pour exercer son métier, doit être psychologue et connaître les hommes, il n'en reste pas moins qu'il a le souci constant de perfectionner sa technique, afin d'obtenir le maximum de sécurité dans la dispensation du crédit.

Citons, pour terminer, ces lignes de M. le Professeur HAMEL (58) :

« Le banquier doit être outillé pour apprécier la
« solvabilité présente et future de ceux qui font appel
« à son crédit; placé au centre même de l'activité éco-
« nomique, il est en excellente position pour voir venir
« les crises, tant celles qui frappent telle profession ou
« telle région que celles qui prennent les proportions
« d'une crise générale; ainsi peut-il, connaissant ou de-
« vant connaître la situation présente et future des
« emprunteurs, refuser, supprimer ou restreindre cer-
« tains crédits qui seraient particulièrement dangereux.
« Cette science du métier bancaire, liée à une exacte
« appréciation des possibilités du crédit individuel ou
« collectif, doit réduire au maximum les risques de
« prêts d'argent. »

L'organisme que nous avons envisagé serait pour les banquiers un outil leur permettant précisément de mieux apprécier les possibilités du crédit individuel ou collectif et d'éviter certains abus.

Après ces dures années de guerre, à la veille de la période difficile de reconstruction économique, durant laquelle la dispensation du crédit devra être mieux assurée, nous estimons que la création de cet organisme, tout en rendant des services à la corporation bancaire, contribuerait au redressement de notre pays.

(58) M. J. HAMEL. — Banque et opérations de banque, tome II, 1943, pp. 352 et 353.

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
Les éléments essentiels du risque bancaire en matière de crédit :	
1° Le cumul des crédits.....	6
2° L'insolvabilité des emprunteurs.....	7
3° La situation économique générale.....	8
Comment un organisme centralisateur permettrait de mieux apprécier ces éléments du risque. - Les deux sections de cet organisme :	
1° Centrale des Risques.....	9
2° Centrale de Renseignements.....	9

PREMIÈRE PARTIE : CENTRALE DES RISQUES

CENTRALISATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CRÉDITS ACCORDÉS

Chapitre I. — La pratique bancaire; ses insuffisances	13
Chapitre II. — Les essais de centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés :	
1° La doctrine	17
2° Les essais : à l'étranger	19
en France : Métropole	26
Colonies	26
Chapitre III. — L'organisation d'une Centrale des Risques	
1° Nature des renseignements à centraliser.....	33
2° Modalités d'organisation de la Centrale : unité ou multiplicité	40
3° Nature de l'organisme centralisateur.....	42
4° Organisation matérielle et gestion.....	44
Chapitre IV. — Appréciation critique de la centralisation des renseignements relatifs aux crédits accordés	
I. — Objections possibles à la création de la Centrale :	
1° Les difficultés d'organisation.....	49

2° La concurrence entre banques.....	51
3° L'absence de solidarité.....	53
4° La crainte de l'étatisation.....	55
5° Le secret professionnel.....	58
6° Le système risque de ne pas jouer pleinement	62
II. — Avantages devant résulter de la création de la Centrale :	
A. - Au profit du banquier :	
1° La Centrale éviterait le cumul des crédits	64
2° La Centrale pourrait prévenir les banques d'une situation anormale du client, quant au crédit.....	67
3° Surveillance plus efficace des risques corporatifs	67
B. - Au profit de la collectivité :	
1° La Centrale rendrait service à la clientèle	70
2° La Centrale servirait l'intérêt général.	71

DEUXIÈME PARTIE : CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS

CENTRALISATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA VALEUR DES PRINCIPALES ENTREPRISES ET A LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Chapitre I. — Renseignements relatifs à la valeur des entreprises

1° La pratique des banques.....	75
2° Nature et sources des renseignements.....	76

Chapitre II. — Organisation de la Centrale de Renseignements relatifs à la valeur des entreprises

1° L'exemple de la Société d'Éditions Économiques et Financières (S.E.F.)	85
2° Documents nécessaires : fiches et dossiers...	88

Chapitre III. — Appréciation critique de la centralisation des renseignements relatifs à la valeur des entreprises

I. — Objections possibles à la création de la Centrale :

1° Difficultés d'organisation	93
2° Difficultés d'ordre pratique.....	96
3° La concurrence entre banques.....	97
4° L'importance des frais généraux.....	98
5° Le secret professionnel.....	100

II. — Avantages devant résulter de l'adjonction à la Centrale des Risques de la Centrale de Renseignements :

A. - Au profit du banquier :

1° Réduction des frais généraux.....	103
2° Normalisation dans la présentation des bilans	105
3° Centrale de Renseignements, complément de la Centrale des Risques;....	106
4° Meilleure surveillance des risques corporatifs	109
5° Utilisation de la méthode des ratios et des statistiques	111

B. - Au profit de la collectivité :

1° La Centrale rendrait service à la clientèle	114
2° La Centrale servirait l'intérêt général.	114

III. — Centrale de Renseignements et Assurance Crédit :

1° La recherche des renseignements, problème commun à l'assurance et à la banque	115
2° Possibilité d'une entente banques-assurances pour la recherche des renseignements ..	117

Chapitre IV. — Renseignements relatifs à la situation économique

1° Les sources actuelles de renseignements..	119
2° Rôle de la Centrale de Renseignements..	120
Conclusion	125

BIBLIOGRAPHIE

- P. CAUBOUÉ. — Banque et problèmes bancaires du temps présent (1942).
H. ARDANT. — Cours de technique bancaire (1940-1941).
J. HAMEL. — Banques et opérations de banque, tome II (1943).
Ch. PENGLOU. — La technique de l'assurance et la distribution du crédit par les banques, 2^e édition (1934).
LAUFENBURGER. — Les banques françaises, tome I (1940).
G. PIROU. — Les cadres de la vie économique : Le crédit (1943).
GAMBÉRO et PENGLOU. — Technique de l'étude des risques.
R. ALHEINC. — L'organisation bancaire.
DAUPHIN-MEUNIER. — *La Banque* (1919-1935),
Ch. PENGLOU. — De la distribution du crédit aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles en France.
SAUVY. — Essai sur la conjoncture et la prévision économique.
P. VIRION. — La banque et le régime corporatif.

Thèses :

- M. JOMIER. — L'assurance des crédits en France (Paris, 1930).
M. CLUSEAU. — La réglementation des banques (Toulouse, 1938).
SACKER. — Du secret professionnel du banquier (Paris, 1933).

Revue :

- Banque et Bourse.*
Revue Politique et Parlementaire.
Journal des Economistes.
Revue Economique Internationale.
Revue d'Economie Politique.
Revue des Vivants.

Bulletins :

- Bulletin d'Informations Economiques de la B.N.C.I.*
L'Activité Economique.
-

